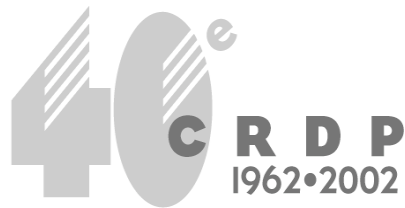


Centre de recherche en droit public

Faculté de droit
Université de Montréal

RAPPORT ANNUEL 2001-2002



CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC
(CRDP)

RAPPORT ANNUEL
2001-2002
(du 1^{er} juin 2001 au 31 mai 2002)

C.P. 6128, succursale Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 3J7

Téléphone : (514) 343-7533
Télécopieur : (514) 343-7508
Adresse électronique : infoCRDP@droit.umontreal.ca
Site Web: www.crdp.umontreal.ca

Table des matières

Mot du directeur	1
SECTION 1 <input type="checkbox"/> APERÇU DU CENTRE.....	3
1. Historique.....	3
2. Activités.....	3
3. Conseil de direction du CRDP (2001-2002)	4
4. Personnel scientifique du CRDP.....	5
a) Chercheurs	5
b) Chercheurs associés.....	6
c) Collaborateurs.....	6
d) Stagiaires postdoctoraux.....	7
e) Agents de recherche	7
f) Assistants de recherche	8
g) Étudiants-stagiaires sous la direction des chercheurs du CRDP.....	8
5. Personnel administratif.....	9
SECTION 2 <input type="checkbox"/> PROGRAMMATION SCIENTIFIQUE DU CRDP	10
Axe 1 <input type="checkbox"/> Droit des technologies de la vie et de la santé	10
Axe 2 <input type="checkbox"/> Droit et technologies de l'information et des communications.....	22
Axe 3 <input type="checkbox"/> Théories du droit et du changement social.....	28
SECTION 3 <input type="checkbox"/> LE CRDP AU PLAN INTERNATIONAL	35
1. Participation à des réseaux internationaux	35
2. Rayonnement international	36
SECTION 4 <input type="checkbox"/> FINANCEMENT.....	38
SECTION 5 <input type="checkbox"/> RÉALISATIONS DU CRDP EN 2001-2002.....	39
1. Publications et réalisations.....	39
➤ Livres	39
➤ Chapitres de livres / Ouvrages collectifs / Actes de colloque.....	39
➤ Articles.....	40
➤ Rapports	41
➤ Autres	42
➤ À paraître	42
➤ Conférences	43
2. Recherches et publications diffusées sur internet.....	49
3. Thèses et mémoires d'étudiants dirigés par les chercheurs du CRDP	55
4. Animation scientifique	60
a) Colloques, séminaires, présentations spéciales	60
b) Conférences scientifiques du CRDP.....	61
c) Conférences et séminaires de l'IIREB.....	62
d) Réunions des <i>Premier mardi du mois</i>	62
e) Séminaires <i>Théories et émergence du droit</i>	63
5. Prix, distinctions et nominations obtenus par les chercheurs	64
6. Prix, bourses et nominations obtenus par les étudiants chercheurs.....	65

ANNEXE

Mot du directeur

L'année 2001-2002 s'est déroulée au Centre de recherche en droit public sous le signe de la visibilité nationale et internationale. Le 20 septembre 2001, le Centre a reçu la visite du sous-ministre de la Justice, M. Morris Rosenberg, dans le but précis d'explorer les possibilités de collaboration en matière de recherche entre le ministère et le Centre. Cette rencontre a eu des retombées positives, notamment dans le domaine du droit et des nouvelles technologies et dans celui du droit des Premières Nations.

Au cours de l'automne, deux grands congrès internationaux ont eu lieu sous l'égide du centre. Le premier a porté sur la récente loi québécoise concernant le cadre juridique des technologies de l'information. Par cette loi, la province a cherché à innover par rapport à ses voisins dans le domaine du commerce électronique. Le congrès a réuni une assistance importante, dont un nombre significatif venait d'Ottawa et des provinces voisines, de même que des États-Unis et d'Europe. Le deuxième congrès avait pour thème *Les institutions administratives du droit d'auteur*. On y a retrouvé les représentants des nombreuses institutions étrangères dont la mission ressemble à celle de la Commission du droit d'auteur au Canada.

Une visibilité différente résulte de l'arrivée d'une nouvelle chercheuse au Centre □ Madame Béatrice Godard s'est jointe à l'équipe *Droit, Génétique et Société*, apportant ses talents de sociologue et son expérience des recherches sur le terrain à l'interface du droit, de la sociologie et de la médecine.

Nous avons décidé de célébrer en l'an 2002 les quarante ans d'existence du Centre (http://www.crdp.umontreal.ca/crdp_40e/une.htm). Même si les recherches avaient déjà commencé en 1961, le Centre a été formellement créé le 26 février 1962, portant alors le nom d'*Institut de recherche en droit public*. Il a eu trois fondateurs, Jean Beetz, Luce Patenaude et Pierre-Elliot Trudeau. Mme Patenaude a pu être des nôtres pour la célébration organisée le 26 février 2002.

Pour souligner la mémoire de Monsieur Jean Beetz et sa contribution au Centre à l'occasion du quarantième anniversaire, Monsieur Nicholas Kasirer, directeur du Centre de recherche en droit privé & comparé du Québec (Université McGill), a généreusement fait don au CRDP, le 19 février 2002, d'une précieuse édition du livre Samuel Puffendorff, *Les devoirs de l'Homme et du Citoyen, tels qu'ils sont prescrits par la loi naturelle*, traduit par Jean Barbeyrac et publié à Amsterdam et à Leipzig en 1756, que lui avait léguée Jean Beetz (http://www.crdp.umontreal.ca/crdp_40e/livre.htm).

Le 26 février, date exacte de sa création 40 ans plus tôt, le CRDP a été l'hôte d'une soirée au Grand Hall de l'Université pour célébrer son anniversaire en présence de nombreux dignitaires. La soirée a réuni un grand nombre de personnes qui ont contribué aux réalisations durant les quarante ans de son existence. Les sept anciens directeurs présents ont été pris en photo. Monsieur Paul Gérin-Lajoie, ministre de la Jeunesse au sein du gouvernement Lesage, en 1962, a accepté de faire un discours – remarqué – rappelant les circonstances entourant la création du Centre, dont il s'est fait le parrain, et de sa mission. La grande histoire aussi bien que la petite. Sur le site web du CRDP, on trouve les photos de la soirée (http://www.crdp.umontreal.ca/crdp_40e/cocktail.htm) ainsi que le vidéo des discours prononcés (http://www.crdp.umontreal.ca/crdp_40e/multimed.htm).

Le quarantième anniversaire devait aussi être l'occasion de souligner le «*modèle*» de recherche interdisciplinaire privilégié au Centre. Cela a été fait par un doctorat honorifique à celui qui s'en est fait l'expression, à la fois dans sa propre carrière et dans le remarquable rapport sur la recherche en droit auquel son nom est associé, le *Droit et le savoir*, et qui est devenu une source d'inspiration pour l'enseignement, la recherche et la réforme du droit depuis sa publication en 1984. Cette personne est Harry Arthurs, ancien professeur, doyen, puis recteur de l'Université York à Toronto. La cérémonie a eu lieu le 18 avril 2002. (http://www.crdp.umontreal.ca/crdp_40e/honoris.htm).

Pour l'avenir, nous avons pu annoncer lors de la soirée du 26 février que, dans le cadre de la campagne de financement de l'Université, le financement avait été réuni pour permettre la création, au CRDP, d'une *Chaire en droit des technologies de l'information et du commerce électronique*. Ce développement remarquable a été rendu possible grâce à un don majeur de la Fondation Wilson, qu'est venu annoncer pendant la soirée le président de la Fondation, Monsieur Lynton R. Wilson (http://www.crdp.umontreal.ca/crdp_40e/images/cocktail/pages/cocktail_75.JPG.htm).

Une fois les démarches administratives complétées, le Centre comptera en son sein deux chaires de recherche dans ses axes technologiques. Ce développement est heureux en ce qu'il exprime l'appréciation des milieux extérieurs pour nos recherches et leur confiance en l'avenir et qu'il assure en même temps une stabilité aux équipes. Les chaires constituent une formule à privilégier pour assurer la pérennité du Centre. Espérons que l'avenir nous permette d'en créer d'autres□

Dans l'ensemble, le quarantième anniversaire montre un Centre dynamique et en pleine croissance qui continue de réaliser le rêve de ses fondateurs□

Ejan MACKAAY

SECTION 1 – APERÇU DU CENTRE

1. Historique

Le Centre de recherche en droit public est l'aîné des centres de recherche de l'Université de Montréal, il a été fondé en 1961 sous le nom d'Institut de recherche en droit public. Rattaché à la Faculté de droit, il eut pour mission, à son origine, de «favoriser et d'organiser la recherche en droit public, plus particulièrement en droit constitutionnel et administratif». Cette fondation répondait alors aux souhaits de la Faculté de droit et à un vœu exprimé par le ministre de la Jeunesse de l'époque, l'honorable Paul Gérin-Lajoie.

C'est en 1971 que l'organisme prit le nom de Centre de recherche en droit public (CRDP). Le Centre apporte une contribution importante à l'organisation systématique, à la divulgation et à la critique positive du droit public québécois et canadien, en tenant compte de plus en plus de la dimension socio-politique et du caractère interdisciplinaire qu'a pris la recherche juridique depuis quelques années.

Aujourd'hui, les travaux au Centre de recherche en droit public portent sur le droit des technologies de la vie et de la santé, le droit et les technologies de l'information, la théorie du droit, l'économie et la sociologie du droit, l'informatique juridique, de même que le droit constitutionnel et le droit administratif.

Le CRDP est reconnu par la communauté scientifique internationale comme un lieu incontournable tant dans le secteur du droit de la biotechnologie que de ceux des technologies de l'information et de la théorie du droit. Il s'agit d'un des rares lieux dans le domaine juridique où des recherches à caractère interdisciplinaire sont menées par des chercheurs et des équipes elles-mêmes transdisciplinaires.

2. Activités

Orientation globale – Production et action du droit à travers le développement technologique et le changement social.

Axes –

- Droit des technologies de la vie et de la santé
- Droit et technologies de l'information et des communications
- Théories du droit et du changement social

L'orientation scientifique des recherches au Centre est bien résumée par le titre «Production et action du droit à travers le développement technologique et le changement social». Elle englobe les trois axes présents depuis quelques années, soit celui du Droit des technologies de la vie et de la santé, celui du Droit et des technologies de l'information/communications ainsi que celui des Théories du droit et du changement social. Le Centre cherche à stimuler l'intégration des axes de recherche par des recherches conjointes jumelant des éléments des axes technologiques avec des théories développées dans le cadre de l'axe de la théorie.

Axe 1 ➤ *Droit des technologies de la vie et de la santé*

Le Centre de recherche en droit public est un pionnier dans le domaine du droit de la santé. Ses travaux ont donné lieu à plusieurs publications et lui ont permis d'acquérir une importante expertise dans ce secteur. L'angle d'approche s'élargit constamment et recouvre maintenant le droit des établissements de santé, le droit pharmaceutique, le droit des nouvelles technologies et des biotechnologies, le droit de la biodiversité et de l'environnement ainsi que plusieurs approches multidisciplinaires fournies notamment par la sociologie et l'éthique.

Axe 2 ➤ *Droit et technologies de l'information et des communications*

Il existe au Centre de recherche en droit public, depuis le début des années '70, une équipe se consacrant à l'étude du droit des communications. D'abord vouée aux aspects constitutionnels du droit relatif à la communication, l'équipe a développé des travaux s'intéressant aux aspects fondamentaux et aux techniques particulières d'élaboration des normes dans le domaine de l'information et la communication. Le droit des nouveaux environnements électroniques et en particulier du cyberspace est au coeur des travaux menés dans ce domaine au Centre. Le CRDP compte aussi dans ses rangs une équipe multidisciplinaire travaillant sur les systèmes documentaires juridiques. Il s'agit d'une des toutes premières équipes au monde dans ce secteur. Les travaux menés au sein de cet axe de recherche donnent lieu à d'importantes réflexions au plan de la théorie du droit.

Axe 3 ➤ *Théories du droit et du changement social*

Point d'ancrage de tous les travaux du CRDP, l'axe de recherche sur les théories du droit regroupe des projets juridiques et sociologiques portant sur les droits fondamentaux, sur les rapports entre le droit et la société et sur les normativités nouvelles. Il s'agit d'un secteur théorique propice à la réflexion sur les fondements et les valeurs des systèmes normatifs.

3. Conseil de direction du CRDP (2001-2002)

Les membres sont nommés pour représenter les milieux intéressés par la recherche en droit public. Ils peuvent notamment appartenir à la magistrature, aux professions juridiques, à la fonction publique, au corps professoral d'une autre faculté ou université ou à l'entreprise privée.

Président☐ René HURTUBISE, Juge, Cour supérieure du Québec

Membres☐ Michel BOUCHARD, Sous-ministre, Ministère de la Justice, Québec
Stephen CLARKSON, Professeur, University College, University of Toronto
Mario DION, Sous-ministre délégué, Ministère de la Justice, Canada
Francis FOX, Président du conseil, Roger Télécommunications Québec inc.
Marc GOLD, Maxwell Cummings & Sons
Louis LAGASSÉ, Lagassé Lachance Beaupré Poisson
Guy LORD, Osler, Hoskin & Harcourt
Jean-K. SAMSON, Président, Office des professions du Québec
Anne-Marie TRAHAN, Juge, Cour supérieure du Québec

Membres d'office☐ Alain CAILLÉ, Vice-recteur à la recherche, Université de Montréal
Jacques FRÉMONT, Doyen, Faculté de droit, Université de Montréal
Ejan MACKAAY, Directeur, CRDP, Université de Montréal

4. Personnel scientifique du CRDP

a) Chercheurs

AVARD Denise Chercheure adjointe	M.A. U. d'Ottawa; Ph.D. Cambridge U.	Politiques sociales, Éthique en génétique ☐ Épidémiologie, Dépistage génétique
BENYEKHFLEF Karim Professeur agrégé	Ph.D., LL.M U. de Montréal	Droit international, Droit de l'information ☐ Commerce électronique, Vie privée, Arbitrage et médiation en ligne
FRÉMONT Jacques Professeur titulaire	LL.M. York U.	Droit constitutionnel et administratif, Coopération internationale ☐Gouvernance et démocratie, Formalisation du droit
GENDREAU Ysolde Professeure agrégée	LL.M. McGill U.; Doc. U. Paris II	Droit de la propriété intellectuelle ☐Droit d'auteur, Droit comparé, Évolution des normes
GODARD Béatrice Chercheure	Ph.D. U. de Montréal M.A. Socio U. Ottawa	Sociologie de la santé, sociologie de l'éthique ☐responsabilité professionnelle; bioéthique et génétique
HOULE France Professeure adjointe	LL.D. U. de Montréal	Droit administratif, Théorie du droit ☐Théorie des actes réglementaires et des règles administratives, Droit des réfugiés
KNOPPERS Bartha Maria Professeure titulaire	Ph.D. U. de Paris I; LL.M. Cambridge U. Trinity College; LL.B./BCL McGill U.	Droit des personnes, Génétique, Droit comparé ☐Bioéthique, Commercialisation, Propriété intellectuelle, Biotechnologies
LAJOIE Andrée Professeure titulaire	M.A. Oxford; LL.L. U. de Montréal	Droit constitutionnel, Théorie du droit ☐Droit des Autochtones, Droit de la santé, Droit de l'enseignement supérieur
LEROUX Thérèse Professeure agrégée	Ph.D. U. Laval	Droit de la santé, Droit associé aux biotechnologies ☐Droits fondamentaux de la personne, Droit pharmaceutique, Droit de l'environnement, Éthique
MACKAAY Ejan Professeur titulaire	LL.D. U. Amsterdam, Pays-Bas; LL.M. U. of Toronto; LL.M. U. Amsterdam	Droit civil, Théorie du droit, Droit des nouvelles technologies ☐Analyse économique du droit, Propriété intellectuelle
MOLINARI Patrick A. Professeur titulaire	LL.M. U. de Montréal	Droit de la santé et des systèmes de santé ☐Droit administratif, Droit de la personne
NOREAU Pierre Professeur agrégé	LL.B. U. Laval; M.Sc. Sci. pol. U. de Montréal; Doctorat Sc. Pol. IEP de Paris	Sociologie, Science politique ☐Mobilisation politique du droit, Médiation familiale, Justice communautaire, Théorie du droit
POULIN Daniel Professeur agrégé	LL.M., M. Sc., U. de Montréal; Ms. Sc. Informatique, U. de Montréal	Informatique et droit ☐Stockage, repêchage et extraction de l'information, Normalisation, Gestion, traitement et diffusion de l'information juridique, Droit et cyberspace
ROCHER Guy Professeur titulaire	Ph.D. Harvard U.; M.A. Socio. U. Laval	Sociologie du droit, Sociologie de la santé ☐Théorie sociologique, Sociologie de l'éthique, Théorie du droit
TRUDEL Pierre Professeur titulaire	LL.M. U. de Montréal	Droit des communications, cyberspace, audiovisuel, Droit public, Droit civil ☐Autoréglementation, Commerce électronique, Théorie du droit, Propriété intellectuelle

b) Chercheurs associés

COUTU Michel, Détachement de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
LABERGE Claude, RMGA, Faculté de médecine, Université Laval

c) Collaborateurs

BIBEAU Gilles, Anthropologie, Université de Montréal
BLANCHETTE Jean-François
BONFOLDI Alberto, Institut fuer Sozialethick, Zuerich, Suisse
BOURQUE Jean-François, Centre du commerce international (OMC/CNUCED), Genève
CANTU José Maria Dr., University of Guadalajara, Mexico
CHADWICK Ruth, Lancaster University, U.K.
CHARMERS Donald Dr., University of Tasmania, Australia
COMAILLE Jacques, GAPP, E.N.S. Cachan
DELÂGE Denis, Sociologie, Université Laval
DORVAL Michel, Université Laval
DOUCET Hubert, Faculté de théologie, Université de Montréal
DUGAS Michel, Concordia University, Montreal
EASTON Doug, University of Cambridge, England
FOREST Pierre-Gerlier, Science politique, Université Laval
GAGNON Alain G., Science politique, Université McGill
GAGNON Jean-Denis, Faculté de droit, Université de Montréal
GALLOUX Jean-Christophe, Faculté de droit, Université de Paris II (Panthéon-Assas)
GLASS Kathleen C., Département de pédiatrie et de génétique humaine, Université McGill
GREEN Jame, Memorial University, Newfoundland
HAMET Pavel, Centre de recherche du CHUM, Hôtel-Dieu, Montréal
HERVÉ Christian, Laboratoire d'éthique médicale et de santé publique, Paris
JACOUD Milène, Criminologie, Université de Montréal
JACQUOT François, Faculté de droit, Université de Nancy
JANDA Richard, Faculté de droit, Université McGill
JEAN Michèle, Université de Montréal
JOLY Jean R., Institut national de santé publique du Québec
KASIRER Nicholas, Faculté de droit, Université McGill
LAFORÉ Guy, Science politique, Université Laval
LAFRAMBOISE Rachel, Pédiatrie, Université Laval
LAMBERTERIE, Isabelle de, CECOJI, Ivry
LAP-CHEE Tsui Dr., Hospital for Sick Children, Toronto
LEFEBVRE, Guy, Faculté de droit, CDACI, Université de Montréal
LEGAULT Georges A., Éthique appliquée, Université de Sherbrooke
LESPÉRANCE Bernard, Université de Montréal
LÉVESQUE Carole, Anthropologie
MACDONALD Roderick, Faculté de droit, Université McGill
MACER Darryl, University of Tsukuba, Japan
MONKOTAN Jean-Baptiste, Université nationale du Bénin
NIELSEN Linda Dr., University of Copenhagen, Denmark
NLEP Roger Gabriel, Recteur, Université de Dschang, Cameroun
OTIS Ghislain, Faculté de droit, Université Laval
PARIZEAU Marie-Hélène, Philosophie, Université Laval
PLANTE Marie, Centre hospitalier universitaire du Québec
PROULX Marc Urbain, Sciences économiques et administratives, UQAC
RENSSELAER, Polytechnic Institute
ROCHER François, Science politique, Carleton University
RONCHI Elettra Dr., OECD-STI-BU, France
ROUSSEAU, Stéphane, Faculté de droit, CDACI, Université de Montréal
SALADIN D'ANGLURE Bernard, Anthropologie, Université Laval
SCRIVER Charles Dr., Montreal Children's Hospital Research Institute

SIMARD Jacques, Centre de recherche du CHUL, Sainte-Foy, Québec
SINNETT Daniel, Hôpital Ste-Justine
SIRARD Marc-André, CRBR, Sciences animales, Université Laval
ST-GERMAIN Christian, Université du Québec à Montréal
TEODOROIU Simona-Maya, Institut de recherches juridiques de l'Académie roumaine, Roumanie
VÉZINA Hélène, Université du Québec à Chicoutimi
WERTZ Dorothy, The Scriver Centre, Waltham MA
WOEHLING José, Faculté de droit, Université de Montréal

d) Stagiaires postdoctoraux

PARADELLE Murielle (sous la dir. de A. Lajoie)
PERRIER Yvan (sous la dir. de G. Rocher)
ROJO Raul Enrique (sous la dir. de G. Rocher)
SPIELVOGEL Myriam (sous la dir. de P. Noreau)

e) Agents de recherche

ABRAN France
BERGERON Michel
BLAIN Guillaume
BROUILLET François
BUY Marie
CARDINAL Geneviève
CHARBONNEAU Karl
CHASSIGNEUX Cynthia
DESCHÊNES Mylène
DUCLOS Isabelle
DUVAL Christine
FECTEAU Claudine
GALLIÉ Martin
GÉLINEAU Éric
GENDREAU Caroline
GIROUX Valérie
GRIMAUD Marie-Angèle
JOLY Yann
KHARABOYAN Linda
LABBÉ Éric
LANGELIER Richard Émile
LEFEBVRE Chantal
LEMYRE Pierre-Paul
LETENDRE Martin
MOKANOV Ivan
MORISSETTE Marc-André
MOSCO Catherine
NAKSEU NGUEFANG Georges
PARADELLE Murielle
PELLETIER Frédéric
PERPIGNAND Ernst
PETIT Élodie
PSYCHÉ Valérie
SALVAS Bertrand
SAVARD Nathalie
STAM Monique
TREMBLAY Geneviève

f) Assistants de recherche

ABADVéronique
AMOR Samia
BERGADA Cécile
BIRON Julie
CAIDI Stéphane
CHEVALIER Maxime
CLAPROOD Sonia
DE GIRARD Marie-Amélie
DELORME Francine
DUENAS Erika
DURAND Étienne
EYELOM Franklin
FORTIN Sabrina
GANACHE Isabelle
GIROUD Clémentine
GIROUX Marie-Hélène
GLEDHILL Katherine
GOLA Romain
GOUIN Alexandre
GRÉGOIRE Dominique
HARVEY François
HOWLETT Mélanie
KHOUZAM Rémy
KOST-DESÈVRE Nicolette
LALONDE Jean-Sébastien
LAPIERRE Jean-Marcel
LAVOIE Simon
MARQUIS Sarah
MARTINEZ Edgar
MASSE Christophe
OUELLET Caroline
PARÉ Éric
POCHET Nicolas
PRATTE Annabelle
RACINE Éric
REBOLLEDO Maria Del Pilar
RÉGNIER Marie-Hélène
RINGUETTE Josée
RIOUX Marc
SABBAH Cédric
SZLAMKOWICZ Michael
TRUONG Simone
VERMEYS Nicolas
VIENS François
ZELLAGUI Sihem

g) Étudiants-stagiaires sous la direction des chercheurs du CRDP

DIALLO Aicha	(sous la dir. de F. Houle)
GAREAU Marie-Andrée	(sous la dir. de F. Houle))
GRONDIN Julie	(sous la dir. de D. Avard)
PINEAULT David	(sous la dir. de E. Mackaay)
TROTTIER Marc	(sous la dir. de Y. Gendreau)

5. Personnel administratif

Directeur☐	Ejan MACKAAY
Directeur administratif (Faculté/CRDP)☐	Normand HÉTU
Adjointe administrative☐	Gisèle CHABOT
Technicienne en administration☐	Georgette ROCHELEAU
Secrétaire du directeur☐	Ginette TITTLE
Agentes de secrétariat☐	Éliane COHEN Cécile PROVENCHER-DUBEAU Sylvie SYLVESTRE
Responsable du support informatique☐	José RICHARD

SECTION 2 PROGRAMMATION SCIENTIFIQUE DU CRDP

Axe 1 : Droit des technologies de la vie et de la santé

Axe 2 : Droit et technologies de l'information et des communications

Axe 3 : Théories du droit et du changement social

Axe 1 — Droit des technologies de la vie et de la santé

Chercheurs AVARD Denise, GODARD Béatrice, KNOPPERS Bartha Maria, LABERGE Claude, LEROUX Thérèse, MOLINARI Patrick A.

Membres des équipes BERGERON Michel, BROUILLET François, BUY Marie, CARDINAL Geneviève, CLAPROOD Sonia, DESCHÊNES Mylène, DUCLOS Isabelle, DURAND Étienne, DUVAL Christine, FECTEAU Claudine, GANACHE Isabelle, GIROUD Clémentine, GIROUX Valéry, GLEDHILL Katherine, GRÉGOIRE Dominic, GRIMAUD Marie-Angèle, HOWLETT Mélanie, JOLY Yann, KHARABOYAN Linda, LETENDRE Martin, MARQUIS Sarah, MOSCO Catherine, NAKSEU NGUEFANG Georges, PETIT Élodie, PRATTE Annabelle, RACINE Éric, RÉGNIER Marie-Hélène, SAVARD Nathelie, TREMBLAY Geneviève, TRUONG Simone

Les projets

2002-2006	1.	Génomique fonctionnelle de la cellule épithéliale intestinale
2002-2004	2.	HumGen site Internet Portail avec normes en français
2002-2004	3.	Une carte haplotype du génome humain – outil biomédical pour la recherche génétique au Canada
2002-2003	4.	Models of Ethical Decision-Making in Bioscience Firms
2001-2005	5.	Réseau de médecine génétique appliquée
2001-2005	6.	Une alliance pour la recherche en génétique communautaire (ECOGENE)
2001-2005	7.	Réseau pour les études thérapeutiques et génétiques des cellules souches
2001-2005	8.	L'Institut International de Recherche en Éthique Biomédicale (IREB)
2001-2005	9.	La recherche fondamentale en génomique humaine les aspects éthiques, sociaux et légaux (GEDS)
2001-2005	10.	Interdisciplinary Health Research International Team on Breast Cancer Susceptibility (INHERIT-BRCA)
2001-2004	11.	Regulation of Biobanks Banking Without Checks or Insured Deposits?
2001-2004	12.	Pharmacogénomique
2001-2002	13.	Genetic Information and Life Insurance Underwriting
2000-2007	14.	Chaire de recherche du Canada en droit et médecine
2000-2003	15.	La prise en compte de la collectivité dans l'acceptabilité d'une percée technologique le cas de la xénotransplantation
2000-2001	16.	Les innovations biotechnologiques dans le secteur agroalimentaire mondialisation des marchés et harmonisation des normes
1999-	17.	HumGen Site internet
1998-2002	18.	Évaluation éthique de la recherche en génomique humaine
1998-2002	19.	Projet génétique et société (PGS)

1. Génomique fonctionnelle de la cellule épithéliale intestinale

2002 –2006

Valorisation Recherche Québec (VRQ)

Chercheur principal☐ LEVY E.

Co-chercheurs☐ AVARD Denise, KNOPPERS Bartha Maria, ASSELIN C., BEAULIEU J.-F., CHABOT B., DELVIN E., HUDSON T., LABUDA D., MÉNARD D., PSHEZHETSKY A., RIVARD N., ROY C.C., SEIDMAN E., SINNETT D., TURGEON J., VACHON P.

Collaboratrice☐ KHARABOYAN Linda

Les avancées technologiques récentes réalisées en génomique et en protéomique, permettent aujourd'hui d'identifier les causes de diverses maladies digestives. Il est apparent qu'une meilleure compréhension de ces causes favorise le développement de nouveaux outils diagnostiques, de traitement précoce et des mesures de prévention. Cela dit, il faut être prudent vis à vis la portée de la médecine préventive puisque les recherches génétiques destinées à identifier des gènes et à créer des profils génétiques soulèvent maintes questions sur le plan social, éthique et juridique.

Ce projet de recherche multidisciplinaire aura donc comme mission d'identifier des polymorphismes fonctionnels; d'établir la carte protéomique de la cellule intestinale saine; de déterminer la relation génotype-phénotype cellulaire et d'évaluer leur impact clinique par des études longitudinales sur les enfants et familles atteintes de maladies reliées au tube digestif.

Dans le cadre de ce projet, notre équipe examinera les questions éthiques soulevées par la recherche génétique et les tests génétiques prédictifs sur les enfants, les nouveau-nés et les adolescents. L'équipe sera responsable entre autres de l'élaboration d'un formulaire de consentement spécifique à la génétique destiné à l'enfant ou à l'adolescent et l'élaboration des outils d'information génétique tel qu'un dépliant sur les maladies à développement tardif et/ou certaines maladies gastro-intestinales (incluant les informations sur les risques psychosociaux). Par ailleurs, l'équipe fera l'analyse des politiques éthiques et des normes légales existantes à l'échelle internationale sur) les aspects relatifs à la divulgation de l'information à l'enfant et à la famille, dont les frères et sœurs; 2) les aspects relatifs à la communication des résultats aux porteurs à l'égard des résultats incidents ou inattendus et; 3) les aspects quant à la conservation et l'utilisation des échantillons.

Il est également prévu de constituer un module *PediaGen* dans la Banque de données *HumGen* pour permettre l'accès à l'information et pour créer un réseau d'échange entre les chercheurs et personnes intéressées.

2. HumGen site Internet : Portail avec normes en français

2002 – 2004

Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie du Québec

Co-chercheuses☐ AVARD Denise, KNOPPERS Bartha Maria

Collaborateurs☐ BROUILLET François, DUCLOS Isabelle, GANACHE Isabelle

Site Web☐ www.humgen.umontreal.ca

Le progrès dans le domaine de la recherche en génétique est fulgurant. Les utilisations et applications pratiques résultant de la recherche en génétique vont de la thérapie génique et du clonage à la mise en banque d'ADN en passant par les tests et le dépistage génétiques. Ces techniques impliquent d'importants enjeux éthiques, légaux et sociaux. Plusieurs pays de la francophonie qui utilisent la langue française sont confrontés aux mêmes enjeux éthiques. Notre but est de diffuser gratuitement les directives officielles ou professionnelles aux niveaux national, régional et international. Ces différents points de vue seront très utiles aux législateurs de même qu'aux autorités normatives.

Le site Internet HumGen, version anglaise, a été construit en pensant aux besoins des gens qui élaborent des politiques publiques. Grâce à l'appui financier du Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie, nous pourrions offrir, en français, un service à l'image du portail actuel anglais. Ainsi, l'objectif premier de ce projet est de mettre à la disposition des professionnels d'expression française et du grand public, un recensement des documents contenant des normes officielles en français sur les questions éthiques, juridiques et sociales concernant la génétique humaine depuis 1990. Au cours des trois prochaines années, nous nous proposons de recenser les documents en langue française en portant une attention particulière aux organismes internationaux (UNESCO; OMS...), aux pays tels que la Belgique, la France, la Suisse, la Roumanie, la Tunisie, le Liban, sans oublier, le Canada. Nous inclurons aussi des textes de juridiction provinciale québécois.

Ce portail, version française, se composera de trois modules différents tels que : **GenConnect**, qui permettra de se mettre directement en contact avec les organismes responsables de l'émission des politiques; **GenBiblio** qui permettra d'ébaucher, à partir de mots clés, du nom de l'organisme ou du titre du document français, des bibliographies classées par juridictions (international, régional et national) et **GenInfo** qui permettra d'avoir accès sur une base régulière, aux derniers développements concernant les documents normatifs en français. Afin de permettre une utilisation plus performante et complète, il sera possible de faire une recherche de tous les documents compris dans la banque générale de HumGen (anglais et français) et ce, à partir du portail français.

3. Une carte haplotype du génome humain – outil biomédical pour la recherche génétique au Canada

2002-2004

Genome Quebec/Genome Canada

Chercheur principal : HUDSON T.

Collaborateurs : ALTSHULER D., BENTELY D., BROOKS-WILSON A., BULL S., DALY M., DELOUKAS, P., GREENWOOD C., HICKEY D., KNOPPERS, B. M.; LABERGE C., LANDER E., LONG A., RANNALA B.

Bien que la cartographie du génome humain constitue un outil des plus utiles pour la recherche génétique, elle est toujours mal adaptée pour étudier les quelque 10 millions de variations courantes de séquences dans les gènes humains et en particulier pour découvrir leur rôle relativement à la maladie.

Toutefois, des recherches récentes portent à croire que les variations dans les chromosomes humains sont organisées en blocs d'ADN, eux-mêmes organisés en un nombre relativement peu élevé de types (appelés haplotypes), mais de taille relativement importante. La cartographie de cette structure de chromosome et la création de la carte haplotype constitueront ensemble un outil des plus précieux relativement à la découverte de maladies génétiques courantes.

Le Centre de génomique de Montréal, le Wellcome Trust Sanger Institute du Royaume-Uni et le Whitehead Institute/MIT Center for Genome Research des États-Unis collaborent à ce projet.

Les enjeux sociaux, éthiques et juridiques relatifs à la consultation, au consentement et à la communication avec les populations concernées sont hautement pertinents dans le cadre de ce projet. En fait, l'emphase sur des populations définies donne lieu à des préoccupations quant à de possibles stigmatisations et discriminations. Informer le public à propos de la science dans le cadre d'un processus efficace en deux étapes sera abordé.

4. Models of Ethical Decision-Making in Bioscience Firms

2002 – 2003

Institut Seaver

Chercheur principal : FINEGOLD David

Collaboratrice : KNOPPERS Bartha Maria

Ce projet, financé par l'Institut Seaver, se concentrera sur le développement et la collection de cas d'études réels recensés à travers le monde et portant sur des modèles de prise de décisions éthiques dans les entreprises de biotechnologies. L'objectif de ce projet est de développer un cadre de travail pour comprendre les facteurs clés qui influent sur l'attention donnée aux aspects éthiques dans une prise de décision stratégique par les entreprises biotechnologiques. Cela, dans le but d'identifier les politiques et pratiques qui peuvent être utilisées pour augmenter la capacité des entreprises à auto-réglementer les composantes éthiques de leurs décisions d'affaires.

5. Réseau de médecine génétique appliquée

2001 – 2005

FRSQ

Directeur☐ LABERGE Claude

Chercheuse principale☐ KNOPPERS Bartha Maria

Collaboratrice☐ FECTEAU Claudine

Le Réseau de médecine génétique appliquée du Fonds de la Recherche en Santé du Québec est un organisme sans but lucratif établi depuis 1983. Sa mission est d'assister la recherche fondamentale en génétique humaine en facilitant le regroupement de chercheurs et l'échange de connaissances scientifiques et cliniques.

Au cours des quatre prochaines années, le groupe de recherche du CRDP accepte de répondre aux besoins spécifiques des différents secteurs concernant les questions éthico-légales pour l'ensemble du RMGA et d'assister la recherche en génomique en facilitant le regroupement de chercheurs et l'échange de connaissances scientifiques, cliniques et des politiques socio-éthiques. Ce groupe aura un rôle clé dans la mise à jour, la diffusion et la synthèse de l'information concernant les développements nationaux, régionaux et internationaux des directives éthico-juridiques.

Nous rendrons aussi accessible pour le RMGA, HumGen, une banque de données facilement accessible par le biais d'Internet. Cette base de données informatisées de documents recueillis, permettra une gestion rapide, flexible et précise de l'information.

Le CRDP et le «Projet génétique et société» utiliseront leurs ressources pour soutenir et promouvoir des projets de recherche qui s'adresseront spécifiquement aux problèmes circonstanciels et/ou généraux que soulève le développement de la génomique au Québec et dans le monde. À l'aide de notre banque de données, qui nous permet de faire des analyses par une approche thématique, nous préparerons ces documents dont le contenu sera présenté sous forme de tableaux comparatifs.

Enfin, nous sommes chargés d'organiser le 3^e Congrès international sur l'échantillonnage de l'ADN en 2002 en collaboration avec le RMGA.

6. Une alliance pour la recherche en génétique communautaire (ECOGENE)

2001 – 2005

Conseil de recherches en sciences humaines et sociales du Canada (CRSHC)

Chercheur principal	GAUDET Daniel
Co-chercheures	AVARD Denise, KNOPPERS Bartha Maria
Collaboratrices	BOUFFARD Chantal, CARDINAL Geneviève, DESCHÊNES Mylène, WERTZ Dorothy

La prise en considération de la génétique comme déterminant de la santé individuelle et communautaire aura un impact majeur sur la gestion de la santé publique. Il y a donc lieu de s'interroger sur la façon dont va s'intégrer la génétique dans le cadre législatif actuel du système de santé.

L'équipe du CRDP a été mandatée pour entreprendre l'analyse des lois charnières qui balisent le système de santé québécois, notamment le *Code civil du Québec*, la *Charte des droits et libertés de la personne*, la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*, la *Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec*, la *Loi sur l'accès des renseignements des organismes publics* et la *Loi sur la protection de la santé publique*. Des questions relatives à la confidentialité des données génétiques, à l'assurance, à l'emploi, à l'accessibilité aux soins ainsi qu'aux droits fondamentaux seront entre autres examinées.

Les résultats de cette analyse permettront de valider notre hypothèse de recherche les dispositions actuelles peuvent-elles intégrer adéquatement les nouvelles réalités que nous propose la génétique? Si oui, nous pourrions alors constater l'existence de certains droits et devoirs qui intègrent déjà la génétique comme déterminant de la santé. Si la réponse est plutôt négative, il faudra alors proposer des pistes normatives qui tiennent compte des caractéristiques particulières de la génétique. On pourra alors redéfinir certains aspects du cadre législatif actuel pour assurer la protection des droits fondamentaux des patients (ex: relativement à l'usage d'informations génétiques). À l'issue de ce projet, nous préparerons un rapport offrant des suggestions de réforme législative.

Grâce à la banque de données HumGen, l'équipe du CRDP agira également comme ressource dans le domaine de l'éthique et du droit en matière de génétique, pour les diverses équipes d'Écogène 21, en les aidant à solutionner les problèmes que soulèveront leurs projets de recherche respectifs. Un module propre à la génétique communautaire, CommuniGen, sera également créé sur le site HumGen.

7. Réseau pour les études thérapeutiques et génétiques des cellules souches

2001 – 2005

Networks Centres of Excellence

Chercheur principal	WORTON Ron
Co-chercheurs	KNOPPERS Bartha Maria, BAYLIS Françoise, LEMMENS Trudo, CAULFIELD Tim, GLASS Kathleen, LEROUX Thérèse
Collaborateurs	CARDINAL Geneviève, DUCLOS Isabelle, PETIT Élodie, PRATTE Annabelle, RÉGNIER Marie-Hélène, TRUONG, Simone
Programmeur analyste	BROUILLET François

Le groupe d'application Stem Cell NET NCE regroupe plus de 50 chercheurs à travers le Canada. Les thèmes de recherches principaux comprennent 1) biologie des cellules souches (identification des gènes définissant la différenciation des cellules souches, leur renouvellement ainsi que leur développement) 2) génie biologique des cellules souches (modification génétique, génie tissulaire, développement vectoriel) 3) applications thérapeutiques (régénération et réparation, essais cliniques) et 4) enjeux éthiques, sociaux, juridiques et revue des différentes approches normatives.

C'est en vertu de ce 4^e thème que des membres du CRDP, en collaboration avec d'autres chercheurs en bioéthique du Canada, se questionnent sur □ les sources des cellules souches (embryons, tissus foetaux, adultes...) □ la commercialisation des recherches □ les précédents sur les animaux □ les différentes réglementations et lignes directrices et, l'éthique de la recherche.

La banque de données HumGen nous permet l'accessibilité aux différentes politiques internationales et de cette façon, facilitera une étude comparative de celles-ci. En ce sens, un module distinct (StemGen) de la banque de données centrale sera créé spécialement pour les cellules souches, le clonage et les thérapies géniques.

8. L'Institut International de Recherche en Éthique Biomédicale (IREB)

2001 – 2005

Organismes subventionnaires québécois □ Ministère des Relations internationales du Québec, Commission permanente Franco-québécoise, Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie du Québec, Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, Université de Montréal

Responsables □ HERVÉ Christian, KNOPPERS Bartha Maria

Co-chercheurs (Québec) □ DOUCET Hubert, HAMET Pavel, MOLINARI Patrick

Coordonnatrice (Québec) □ GRIMAUD Marie-Angèle

Site Web □ www.iireb.org

L'Institut International de Recherche en Éthique Biomédicale (IREB) est un institut sans mur, qui vise, d'une part, la collaboration et la coopération internationale dans le domaine de la recherche en éthique biomédicale et d'autre part, la mise sur pied d'un système de réseautage international, à la fois interdisciplinaire et inter-institutionnel. L'IREB a une mission éducative puisque par des stages elle permettra aux jeunes chercheurs d'acquérir plus qu'une expérience de travail. L'IREB entend aussi apporter à la société une contribution particulière dans le domaine de la recherche en éthique biomédicale en faisant bénéficier la collectivité de la réflexion menée dans le cadre de ses activités. L'Institut se veut donc un institut à vocation internationale mettant en œuvre un partenariat multilatéral.

Les fonctions de l'IREB □

- une fonction structurante et de coordination par l'interconnexion de réseaux et de partenaires et par des appuis à des échanges internationaux □
- une fonction mobilisatrice en stimulant des interactions dynamiques entre les différents partenaires □
- une fonction de formation et d'enseignement en appuyant la mobilité étudiante. Le facteur déterminant, c'est d'avoir des étudiants boursiers pour assurer la relève. Pour ce faire, il faut cibler la clientèle d'étudiants qui offre le plus de potentiel pour obtenir des retombées optimales □
- une fonction de sensibilisation du public en mettant en place des mécanismes de diffusion et de vulgarisation des travaux de l'IREB et en créant le plus rapidement un site propre à l'IREB et des adresses de courriers électroniques propres. Ces infrastructures permettront d'assurer la visibilité de l'IREB.

9. La recherche fondamentale en génomique humaine : les aspects éthiques, sociaux et légaux (GEDS)

2001 – 2005

Génome Québec

Chercheure principale ☐ KNOPPERS Bartha Maria

Co-chercheurs ☐ DOUCET Hubert, GLASS Kathleen C., GODARD Béatrice, LECLERC Bruno, MELANÇON Marcel, PARIZEAU Marie-Hélène, PHILIPS-NOOTENS Suzanne, SIRARD Marc-André

Collaboratrices ☐ CARDINAL Geneviève, DESCHÊNES Mylène

Le changement que connaît la recherche en génétique, dont le champ d'étude s'est déplacé de la cartographie vers la génomique fonctionnelle, nous amène à redéfinir les préoccupations du projet pour le réseau GEDS (Génomique, Éthique/Environnement, Droit et Société). À l'instar des autres projets, la formulation des questions et les recherches entreprises se concentraient jusqu'à maintenant sur l'impact de la connaissance des maladies monogéniques ou des tests génétiques sur les individus et les familles à risque. À ce titre, les récents rapports (2000) de la Société européenne de génétique humaine sur le dépistage génétique des populations, l'Énoncé de principes portant sur la recherche en génomique humaine élaboré par le Réseau de médecine génétique appliquée québécois (RMGA) ainsi que le rapport de la National Bioethics Advisory Commission américaine (NBAC) relatif à la recherche utilisant des tissus humains, constituent des exceptions notables. Ainsi, il n'existe pas actuellement d'équivalent canadien et aucune étude entrevoit l'analyse intégrée des droits et responsabilités des chercheurs en génomique, dans une optique combinant les questions posées par la recherche des populations et la responsabilité professionnelle dans la collecte, l'utilisation, le transfert et la protection de l'information génétique. Si le questionnement entourant les « empreintes SNP » de populations entières est examiné ailleurs (voir projet « La Carte génétique du Québec » de Génome Québec ☐ Laberge, Hudson investigateurs principaux), l'examen des corrélations phénotypiques-génotypiques au niveau des populations, communautés et familles sera exclusif à l'équipe de GEDS-Québec.

Plus précisément, notre programme d'étude s'intéressera à la recherche des populations et à la responsabilité morale, légale et sociale qui en découle vis-à-vis des régions/communautés et des familles impliquées. Par ce travail, nous cherchons à développer un prototype intégré et multifacé pour la recherche en génomique des populations. Le premier volet de la recherche inclut notamment l'étude de l'échantillonnage et de la mise en banque d'ADN ainsi que l'examen des mécanismes de transfert et de confidentialité de l'information génétique. Celui-ci tend à développer et à proposer la standardisation et l'harmonisation des approches. Le second volet a trait à la responsabilité. Y seront examinées les questions jusqu'ici largement ignorées de la responsabilité professionnelle et des obligations en matière de communication de l'information génétique relativement aux pratiques cliniques en assistance médicale à la procréation, de recrutement, de confidentialité, de suivi, de communication avec le public en général et des mécanismes de surveillance de toute recherche en génomique.

En outre, on ne saurait négliger de ce dernier volet consacré à la responsabilité les questions posées par la création d'animaux et de plantes transgéniques ainsi que les préoccupations environnementales pour la biodiversité. La compréhension de ce qui est naturel, de la façon dont sont définies les espèces et du respect de la diversité, requiert d'examiner autant les attitudes actuelles utilitaristes envers la recherche en génomique animale et végétale que les préoccupations environnementales. L'évolution de la recherche en génétique dans ce climat de tensions entre les diverses forces sociales (qui peuvent ralentir ou accélérer son développement) justifie l'importance d'une approche favorisant une meilleure compréhension des différents points de vue afin de faciliter la communication entre les protagonistes.

10. Interdisciplinary Health Research International Team on Breast Cancer Susceptibility (INHERIT BRCA)

2001 – 2005

Programme des Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC): groupes multidisciplinaires de recherche en santé

Chercheur principal☐ SIMARD Jacques
 Co-chercheures☐ AVARD Denise, GODARD Béatrice, KNOPPERS Bartha Maria
 Collaborateurs☐ DUVAL Christine, GIROUD Clémentine, JOLY Yann, LETENDRE Martin

Le cancer du sein est un exemple pertinent représentatif de la croissance rapide du domaine des tests de susceptibilité pour des maladies multifactorielles communes. Les connaissances dans le domaine de la génétique du cancer du sein ont le potentiel pour permettre la détection précoce, la prévention et le traitement de ce type de cancer. Cependant, l'information génétique peut révéler beaucoup sur les individus et leurs familles, et cette information pourrait potentiellement être mal utilisée.

Les objectifs de cette proposition sont les suivants :

- Étudier les implications légales, sociales et éthiques de trois dilemmes émergents : (1.1) recherche génétique et épidémiologie génétique utilisant les registres de cancers et les banques de tumeurs; (1.2) secret professionnel et respect pour les droits des individus et des familles; et (1.3) inquiétudes du public à propos de la discrimination génétique et particulièrement de l'accès à l'assurance.
- Promouvoir l'éducation des professionnels et des décideurs.
- Soutenir l'équipe de recherche de INHERIT (Interdisciplinary Health Research International Team on Breast Cancer Susceptibility) en répondant aux questions sociales, légales et éthiques soulevées par des projets spécifiques sur le cancer du sein.

11. Regulation of Biobanks : Banking Without Checks or Insured Deposits ?

2001 – 2004

Department of Energy (États-Unis)

Chercheur principal: ROTHSTEIN Mark
 Co-chercheure☐ KNOPPERS Bartha Maria
 Collaboratrices☐ CARDINAL Geneviève, DESCHÊNES Mylène, GIROUD Clémentine

The Office of Science of the Department of Energy (DOE) a été désignée pour emmagasiner l'information génétique et les prélèvements de tissus. Des études sont nécessaires sur trois aspects☐(☐) l'évolution rapide des bio-banques, et en particulier, l'émergence des multiples types de bio-banques qui soulèvent des questions éthiques et juridiques☐(2) réflexions sur les relations entre les considérations éthiques et juridiques lors de l'émission d'une réponse sur les bio-banques☐(3) la perspective d'une étude comparée internationale afin de permettre une certaine harmonisation des standards.

L'objectif de ce projet est de développer et d'appliquer un cadre conceptuel afin de comprendre les implications éthiques, normatives et juridiques de la mise en banque de matériel biologique (ci-après bio-banque). La réalisation de ce premier objectif permettra par la suite de construire un cadre analytique pour la réglementation des bio-banques.

De façon plus spécifique, ce projet de recherche vise à☐

- réviser et actualiser la littérature sur les enjeux éthiques, juridiques et normatifs des bio-banques classiques. Cette révision permettra de développer des outils afin d'assister les chercheurs et autres intéressés à adopter des standards uniformes;

- évaluer de façon critique les initiatives de recherche des populations comportant une mise en banque et leurs efforts de réglementation;
- contribuer au raffinement et à l'harmonisation des standards relatifs à la commercialisation des bio-banques;
- conduire des recherches originales en éthique et en droit sur l'émergence des bio-banques virtuelles afin d'analyser les options pour la réglementation au niveau provincial, national et international.

12. Pharmacogénomique

2001 – 2004

Valorisation recherche Québec

Chercheur principal ☐ Hamet Pavel
 Co-chercheurs ☐ AVARD Denise, KNOPPERS Bartha Maria
 Collaborateur ☐ JOLY Yann

On affirme que l'étude de la variation génétique (SNPs) permettra l'établissement de profils individualisés, pour une plus grande efficacité, une plus faible toxicité et un dosage individualisé des médicaments. L'industrie pharmaceutique prévoit combler les besoins des banques d'échantillons par la prise en charge de l'échantillonnage d'ADN lors d'essais cliniques traditionnels. On affirme par ailleurs que cette approche n'a que très peu à voir avec la recherche en génétique classique sur des allèles délétères hautement pénétrants, et que, de ce fait, elle ne devrait pas être soumise aux mêmes contraintes.

La question demeure ☐ l'échantillonnage d'ADN, avec sa myriade de règles et d'enjeux, peut-il simplement se greffer aux essais classiques sur les médicaments? Une certaine harmonisation des approches à la mise en banque est essentielle, sinon cette forme indirecte de «mise en banque de la population», soit affectera la participation en créant une méfiance due à la protection inadéquate des sujets, soit verra avec le temps ses buts contrecarrés par l'opportunisme scientifique et éthique de la confidentialité actuelle des échantillons, qui diminue leur durée de vie utile.

Les chercheurs du CRDP s'intéresseront aux enjeux soulevés par ces questions. L'équipe du CRDP a d'ailleurs construit une base de données (HumGen) couvrant des lois, des codes professionnels, des directives éthiques ainsi que des recommandations officielles aux niveaux international, régional et national dans les domaines reliés à la génomique tels que la confidentialité et le consentement des échantillons d'ADN. Forte de cette expertise, l'équipe du CRDP est en mesure de répondre aux besoins des chercheurs et de préparer des instruments d'encadrement éthico-juridiques spécifiques aux questions soulevées par la pharmacogénomique.

13. Genetic Information and Life Insurance Underwriting

2001-2002

Department of Energy (États-Unis)

Chercheur principal: ROTHSTEIN Mark
 Co-chercheurs ☐ KNOPPERS Bartha Maria, GODARD Béatrice
 Collaborateurs ☐ JOLY Yann

Ce projet de recherche étudie la question à savoir si certaines limites devraient être imposées à l'utilisation de l'information génétique par les assureurs pour fins de classification du risque et d'évaluation des primes en matière d'assurance vie. Cette étude propose une analyse et une recherche intégrant à la fois le droit, la médecine, la sociologie et la bioéthique.

L'équipe du CRDP contribue au projet par le biais d'une étude internationale comparée des différentes approches normatives face aux craintes d'utilisation abusive de l'information génétique par les compagnies d'assurances, notamment en Europe et au Canada.

Les approches adoptées et proposées dans le monde offrent un impressionnant spectre de solutions passant de la prohibition législative, au moratoire, à l'autorégulation et au système de plafonnement. Alors que l'Europe se dirige vers un système social unique, les forces et les faiblesses de ces différentes approches méritent un examen approfondi, puisqu'elles peuvent également servir d'exemples pour l'élaboration de normes futures.

14. Chaire de recherche du Canada en droit et médecine

2000 - 2007

Gouvernement du Canada

Chercheure principale ☐ KNOPPERS Bartha Maria

La chaire a pour objectif de définir des politiques nationales et internationales pour encadrer les gestes posés par l'industrie, les chercheurs et les gouvernements dans le domaine de la génétique. En effet le sprint final de la course au génome aura eu des allures de ruée vers l'or : des milliers de chercheurs travaillaient jour et nuit à identifier le patrimoine génétique de l'humanité pendant qu'autant d'autres multipliaient les façons d'utiliser ces nouvelles connaissances. Au milieu du tumulte, une voix s'est élevée pour démontrer la nécessité d'adopter un code d'éthique de la génétique. Afin de soutenir la recherche le projet Génétique et Société a mis en place une banque de données contenant des textes normatifs provenant de partout à travers le monde. La chaire contribue également aux activités de l'IREB dont les trois axes d'intervention sont ☐ l'éthique de la recherche, la génétique humaine en terme de recherche et soins, les systèmes de santé et les réseaux de soins.

15. La prise en compte de la collectivité dans l'acceptabilité d'une percée technologique : le cas de la xénotransplantation

2000-2003

CRSH (Subvention ordinaire)

Chercheure principale ☐ LEROUX Thérèse

Co-chercheurs ☐ KNOPPERS Bartha Maria, MOLINARI Patrick, JOLY Jean R., SAINT-GERMAIN Christian, BONDOLFI Alberto

Dans le domaine de la santé, nombreuses sont les innovations technologiques qui ont provoqué de profonds bouleversements au sein de la collectivité; la xénotransplantation sera sans aucun doute l'une d'elle. En effet, la frontière inter-espèce pourrait bientôt être franchie avec l'avènement de cette solution proposée pour pallier à la pénurie d'organes humains et pour traiter des maladies chroniques et débilitantes. La xénotransplantation (la transplantation de cellules, tissus ou organes vivants d'origine animale à l'être humain) soulève des problèmes éthiques, juridiques, sociétaux et particulièrement, en santé publique.

La recherche vise à identifier certaines des répercussions dans la collectivité d'une percée technologique telle la xénotransplantation et à s'interroger sur leurs prises en compte dans le processus décisionnel pouvant rendre acceptable l'introduction de ce développement dans l'arsenal thérapeutique. À cet égard, la possibilité d'une contamination virale inédite par l'organe provenant d'un animal transgénique exige une attention particulière. Un volet important de cette recherche sera donc consacré à analyser les mécanismes de contrôles déjà en place pour assurer la protection de la santé publique et à considérer leur adaptabilité à cette innovation technologique. Parallèlement, l'observation de l'évolution du rôle de l'état comme agent de régulation des rapports sociaux nous permettra d'apprécier les divers modes d'intervention dont il dispose pour réagir aux développements technologiques. De plus, l'étude des répercussions de cette technologie sur nos conceptions de l'identité humaine alors que les frontières entre les espèces sont de plus en plus floues et l'analyse d'expériences tragiques comme celle du sang contaminée, ou encore celle de l'épidémie du SIDA, alimenteront notre réflexion sur la teneur des critères normatifs devant prendre en compte le bien-être actuel et futur de la collectivité. Compte tenu du degré de complexité de la problématique, la réalisation de cette recherche nécessite obligatoirement la participation d'experts de diverses disciplines (droit, éthique, médecine, sociologie, théologie) au sein de l'équipe.

Les résultats de cette recherche fourniront sinon les bases essentielles du moins les paramètres éthiques et juridiques à toute élaboration de politique ou de réforme des mécanismes de contrôle voués à assurer la protection de la collectivité face à un développement technologique majeur dont la xénotransplantation est un prototype.

16. Les innovations biotechnologiques dans le secteur agro-alimentaire : mondialisation des marchés et harmonisation des normes

2000 – 2001

CRSH; Université de Montréal (petites subventions)

Chercheure principale ☐ LEROUX Thérèse

Objectifs et portée du projet ☐ L'objet du projet de recherche est d'examiner les normes applicables ou en cours d'élaboration régissant les biotechnologies du secteur agro-alimentaire, au Canada et à l'échelle internationale. Une attention particulière sera accordée à celles visant à assurer la protection du public et de son environnement.

Problématique ☐ Le développement des activités biotechnologiques tient dorénavant une place essentielle dans les économies de l'ère postindustrielle. Le Canada souhaite prendre une part active à cet essor, comme l'a déclaré, le 6 août 1988, M. John Manley, ministre de l'Industrie, lors du dévoilement de la nouvelle Stratégie canadienne en matière de biotechnologies (<http://strategis.ic.gc.ca/SSGF/bn00228.html>). Cette intention fut réitérée par le ministre des Finances du Canada dans son récent discours du budget dans lequel il annonçait de nouvelles initiatives de financement en biotechnologie (*BIOTEC*, April/May 2000, 5). Bien qu'encore petite, l'industrie canadienne des biotechnologies est en pleine croissance et la mise au point de ces techniques nouvelles offre des perspectives fascinantes (*BIOTEC*, December 1999/January 2000, 10).

17. HumGen site internet

1999 –

Partenaires et commanditaires ☐ (GlaxoSmithKline, Roche, Industrie Canada ☐ Human Genome Organization, Gene Codes, Fondation Stichting Porticus, Génome Québec)

Co-chercheurs ☐ AVARD Denise, KNOPPERS Bartha Maria

Collaborateurs ☐ DUCLOS Isabelle, LETENDRE Martin

Programmeur-analyste ☐ BROUILLET François

Site Web ☐ www.humgen.umontreal.ca

Le site Internet HumGen représente le résultat d'une collaboration soutenue entre l'Université, le gouvernement, l'industrie et une fondation privée. Ce site a été construit en pensant aux besoins des gens qui élaborent des politiques publiques. L'objectif premier de ce site est d'informer les professionnels et de créer des liens avec le grand public sur les intérêts communs pour les questions éthiques, juridiques et sociales concernant la génétique humaine.

Le site Internet est composé de trois modules différents auxquels on peut facilement accéder tels que : GenConnect, qui vous met directement en contact avec les organismes responsables de l'émission de politiques; GenBiblio vous permet d'ébaucher, à partir de mots clés, des bibliographies classées par juridictions; enfin, GenInfo résume, sur une base régulière, les derniers développements.

Le progrès dans le domaine de la recherche en génétique est fulgurant. Les utilisations et applications pratiques résultant de la recherche en génétique vont de la thérapie génique et du clonage à la mise en banque d'ADN en passant par les tests et le dépistage génétiques. Ces techniques impliquent d'importants enjeux éthiques, légaux et sociaux. Plusieurs pays et sociétés sont confrontés aux mêmes enjeux éthiques. Notre but est de diffuser les directives officielles ou professionnelles aux niveaux national, régional et international. Ces différents points de vue seront très utiles aux législateurs de même qu'aux autorités normatives.

18. Évaluation éthique de la recherche génomique

1998 – 2002

Conseil de recherches médicales du Canada (CRM)

Chercheure principale☐ KNOPPERS Bartha Maria
 Co-chercheurs☐ GLASS Kathleen C., DOUCET Hubert
 Collaboratrice☐ DESCHÊNES Mylène

Ce projet de recherche propose une analyse critique des divers processus d'évaluation éthique de la recherche en génétique humaine. Nous nous concentrons tout particulièrement sur deux éléments☐ le consentement du participant (identification des éléments du consentement propres à la génétique humaine ou susceptibles d'être standardisés) ainsi que l'évaluation continue et la surveillance de la recherche à la suite de son approbation par un comité d'éthique de la recherche (éléments nécessaires à la surveillance des projets de recherche en cours et des échantillons d'ADN mis en banque). Ce projet permettra de formuler des propositions d'interprétation et d'application à l'intention des comités d'éthique à la recherche.

19. Projet Génétique humaine et Société (PGS)

1998 – 2002

Stichting Porticus – Human Genetics and Special Policy Project

Le progrès dans le domaine de la recherche en génétique est fulgurant. Les utilisations et applications pratiques résultant de la recherche en génétique vont de la thérapie génique et du clonage à la mise en banque d'ADN en passant par les tests et le dépistage génétiques. Ces techniques impliquent d'importants enjeux éthiques, légaux et sociaux qui doivent être pris en considération par les législateurs et les personnes responsables de l'élaboration de politiques. La recherche approfondie des implications éthiques, légales et sociales a mené à une variété de réponses qui donnent lieu au développement de politiques publiques plus complètes.

Le projet Génétique et Société a pour objet d'effectuer des recherches et de compléter des contrats traitant de sujets en rapport avec la recherche en génétique tels :

- Les droits de l'Homme
- La mise en banque d'ADN
- La thérapie génique
- Le clonage
- L'éthique professionnelle
- Les enfants et les majeurs inaptes
- La responsabilité
- La confidentialité et la vie privée
- Les tests génétiques et la recherche
- Le dépistage génétique
- La commercialisation et la propriété intellectuelle
- Assurance
- Emploi

En plus de voir à l'analyse des questions soulevées par ces sujets, le PGS développé au Centre de recherche en droit public (CRDP) de l'Université de Montréal a entrepris la recension de la législation, des codes professionnels, des directives éthiques et des recommandations officielles disponibles aux niveaux international, régional et national. Les organisations gouvernementales et les ONG font partie de la recherche. Les ONG comprennent les secteurs privé, professionnel et les groupes de consommateurs. HumGen est une banque de données facilement accessible par le biais d'internet.

Le site internet représente le résultat d'une collaboration soutenue entre l'Université, le gouvernement, l'industrie et une fondation privée. Ce site a été construit en pensant aux besoins des gens qui élaborent des politiques publiques. L'objectif premier de ce site est d'informer les professionnels et de créer des liens avec le grand public sur les intérêts communs pour les questions éthiques, juridiques et sociales concernant la génétique humaine. Le site internet est composé de quatre modules différents auxquels on peut facilement accéder via ce site internet.

Axe 2 — Droit et technologies de l'information et des communications

Chercheurs ☐ BENYEKHFLEF Karim, FRÉMONT Jacques, GENDREAU Ysolde, MACKAAY Ejan, POULIN Daniel, TRUDEL Pierre

Membres des équipes ☐ ABAD Véronique, ABRAN France, BIRON Julie, BLAIN Guillaume, CAIDI Stéphane, CHARBONNEAU Karl, CHASSIGNEUX Cynthia, CHEVALIER Maxime, DE GIRARD Marie-Amélie, DUENAS Erika, GOLA Romain, GOUIN Alexandre, HARVEY François, KHOUZAM Rémy, KOST DE SÈVRE Nicolette, LABBÉ Éric, LANGELIER Richard Émile, LAVOIE Simon, LEFEBVRE Chantal, LEMYRE Pierre-Paul, MARTINEZ Edgar, MASSE Christophe, MOKANOV Ivan, MORISSETTE Marc-André, OUELLET Caroline, PARÉ Éric, PELLETIER Frédéric, PERPIGNAND Ernst, POCHET Nicolas, PSYCHÉ Valéry, REBOLLEDO Maria Del Pilar, RINGUETTE Josée, SABBAAH Cédric, SALVAS Bertrand, STAM Monique, VERMEYS Nicolas, VIENS François, ZELLAGUI Sihem

Les projets

2002-2006	1. Text Analysis Portal for Resarch (TAPoR)
2001-2003	2. Guide des usagers des environnements de télécollaboration dans le milieu de l'éducation et pour les situations d'accès public à Internet
2001-2002	3. Inventaire des lois ayant un impact sur la protection des renseignements personnels dans le secteur de la santé et des services sociaux
2001-2002	4. Recherche pour l'élaboration et la mise en oeuvre d'une politique de protection de la vie privée dans le réseau québécois de la santé et des services sociaux
2000-2003	5. Un code de droit d'auteur pour la zone de libre-échange des Amériques
2000-2002	6. ECODIR
2000-2001	7. IJCan/CanLII
2000-2001	8. Production d'un document hypertexte expliquant et illustrant le projet de loi 161 «Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information»
1999-2003	9. Les citoyens et les droits constitutionnels dans la société de l'information
1999-2002	10. Site d'entraide juridique en matière pénale de l'OÉA
1999-2002	11. Norme de préparation des jugements
1999-2001	12. Comptoir électronique pour un marché global

1. Text Analysis Portal for Research (TAPoR)

2002-2006

Fondation canadienne pour l'innovation

Chercheur principal ☐ POULIN Daniel

Le projet Text Analysis Portal for Research (TAPoR), le Portail de recherche en analyse de textes (le Projet) est un projet multi-institutionnel. Il a pour objet la consolidation des meilleurs centres canadiens spécialisés dans le traitement des textes par ordinateur. TAPoR offrira aux chercheurs les collections et les logiciels d'analyse et de repérage nécessaires aux recherches tant littéraires, linguistiques, lexicographiques, juridiques que celles relevant des sciences de la gestion de l'information. Le Projet verra à la mise en place d'une infrastructure humaine et informatique nationale pour l'analyse des textes. Cette infrastructure se réalisera par l'établissement de six centres régionaux qui, ensemble, formeront un portail intégré tout en s'intégrant aux cultures locales de recherche.

Chaque centre apportera une expertise spécifique au Projet. L'Université de Toronto offrira un laboratoire d'interfaces doté des ressources nécessaires à la numérisation des contenus vidéo et sonores ainsi que celles

utiles à la saisie des interactions entre un usager et une station de travail de façon à permettre les recherches en vue de définir les meilleures interfaces pour les environnements de bibliothèque virtuelle. L'Université de Victoria disposera d'un laboratoire multimédia permettant l'exploration de la numérisation et de l'enrichissement multimédia des documents. L'Université du Nouveau-Brunswick mettra en place un laboratoire spécialisé dans le dépistage de l'information et la gestion des méta données. L'Université de Montréal déploiera un laboratoire spécialisé en informatique juridique, doté des outils nécessaires à la poursuite de recherches en extraction de l'information, en conception des systèmes d'information ainsi qu'en ce qui regarde le repérage de l'information juridique. L'Université de l'Alberta compte mettre en place un nouveau laboratoire de recherche informatisé en collaboration avec la chaire récemment obtenue par le professeur Kelly. Cette ressource permettra la production, l'archivage et la distribution de textes électroniques regroupés sous le thème «Culture and Modern State». L'Université McMaster verra notamment à l'installation des ressources centrales du projet.

<p>2. Guide des usagers des environnements de télécollaboration dans le milieu de l'éducation et pour les situations d'accès public à Internet</p>

2001-2003

Ministère de l'éducation du Québec

Direction générale de l'Autoroute de l'information, Ministère de la culture et des communications du Québec

Chercheur principal ☐ TRUDEL Pierre

Cette recherche a pour objectif de doter, d'une part, les centres d'accès communautaires, les maisons de jeunes, les bibliothèques publiques et autres lieux d'accès public à Internet et d'autre part, les enseignants, les directions d'écoles, les commissions scolaires et les élèves d'un ensemble d'outils afin de ☐

1. contrôler les risques d'atteintes aux droits des personnes et de comportements préjudiciables aux collectivités engagées dans des environnements de télécollaboration ☐ sur Internet;
2. prévenir les violations des lois qui pourraient résulter d'une absence d'informations facilement accessibles sur ce qu'il est licite de faire dans un environnement de télécollaboration ☐
3. prévenir les comportements incompatibles avec un environnement d'apprentissage ☐ du d'interaction entre personnes responsables;
4. soutenir l'apprentissage responsable de comportements civiques, du respect des droits et de la déontologie dans les environnements de télécollaboration ☐
5. accompagner, pendant douze mois, les personnes engagées dans la mise en place et l'animation d'environnements de télécollaboration. Cela afin de fournir une aide ponctuelle et rapide durant une période critique correspondant à la mise en place des environnements de télécollaboration.

On y développe une démarche visant principalement à ☐

1. identifier les obligations découlant des rôles et responsabilités des participants aux activités de télécollaboration pouvant être mises en place dans le contexte de la réalisation d'activités éducatives ☐ de même que dans celui des accès publics à internet;
2. mieux situer les obligations des participants notamment au plan de la législation sur la protection des renseignements personnels, de la propriété intellectuelle et de la responsabilité découlant des atteintes à la vie privée et à la réputation des personnes ☐
3. proposer, dans des guides accessibles et conviviaux, un ensemble de règles sur la conduite à tenir par les différents partenaires dans le cadre du déroulement des activités de télécollaboration ☐
4. animer, pour une période initiale un site de discussions et d'informations à l'intention des personnes engagées dans des activités de télécollaboration. Ce site portera sur les approches à privilégier, les solutions à retenir et apporterait des précisions sur diverses questions à caractère juridique qui ne manqueraient pas de se poser au fur et à mesure du développement des activités de télécollaboration sur Internet.

3. Inventaire des lois ayant un impact sur la protection des renseignements personnels dans le secteur de la santé et des services sociaux

2001-2002

Ministère de la santé et des services sociaux du Québec

Chercheurs principaux ☐ TRUDEL Pierre, KNOPPERS Bartha Maria

Ce projet vise à réaliser un inventaire analytique des lois ayant un impact sur la protection des renseignements personnels dans le secteur de la santé et des services sociaux au Québec afin de vérifier comment se situe le droit québécois eu égard à la législation fédérale et aux règles internationales en la matière.

4. Recherche pour l'élaboration et la mise en oeuvre d'une politique de protection de la vie privée dans le réseau québécois de la santé et des services sociaux

2001-2002

Ministère de la santé et des services sociaux du Québec

Chercheur principal ☐ TRUDEL Pierre

Le projet vise à doter le réseau québécois de la santé et des services sociaux d'une politique de protection des renseignements personnels circulant dans les réseaux à se mettre en place dans le cadre de l'inforoute de la santé. La démarche vise principalement à ☐

- identifier les principes d'une politique pour le réseau de la santé et des services sociaux à l'égard de la protection des renseignements personnels.
- proposer un ensemble de règles, préceptes, grilles de décision sur la conduite à tenir par les différents partenaires dans le cadre du déroulement des communications de renseignements personnels par le truchement du réseau.
- identifier les éléments d'un cadre de gestion des renseignements personnels, les façons de faire à privilégier, les aides à prévoir à l'intention des personnes, les guides, contrats-types, ententes et autres outils nécessaires à la mise en oeuvre effective d'un tel cadre de gestion.

5. Un code de droit d'auteur pour la zone de libre-échange des Amériques

2000-2003

CRSH (Subvention ordinaire)

Chercheuse principale ☐ GENDREAU Ysolde

Depuis la négociation de l'Accord sur les droits de propriété intellectuelle concernant le commerce (ADPIC) qui a été intégré dans le Traité de Marrakech sur l'OMC en 1994, la propriété intellectuelle est devenue partie intégrante d'un grand nombre de traités commerciaux multilatéraux. Il en est donc de même pour la négociation de l'Accord de la zone de libre échange des Amériques qui doit être conclu d'ici 2005.

L'objectif de ce projet est de concentrer l'étude sur le droit d'auteur, terrain sur lequel s'affrontent deux conceptions ☐ la conception du «copyright», qui est surtout véhiculée par les États-Unis, et la conception des pays de «droit d'auteur», que partagent les pays latino-américains. Il s'agit donc de mener une étude comparative du droit de ces pays pour trouver un terrain d'entente qui serait la base d'une éventuelle harmonisation internationale, la ZLEA étant ainsi un microcosme des débats mondiaux.

6. ECODIR

2000-2002

Commission of the European Communities

Chercheurs principaux ☐ BENYEKHFLEF Karim, TRUDEL Pierre

La Commission de l'Union européenne a déposé au mois de novembre 1998 un projet de directive sur le commerce électronique. L'article 17 de ce projet de directive prévoit la mise sur pied de mécanismes alternatifs de résolution des conflits par voie électronique pour les différends pouvant survenir entre deux entreprises ou entre une entreprise et un consommateur dans le contexte du commerce électronique. Un consortium a été mis en place avec des partenaires européens afin d'étudier les conditions qui devraient être réunies afin d'assurer la mise en place des services de règlement des conflits sur Internet.

Les partenaires du projet sont ☐

- la Chambre de commerce et d'industrie de Paris;
- le Centre de recherche informatique et droit (CRID) de l'Université de Namur (Belgique);
- le Centre national de recherche scientifique (CNRS- France);
- l'Université de Münster (Allemagne);
- l'Université des Baléares (Espagne);
- l'Université de Dublin.

Le projet d'étude a deux composantes ☐ une analyse juridique et économique de l'applicabilité des mécanismes électroniques de résolution des conflits et la mise en place d'un prototype.

7. IJCan/CanLII

2000-2001

Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada

Chercheur principal ☐ POULIN Daniel

Site Web ☐ <http://www.canlii.org>

L'équipe LexUM a entrepris la réalisation d'une bibliothèque virtuelle de l'ensemble des sources primaires du droit canadien en partenariat avec la Fédération des ordres professionnels de juristes. Le projet *Canadian Legal Information Institute* (CanLII) s'inspire d'initiatives semblables aux États-Unis et en Australie. CanLII regroupe déjà l'essentiel des collections juridiques canadiennes disponibles sur Internet. À cela, CanLII ajoute plusieurs autres collections tout à fait inédites en mode d'accès libre.

L'intérêt principal de CanLII, outre le regroupement qu'il opère des documents autrefois dispersés sur le Web, a trait à la normalisation de leur présentation, de leur format et des modalités pour les retrouver. En plus de ses index alphabétiques ou chronologiques et de ses divers modes de recherche, CanLII offre également divers modes de navigation au sein des collections. L'utilisateur peut accéder directement à un jugement cité ou à un article de loi ou de règlement invoqué dans la décision qu'il consulte. Enfin, l'option « Suivi », retourne une liste complète des documents publiés sur CanLII qui réfèrent au document consulté.

8. Production d'un document hypertexte expliquant et illustrant le projet de loi 161, « Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information »

2000-2001

Ministre délégué à l'administration et à la fonction publique, président du Conseil du Trésor (Qc)

Chercheur principal ☐ TRUDEL Pierre

La Loi sur le cadre juridique des technologies de l'information prévoit des règles à l'égard d'un grand nombre de situations juridiques dans les environnements de commerce électronique, de même que dans les autres environnements d'interactions. Le projet consiste à réaliser une loi annotée, des textes explicatifs et un

glossaire des termes utilisés dans la loi. Le tout est assorti de différentes fonctionnalités afin de rendre le texte accessible à tous ceux qui sont concernés par cette importante loi. Les travaux accomplis sont disponibles en ligne à http://www.autoroute.gouv.qc.ca/loi_en_ligne/

9. Les citoyens et les droits constitutionnels dans la société de l'information

1999-2003

CRSH, Canadian Journalism Foundation

Chercheurs principaux☐ TARAS David (U. de Calgary), TUPPER Allan (U. d'Alberta),
SAUVAGEAU Florian (U. Laval)

Co-chercheurs☐ SCHNEIDERMAN David (U. de Toronto)
TRUDEL Pierre

L'étude analyse les rapports médiatiques et les stratégies de couverture des médias canadiens à l'égard de certaines décisions de la Cour suprême du Canada. Les comptes rendus médiatiques d'un échantillon représentatif de décisions sont analysés et comparés notamment en ce qui a trait à la perspective retenue pour la couverture.

L'étude vise à documenter le rôle des médias dans l'information des citoyens à l'égard des droits constitutionnels.

10. Site d'entraide juridique en matière pénale de l'OÉA

1999-2002

Ministère de la Justice du Canada et Organisation des États américains (OÉA)

Chercheur principal☐ POULIN Daniel

Ressource de soutien à l'entraide juridique multilingue (français, anglais, espagnol et portugais) conçue pour aider les spécialistes à travers les Amériques à préparer leur demande d'entraide. L'intervention de lexUM a trait à l'élaboration des stratégies d'utilisation du réseau et à la réalisation de la ressource.

11. Norme de préparation des jugements

1999-2002

Conseil canadien de la magistrature

Chercheur principal☐ POULIN Daniel

L'équipe LexUM travaille depuis 1996 à la préparation des normes documentaires utiles au monde judiciaire canadien. En 1999, le Conseil canadien de la magistrature adoptait et faisait sienne la norme pour la référence neutre «*Une norme de référence neutre pour la jurisprudence*». Depuis, ces travaux se sont poursuivis et une nouvelle norme de préparation des jugements sera proposée pour adoption au printemps 2002.

12. Comptoir électronique pour un marché global

1999-2001

Fonds francophone des inforoutes (F.F.I.); Centre de Commerce International (CCI)

Chercheurs principaux □ POULIN Daniel (Québec), JACQUOT François (U. Nancy),
BOURQUE Jean-François (CCI - ONC/CNUCED)

Le projet vise à favoriser et accélérer le développement du commerce électronique dans les pays francophones du Sud et en transition. Il prendra la forme d'un transfert d'expertise en matière de déploiement d'activités commerciales électroniques. Les moyens retenus sont pratiques □ 1) Préparation d'une analyse concrète, tournée vers les besoins des gens d'affaires, des conditions actuelles du commerce électronique; 2) Laboration et diffusion de guides pratiques traitant des dimensions juridiques, commerciales et techniques de la mise en oeuvre d'un comptoir sur le Net; 3) Préparation et distribution d'une boîte à outils comportant les principaux logiciels gratuits «Open source» pouvant permettre la réalisation de tels sites; 4) catalogage des réussites et des expériences d'entrepreneurs du Sud et du Nord ainsi que des ressources disponibles pertinentes. Un séminaire international conclura le projet.

Axe 3 — Théories du droit et du changement social

Chercheurs ☐ COUTU Michel, HOULE France, LAJOIE Andrée, MACKAAY Ejan, NOREAU Pierre, ROCHER Guy

Membres ☐ AMOR Samia, DELORME Francine, EYELOM Franklin, GALLIÉ Martin, GÉLINEAU Éric, GENDREAU Caroline, GIROUX Marie-Hélène, LALONDE Jean-Sébastien, LAPIERRE Jean-Marcel, PARADELLE Murielle, RIOUX Marc, SZLAMKOWICZ Michael

2002	1. Étude sur la notion de bonne foi dans les transactions commerciales internationales
2001	2. Groupe d'études sur Max Weber et sa postérité ☐ entre faits, normes et valeurs
2002-2005	3. Autochtonie et gouvernance
2002-2004	4. Recherche sur le rôle des usages dans le droit des transactions commerciales internationales
2000-2003	5. Légitimité du droit ☐ Weber-Stammler-Habermas
2000-2003	6. Théories et émergence du droit
2000-2003	7. Mise en oeuvre de la norme d'égalité (Charte québécoise) et arbitrage des griefs
1999-2001	8. Démographie et droit ☐ le droit comme expression du lien social
1998-2001	9. Médiation familiale et résolution de conflit ☐ analyse des effets de contraintes

1. Étude sur la notion de bonne foi dans les transactions commerciales internationales

2002

Fonds Georg Stellari

Chercheur principal ☐ MACKAAY Ejan
 Co-chercheur ☐ DARANKOUM Emmanuel Sibidi
 Collaboratrice ☐ KOST-DE SÈVRES Nicolette

La bonne foi constitue une valeur fondamentale du droit, s'inscrivant dans une mouvance internationale qui pose la justice contractuelle comme l'une des pierres angulaires de politique juridique. Elle est un concept flou qui a une vocation en principe supplétive. De nombreuses formes de mauvaise foi sont sanctionnées par des règles particulières, que l'on trouve à travers le droit codifié¹. Il est impossible cependant de prévoir toutes les situations susceptibles d'engendrer des abus. Pour que le système juridique reste au pas avec les pratiques nouvelles, le droit a besoin d'un concept ouvert, utilisé avec circonspection, pour démarquer les cas de mauvaise foi qui ne sont pas déjà régis par des règles particulières existantes. C'est le rôle que nous semble jouer le concept de bonne foi, qui constitue par là un vecteur d'introduction de nouvelles règles de droit.

Pour avancer dans notre étude, nous comptons faire appel à *l'analyse économique du droit*. Dans cette conception, la bonne foi caractérise le contractant qui s'interdit une conduite opportuniste alors qu'il pourrait exploiter une asymétrie substantielle dans le rapport contractuel. L'asymétrie peut porter sur la force physique, sur un pouvoir de monopole local ou temporel (prestations décalées dans le temps), sur l'accès à l'information ou encore sur la juste évaluation de petites probabilités ou d'arrangements complexes (rationalité limitée) ou sur la capacité d'assumer les risques.

Nous analyserons les sentences arbitrales portant sur des transactions commerciales internationales, en distinguant celles rendues avant l'entrée en vigueur de la Convention de Vienne sur la vente internationale de marchandises (1980), qui fait référence à la bonne foi en son article 7 (a), et celles rendues depuis. Les décisions peuvent aussi faire référence aux principes d'Unidroit. Les transactions commerciales internationales se prêtent bien à l'étude de la bonne foi, étant un domaine moins rigide que les droits nationaux.

2. Groupe d'études sur Max Weber et sa postérité : entre faits, normes et valeurs

2001

Centre canadien d'études allemandes et européennes

Chercheurs principaux ☐ COUTU Michel, LEYDET Dominique (Philosophie, UQAM),
ROCHER Guy, WINTER Elke

À la base de la réflexion sociologique de Max Weber, de sa théorie de la science en particulier, se trouve une articulation complexe des rapports entre faits, normes et valeurs. À prime abord, chacun de ces éléments paraît isolé dans des sphères radicalement séparées, qui ne se prêtent à un traitement scientifique que d'une manière et à un degré très différents. Weber tisse néanmoins un certain nombre de liens entre ces sphères a priori totalement hétérogènes. Par exemple, la sociologie ne peut se passer ni de la connaissance des normes propres à la dogmatique du droit, qu'elle utilise comme moyen heuristique, ni se désintéresser de l'effet des représentations normatives sur la conduite des agents; elle doit prendre en considération les valeurs qui agissent également, à des degrés variables, en tant que motifs de l'action.

Cette articulation des faits, des normes et des valeurs dans la théorie webérienne soulève un certain nombre de difficultés et d'interrogations, qui ont été mises en relief par la postérité de Weber, -de Kelsen et Schmitt à Habermas, Parsons et Luhmann: ainsi le décisionnisme des valeurs chez Weber, les rapports entre légitimité et légalité, la neutralité axiologique, la théorie de l'action, etc.

Ces quelques interrogations, nullement exhaustives, témoignent de la difficulté que pose à la postérité de Weber (entendue au sens large) le problème du rapport entre les faits, les normes et les valeurs. En même temps, en s'adressant tant à la philosophie, à la sociologie, à la science politique qu'au droit, elles illustrent bien la nécessité –puisque le débat sur cette question demeure plus que jamais d'actualité– d'une discussion interdisciplinaire et surtout de recherches interdisciplinaires autour de ce thème. C'est un tel projet interdisciplinaire que veut promouvoir et développer le Groupe d'études «Max Weber et sa postérité».

3. Autochtonie et gouvernance

2002-2005

Valorisation Recherche Québec (VRQ)

Chercheur principal ☐ LAJOIE Andrée

Co-chercheurs ☐ BIBEAU GILLES, DELAGE Denys, FOREST Perre-Gerlier,
GENDREAU Ysolde, JACOUD Mylène, JANDA Richard, LECLAIR
Jean, LÉVESQUE Carole, MACDONALD Rod, OTIS Ghyslain,
PROULX Marc Urbain, ROCHER Guy, SALADIN Bernard

Conçu avec la collaboration active de ses partenaires, l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador, la Société Makivik et l'Institut culturel Avataq qui ont suggéré plusieurs de ses thèmes, le projet subventionné par Valorisation Recherche Québec, regroupe 14 professeurs répartis sur 8 disciplines de sciences sociales et émanant de 5 universités québécoises de même que plusieurs chercheurs associés, notamment autochtones. Il vise à cerner les caractéristiques de la société autochtone qui seraient susceptibles d'orienter la configuration de modèles adaptés de gouvernance politique, sociale, juridique, économique et locale, pour les Autochtones.

Les facteurs qui font l'objet de notre hypothèse sont de deux ordres. Un premier groupe relie le présent au passé. Il s'agit des liens entre les toponymies religieuses, les mythes et les récits dont la tradition orale rend compte et les conceptions autochtones contemporaines plurielles des droits ancestraux, de même que des effets de la forme coloniale de l'État canadien et des rapports historiques qu'il a entretenus avec les Autochtones sur l'interprétation et l'application de leurs droits, en matière de territoire, de biens en fiducie et d'autodétermination. Ce sont là autant de paramètres qui orientent les possibilités d'agencements adéquats pour la macro gouvernance, notamment dans ses dimensions de communautarisme, de territorialité politique et de statut personnel des Autochtones, à l'intérieur comme à l'extérieur des communautés.

Un second groupe de facteurs, liés davantage aux transformations récentes et en cours dans la société autochtone, s'inscrivent plus clairement à la jonction du présent et du proche avenir ☐transfert et appropriation de la compétence en matière de justice pénale et de gestion foncière ☐spécificité de la culture des entreprises

autochtones et appropriation autochtone des leviers économiques en matière de développement régional □ mise en action de la gouvernance à l'échelle locale et participation civique en milieu autochtone □ culture et pratiques autochtones en matière d'organisation des soins de santé □ propriété intellectuelle de l'art autochtone. Ces facteurs touchent des aspects apparemment plus morcelés de la société autochtone, ce qui ne les rendent pas moins importants pour la conception de modèles adaptés de gouvernance.

4. Recherche sur le rôle des usages dans le droit des transactions commerciales internationales

2000-2004

CRSH

Chercheur principal □ MACKAAY Ejan
 Co-chercheurs □ LEFEBVRE Guy, ROUSSEAU Stéphane
 Collaborateurs □ BIRON Julie, LEBLANC Violette, RINGUETTE Josée

L'usage est considéré comme source de droit primordiale dans le droit commercial, en particulier dans les transactions commerciales internationales. Pour étudier le rôle de l'usage dans ce domaine, l'analyse juridique traditionnelle n'est que d'un secours limité, en ce qu'elle n'informe pas sur les raisons qui justifient la confiance faite à l'usage. Pour élucider cette question, nous aurons recours à l'*analyse économique du droit* afin d'étudier, d'une part, dans quelles circonstances les pratiques privées donnent lieu à des usages, et, d'autre part, si les usages jouent effectivement le rôle de source du droit que leur prête la théorie.

Les transactions commerciales internationales sont un domaine de choix pour étudier les usages. Les changements technologiques et scientifiques y sont omniprésents, quoiqu'à des vitesses variables, rendant délicat le recours à la loi comme instrument de régulation. En outre, le caractère transnational des transactions élimine la référence automatique à la loi nationale comme cadre de régulation. Le programme de recherche retient trois terrains d'observation □ les contrats normalisés sur la vente internationale de marchandises et les organisations qui les développent; les sentences arbitrales en matière de vente internationale; les sentences arbitrales et les jugements rendus par application de la Convention de Vienne sur la vente internationale de marchandises.

5. Légitimité du droit : Weber-Stammler-Habermas

2000-2003

CRSH

Chercheurs principaux : COUTU Michel, ROCHER Guy, LEYDET Dominique (Philosophie, UQAM)

La recherche traite d'une question cruciale qui se pose aux sociétés contemporaines, celle de la légitimité du droit. Dans ces sociétés, caractérisées par un degré élevé de complexité et par le pluralisme des valeurs, la formation du consensus ne peut plus découler de la tradition, d'une morale conventionnelle ou d'une éthique religieuse. Dans ces conditions, le problème de la légitimité du droit devient incontournable, d'autant aggravé, au demeurant, par la crise de l'État-Providence qui a présidé à l'orientation des sociétés démocratiques industrialisées depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Cette crise se traduit par les limites des politiques sociales interventionnistes et par un «décentrage» relatif du rôle de l'État, dû en particulier à la mondialisation de l'économie. D'où des besoins accrus de légitimation, que reflète l'expansion de la juridiction constitutionnelle relative aux droits fondamentaux dans la plupart des pays occidentaux. Mais à son tour cette position encore plus importante occupée par les Cours constitutionnelles et les Cours suprêmes au sein de l'ordre juridique doit être elle-même légitimée, non seulement globalement, mais au regard des décisions difficiles que doivent rendre ces Hautes juridictions dans de nombreux cas.

Partant de cette analyse, la recherche proposée, de type pluridisciplinaire (réunissant une équipe de chercheurs composée d'un juriste, d'un sociologue et d'une philosophe) vise, d'une part, à clarifier le sens du concept de

légitimité en tentant d'opérer une mise en cohérence des discussions portant sur cette notion; et, d'autre part, à appliquer le concept de légitimité, une fois ce travail préalable d'élucidation réalisé, à l'examen des problèmes de légitimation du droit dans le cadre des sociétés démocratiques contemporaines. Le travail de clarification prendra appui sur l'étude critique de la pensée d'auteurs de premier plan, soit Max Weber et Jürgen Habermas, auquel s'ajoutera le nom de Rudolf Stammler, un philosophe du droit tombé dans un oubli relatif mais qui, fort influent au début du siècle, apporta une contribution très importante à la réflexion sur les fondements en légitimité de l'ordre juridique. L'analyse du concept de légitimité, menée sur la base d'une confrontation des positions respectives de Weber, Stammler et Habermas, conduira à une étude approfondie des contraintes de légitimation qui conditionnent l'activité des Cours constitutionnelles et des Cours suprêmes (au Canada, aux États-Unis, en France et en Allemagne en particulier), cette étude devant être menée au regard de décisions récentes, particulièrement controversées, en matière de droits fondamentaux.

La recherche envisagée devrait, sous trois aspects principaux, apporter une contribution importante à l'avancement des connaissances : d'abord, du point de vue d'une clarification de la notion même de légitimité; ensuite, d'une étude appliquée des problèmes de légitimation dans les démocraties occidentales; enfin, d'un examen des difficultés que rencontre, sous cet angle, la juridiction constitutionnelle relative aux libertés et droits fondamentaux. Du fait de l'ampleur de la perspective adoptée, la recherche devrait intéresser un public plus large (décideurs, praticiens du droit, public préoccupé par les rapports entre droit et démocratie) que l'auditoire formé par la seule communauté universitaire.

6. Théories et émergence du droit

2000-2003; 1999-2002

FCAR; CRSH

Chercheurs principaux : LAJOIE Andrée, ROCHER Guy, NOREAU Pierre, JANDA Richard, MACDONALD Roderick

Les activités de recherche conduites par notre équipe sont toutes orientées vers une même interrogation sur le droit et s'intègrent toutes sous le thème *Théories du droit et changement social*. Elles participent à une même ambition □ réfléchir le droit en tant que processus continu d'élaboration des normes. Nous cherchons à dépasser dans ce sens la simple question du « surgissement des normes juridiques » pour nous pencher également sur les modalités qui président à leur création et à leur transformation continue. Nous entendons répondre par là à quelques questions plus précises □ comment le droit s'élabore-t-il dans la foulée des interactions sociales, quelle part les institutions prennent-elles dans l'énonciation des normes juridiques, dans leur interprétation et leur application, quelles relations ces normes entretiennent-elles entre elles, quelle est leur effectivité concrète, comment sont-elles reçues par ceux et celles qu'elles sont censées orienter et encadrer, et dont elles sont souvent issues?

Un tel programme exige évidemment la comparaison de multiples approches théoriques. Nous entendons ainsi concilier les apports de la théorie du droit, telle qu'elle est entendue chez les juristes, avec les perspectives théoriques et empiriques proposées par les sciences sociales. Aussi le terme *Théories* doit-il être compris ici dans sa forme plurielle. Nos travaux visent la convergence de ces diverses perspectives. Il s'agit là d'un parti pris déjà ancien. Il a largement contribué jusqu'ici à l'enrichissement de nos recherches. Nos travaux antérieurs démontrent la nécessité d'une telle ambition en même temps que ses exigences épistémologiques. Nous croyons ainsi contribuer au développement d'une meilleure compréhension du droit, mais aussi à l'enrichissement de la recherche interdisciplinaire. La réalisation de cet objectif suppose cependant le dépassement d'une conception traditionnelle du droit. Un renouvellement de la théorie du droit implique que le droit édicté, écrit et sanctionné soit réintroduit dans le cadre plus vaste des normativités sociales.

Nos recherches sont axées sur quatre concepts □ **pluralisme** (existence de références normatives parallèles et potentiellement contradictoires dans le cadre même de l'ordre juridique établi par l'État mais, également, la mise en concurrence de l'ordre juridique institué avec d'autres ordres juridiques non étatiques, sinon d'autres références plus ou moins formalisées, souvent implicites); **surdétermination** (efficacité du champ des valeurs et des intérêts qui fondent la normativité au moment de sa production en même temps que de l'interprétation variable du contenu des normes dans le temps, au gré de rapports de forces et de contextes socio-politiques

particuliers); **effectivité** (effets observables –attendus ou inattendus– des normes juridiques sur les comportements) et, enfin, **légitimité** (caractère nécessaire et désirable des normes elles-mêmes, quelle que soit l'autorité qui les a édictées et formalisées.

Financées entre autres par le CRSH et FCAR, ces recherches portent sur des objets concrets variés — qui nous servent de champ d'induction et de vérification de nos hypothèses théoriques. Depuis 1999 nous avons poursuivi et terminé des projets déjà en cours sur *les constitutions post-modernes* (Macdonald) et sur *les valeurs minoritaires et le discours judiciaire* (Lajoie); poursuivi des recherches déjà amorcées sur *les normes autochtones* (Lajoie) et *l'émergence et la légitimité des normes en matière de santé* (Rocher), de même que sur *la médiation en matière familiale* (Noreau), et mis en route de nouveaux projets sur *la mobilisation politique du droit* (Noreau) et *l'effectivité de la Charte et l'arbitrage de griefs* (Rocher, Coutu).

7. Mise en oeuvre de la norme d'égalité (Charte québécoise) et arbitrage des griefs

2000-2003

CRSH

Chercheure principale : VALLÉE Guylaine (École des relations industrielles, U. de Montréal)

Co-chercheurs : ROCHER Guy, COUTU Michel

Chaque année, au Québec, plusieurs plaintes de discrimination sont déposées devant différentes instances spécialisées, la mise en oeuvre de l'article 10 de la Charte des droits et libertés de la personne ne relevant pas exclusivement de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse et du Tribunal des droits de la personne. Dans le domaine de l'emploi, en particulier, le traitement des plaintes de discrimination dépend largement des instances propres au droit du travail, notamment des arbitres de griefs en contexte syndiqué. Ceux-ci possèdent le pouvoir d'appliquer ou d'interpréter les lois, incluant les lois qui concernent la protection des droits de la personne. Une dualité de forums compétents découle de cette situation en contexte syndiqué: tant l'arbitre de griefs que le Tribunal des droits de la personne du Québec peuvent rendre des décisions sur des problèmes de discrimination dans l'emploi. Quelles sont les conséquences de cette situation sur la cohérence d'application de la norme d'égalité dans les milieux de travail? Le droit à l'égalité protégé par la Charte est-il appliqué ou interprété différemment suivant le forum auquel s'adresse la victime de discrimination?

Notre recherche veut répondre à cette question en décrivant de manière exhaustive, dans la poursuite des travaux récents des chercheurs impliqués dans notre équipe, les différences dans l'application et l'interprétation de la règle prohibant la discrimination dans l'emploi en contexte syndiqué par les instances spécialisées du travail et des droits de la personne. Elle vise aussi à identifier les causes possibles de ces différences par une approche combinant différents apports disciplinaires (droit, relations industrielles, sociologie et théorie du droit) et des méthodes de recherche variées (analyse de contenu de décisions de justice, entrevues avec les intervenants impliqués dans le traitement des plaintes de discrimination dans l'emploi, études de cas). Outre l'utilisation combinée de théories issues de différentes disciplines, l'étude pourra contribuer à l'avancement des connaissances en mettant l'accent sur les difficultés surgissant dans les rapports entre le droit collectif du travail et le droit à valeur «quasi constitutionnelle» des libertés et droits de la personne et sur la nécessité d'une meilleure harmonisation des pratiques d'interprétation et d'application de la Charte entre les tribunaux spécialisés. Du point de vue de l'orientation des politiques publiques, l'étude se propose aussi de faire l'inventaire et l'évaluation des différentes options susceptibles d'assurer la véritable primauté de la Charte des droits et libertés de la personne y compris en matière de rapports collectifs de travail, tout en respectant la mesure d'autonomie nécessaire au bon fonctionnement de ce champ. Enfin, il faut souligner les implications pratiques de la recherche pour les intervenants du droit du travail, notamment les syndicats et les arbitres de griefs, dont le rôle excède de plus en plus le cadre strict de la convention collective pour embrasser l'application des droits fondamentaux dans l'entreprise syndiquée, ce qui transforme la mission initialement rattachée à ces institutions des rapports collectifs du travail.

8. Démographie et droit : le droit comme expression du lien social

1999-2001

Fondation du Barreau du Québec; MRCI

Chercheur principal ☐ NOREAU Pierre

Une des plus grandes difficultés que rencontre le droit dans l'exercice de sa fonction sociale réside dans la conception différente que se font les citoyens de l'activité juridique et de sa légitimité en tant qu'institution (législative, exécutive et judiciaire). Il s'agit là d'une situation assez connue. Le droit est perçu différemment en fonction de l'origine sociale et de la socialisation des justiciables, mais cet état de fait est plus évident encore dans le cadre d'une société pluraliste et ouverte que dans une société plus refermée, parce que la présence de justiciables issus d'autres univers culturels s'y fait plus fortement sentir. Or, cette situation pose dans une perspective nouvelle les impératifs d'une citoyenneté qu'on suppose fondée sur le droit, de sorte que soumis à un même ordre juridique, les justiciables réagissent très différemment à l'action du droit. Le législateur, le praticien du droit et la magistrature doivent du moins savoir que la conception qu'on se fait de la fonction juridique connaît d'importantes variations en fonction des origines sociales et culturelles des justiciables. Il en va notamment ici des facteurs de socialisation que constituent l'origine culturelle ou nationale.

Le projet que nous nous proposons de conduire comprend trois étapes ☐

- 1) une enquête par sondage auprès de la population en général comprenant un échantillon important de Québécois issus de l'immigration;
- 2) une enquête par entrevues auprès de Québécois issus de l'immigration mais issus de certaines communautés culturelles ciblées (d'origine occidentale et non-occidentale);
- 3) une enquête par entrevues auprès de professionnels du droit (avocats et juges) et auprès d'acteurs du système judiciaire (traducteurs judiciaires, greffiers, intervenants psycho-sociaux oeuvrant à la Cour du Québec ou à la Cour supérieure).

Le projet doit déboucher sur une série de recommandations permettant un plus grand accès des communautés culturelles à la justice et une meilleure connaissance du droit.

La recherche doit ainsi conduire à répondre à quelques problèmes plus concrets ☐ comment le monde juridique peut-il aborder l'univers diversifié des communautés culturelles, quelles conclusions tirer des expériences antérieures, devant les tribunaux, les instances administratives, ou tentées dans le cadre de la pratique quotidienne du droit; comment assurer une meilleure diffusion du droit au sein des membres des différentes communautés; quel bilan faire des tentatives antérieures en ces matières et sur quelle conception du droit un rapprochement peut-il être tenté ? Quels sont les obstacles à surmonter pour parvenir à une plus grande confiance dans le droit et dans l'institution judiciaire; comment – en contrepartie – recourir aux mécanismes que les membres de ces communautés culturelles établissent dans la gestion de leurs rapports quotidiens? Quelle conclusion tirer de ces pratiques particulières pour le fonctionnement de nos propres institutions?

9. Médiation familiale et résolution de conflit : analyse des effets de contrainte

1998-2001

FCAR (Programme Établissement de nouveaux chercheurs); Ministère de la Justice

Chercheur principal ☐ NOREAU Pierre

À partir de l'analyse de la définition que donnent les médiateurs familiaux de leur activité, se profile l'idée que ce nouveau champ de pratique est en train de se constituer autour d'une série de tensions touchant divers enjeux sociaux et professionnels ☐ continuité et rupture vis-à-vis de la profession d'origine; luttes interprofessionnelles; passage d'un mode judiciaire de régulation des divorces et d'organisation de la vie familiale à un mode plus souple, adapté aux besoins des individus; capacités (potentielles) de changement, d'évolution, de réflexivité, d'autoprise en charge des parties dans la médiation et incapacités (réelles) momentanées - émotives, psychologiques - d'y parvenir. Comment l'action des acteurs du droit constitue-t-elle, dans cette perspective, une des conditions de définition de la norme juridique? En quoi l'émergence du droit est-elle liée au jeu de ceux qui ont vocation à le mettre en œuvre? Le cas de la médiation familiale offre

un exemple intéressant de ce phénomène qui contribue à l'émergence de la norme juridique. Il n'est observable qu'à condition de se pencher sur l'activité des acteurs du droit (ici les médiateurs eux-mêmes, ailleurs, les justiciables) et de chercher à comprendre comment ils s'approprient la norme juridique, exploitent ses imprécisions et repèrent les marges de manœuvre laissées par la législation. La médiation familiale offre cette perspective sur un champ de pratique en émergence qui ne trouvera sa stabilité que dans la récurrence d'une façon de faire et d'une justification dont la forme et le contenu restent encore à définir. Le cas est particulièrement riche parce qu'il met en concurrence – depuis septembre 1997, date de mise en vigueur de la loi 65 – des agents issus d'origines professionnelles différentes – avocats et notaires, mais également travailleurs sociaux, psychologues et orienteurs qui, tous, ont le droit d'obtenir une accréditation en tant que médiateur familial.

La définition encore imprécise de la médiation familiale tient en partie, au fait que ces différents groupes professionnels se partagent actuellement le champ de la pratique. Il est par conséquent raisonnable de s'attendre à ce que plusieurs formes de la médiation familiale soient également observées et qu'un conflit latent divise les tenants de conceptions différentes de la médiation, jusqu'à la structuration et la consécration juridique d'un standard, que celui-ci soit tributaire de la domination graduelle d'un modèle ou du monopole consacré ou implicite d'un groupe professionnel. L'étude actuelle cherche une réponse à une question simple – jusqu'à quel point les médiateurs issus de groupes professionnels distincts entretiennent-ils une conception différente de la médiation? Cette interrogation sera ultérieurement suivie par d'autres, dont nous avons brossé les contours plus haut. L'étude actuelle exploite les contenus d'une trentaine d'entrevues.

SECTION 3 LE CRDP AU PLAN INTERNATIONAL

1. Participation à des réseaux internationaux

- ECODIR
- GERN
- IREB
- JURIS INTERNATIONAL
- PICS

ECODIR (Electronic Consumer Dispute Resolution) : Le Centre de recherche en droit public a été à l'origine de la mise sur pied du consortium ECODIR comprenant les partenaires européens suivants: Université de Namur, CNRS, Université de Munster et University College of Dublin. Ce projet a pour objet de mettre en place des mécanismes logiciels facilitant le règlement des conflits sur Internet impliquant au moins un consommateur; d'analyser la statut juridique des consommateurs en Europe dans le cadre notamment du règlement extrajudiciaire des conflits; d'assurer le secrétariat du projet ECODIR et d'analyser les plaintes soumises (taux de résolution, types de conflits, etc.) et de proposer des voies de solution propres à faciliter le commerce électronique et à assurer une sécurité juridique des transactions. Le projet a débuté le 1^{er} juin 2000 et se termine le 1^{er} juillet 2002. Il est possible que le projet soit prolongé pour une année. Le consortium ECODIR a été financé par la Commission européenne et le développement logiciel a été assuré par des fonds privés.

GERN (Groupe européen de recherches sur les normativités) La vie sociale est structurée par toutes sortes de normes, les unes autonomes, les autres institutionnalisées, avec des degrés variables de formalisme. La crise et la recomposition des normativités constituent aujourd'hui un problème crucial, rendu encore plus aigu par la régionalisation et la mondialisation. Le GERN est un réseau scientifique européen, qui réunit une quarantaine de centres et des chercheurs individuels de différentes disciplines travaillant sur les normes et les déviances. Des centres et chercheurs de dix pays européens participent au GERN. Le GERN organise régulièrement dans différents pays des séminaires de recherche, des colloques et des journées d'étude; il publie une lettre d'information quadrimestrielle sur les activités et les travaux des chercheurs du GERN et entretient une coopération documentaire entre ses membres. Le CRDP a été exceptionnellement accepté et reconnu par le GERN comme «équipe associée extra-européenne», à cause des travaux théoriques et empiriques menés au CRDP sur les normativités juridiques et non juridiques. À ce titre, le CRDP est invité à participer à toutes les activités du GERN et bénéficie de contacts et de visites avec les chercheurs européens rattachés au GERN.

IREB (Institut international de recherche en éthique biomédicale). L'IREB a été mis sur pied en mai 2001, sous le parrainage de la Commission permanente franco-québécoise. L'IREB est un institut sans mur, qui vise, d'une part, la collaboration et la coopération internationale dans le domaine de la recherche en éthique biomédicale et d'autre part la mise sur pied d'un système de réseautage international, à la fois interdisciplinaire et inter-institutionnel. Les points d'ancrage de l'IREB sont le Laboratoire d'Éthique Médicale et de Santé Publique de la Faculté de Médecine de Necker Enfants malades et le Centre de recherche en droit public. La programmation scientifique de l'IREB est axée sur trois axes: l'éthique de la recherche, la génétique humaine (recherche et soins), les systèmes de santé et les réseaux de soins. Plusieurs partenaires ont appuyé la création de l'IREB : du côté québécois, on trouve le ministère des Relations internationales du Québec, le ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie du Québec, le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, la Chaire de recherche du Canada en droit et médecine et l'Université de Montréal. Du côté français, il s'agit du ministère des Affaires étrangères de la France, du ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, ainsi que de l'Université René-Descartes – Paris V. L'Institut regroupe des personnes de diverses disciplines et de champs d'intervention variés intéressées par la recherche en éthique biomédicale (droit, éthique, médecine,

philosophie, sociologie, anthropologie, etc). Au Québec, l'IREB compte environ 170 membres et 150 en France. L'IREB se veut un institut à vocation internationale mettant en oeuvre un partenariat multilatéral.

JURIS INTERNATIONAL ☐ *Juris international* est le fruit d'un partenariat entre ☐

- **le Centre du commerce international CNUCED/OMC - le CCI –**
(responsable du projet: Jean-François Bourque, conseiller principal)
- **LexUM du Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal, Canada**
(responsable du projet: professeur Daniel Poulin)
- **et le Juripole de l'Université de Nancy, France**
(responsable du projet: Professeur François Jacquot)

Le partenariat a été officiellement engagé en novembre 1998 lors de la conférence internationale «Partenaires pour le développement» tenue à Lyon sous les auspices des Nations-Unies. La formule d'un partenariat entre des organisations internationales et des institutions de la société civile a semblé un moyen pratique et viable pour atteindre les objectifs de diffusion du droit du commerce international vers les pays émergents.

Juris international est une collection multilingue (anglais, espagnol et français) d'informations juridiques pertinentes sur le commerce international. *Juris international* vise à faciliter et économiser le travail de recherche et d'information des juristes d'affaires - avocats, conseils et juristes d'entreprises - et des organismes étatiques des économies en développement et en transition, en donnant accès à des textes dont l'obtention était auparavant souvent difficile. L'objectif est de réunir en un seul site un grand nombre d'informations de base (en privilégiant les textes juridiques complets), sans nécessité de renvois, et par conséquent sans frais de communication excessifs pour les utilisateurs ne bénéficiant pas d'un réseau de télécommunication performant. En 2001, Juris International s'est associé au Centre de conciliation et d'arbitrage de Tunis aux fins de préparer et de tenir une conférence internationale sur le thème du développement du commerce électronique dans les pays du Sud. Plus de 700 participants d'une vingtaine de pays ont assisté à l'événement. Les Actes ont été publiés sous le titre «Guide juridique du commerçant électronique».

PICS (Programme international de coopération scientifique CRDP-CECOJI/CNRS sur «Internet, droit, normativité et technologies»). Le ministère québécois de la Recherche, de la Science et de la Technologie ainsi que les instances françaises équivalentes ont appuyé la création d'un axe franco-québécois de recherche avancée sur le droit et les normativités relatives aux technologies de l'information, d'Internet et du cyberspace. ☐ Le Programme international de coopération scientifique réunit l'équipe de droit du cyberspace du CRDP et celle du Centre d'études sur la coopération juridique internationale (CECOJI). Il consolide un regroupement des principaux chercheurs québécois et français sur ces questions afin de constituer une équipe internationale capable d'intervenir efficacement dans les divers lieux où se pense et se construit la normativité du commerce électronique et des autres interactions rendues possibles du fait des technologies de l'information. Les questions de recherche considérées se rattachent à trois volets. Le premier volet a trait à l'étude et au développement du cadre juridique d'Internet. Il s'agit d'identifier le contenu des normes applicables dans l'univers Internet. Le second volet concerne les processus d'élaboration des normes régulatrices qui s'imposent aux sujets et l'effet des technologies sur le droit. Le troisième volet vise à développer et à adapter les technologies de l'information aux besoins et aux particularités du droit.

2. Rayonnement international

Le CRDP est probablement le plus important centre de recherche universitaire en droit au Québec, au Canada et au sein de la Francophonie. Son importance peut se mesurer par le nombre des chercheurs et des étudiants, la diversité des projets de recherche et la qualité de ses publications. Le Centre s'est taillé une place de premier rang dans chacun de ses axes de recherche. De nombreux signes témoignent de la reconnaissance internationale que recueille le Centre. Le CRDP reçoit, chaque année, de nombreux chercheurs en courte visite ou séjour d'étude. Plusieurs membres occupent des positions prestigieuses sur la scène nationale et internationale. Les sites webs des diverses équipes procurent au CRDP un rayonnement remarquable au sein des milieux scientifiques internationaux. Les ressources HumGen et LexUM sont reconnues comme faisant

partie du nombre très sélect des serveurs juridiques qui sont fréquentés par des usagers en provenance d'une centaine de pays à un rythme de plus d'un million de requêtes par mois, dont plus de la moitié en provenance de l'étranger.

➤ **Ententes institutionnelles**

Le rayonnement international du Centre prend la forme d'ententes institutionnelles avec d'autres grands centres de recherche universitaires oeuvrant dans des domaines d'intérêt semblables ou connexes☐

- **Centre d'études sur la coopération juridique internationale (CECOJI), Ivry, France**
- **Centre de recherches Informatique et Droit (CRID), Namur, Belgique**
- **Centre international de sociologie du droit, Oñati, Espagne**
- **Chicago-Kent Law School, USA**
- **Faculté de droit de l'Université de Nancy, France**
- **Groupe européen de recherche sur les normativités (GERN, affilié au CNRS)**
- **Groupe Rubis-Network on Computer Law and Security de Bruxelles et un des réseaux de l'AUPELF-UREF**
- **Instituto de Investigaciones Juridicas, UNAM-Mexico**
- **Juripole, Université de Nancy**
- **New South Wales University, Sydney**
- **University of Technology, Sydney**
- **University of West Indies, Bridgetown, Barbados**

Ces liens s'ajoutent à ceux qui existent déjà au Canada avec les plus importants centres de recherche dont☐

- **Faculté de droit de l'Université de Colombie-Britannique**
- **Health Law Institute, Alberta**
- **Institut canadien de recherches avancées**
- **Public Law and Policy Research Center, Université York**

➤ **Cours invités**

La reconnaissance internationale se reflète aussi par les cours que nos membres ont été invités à assumer.

Faculté de droit de l'Université de Dakar (Cheikh Anta Diop)

Série de séminaires sur le thème «La gouvernance de l'Internet☐, 11 au 25 février 2002

Karim BENYEKHFLEF

Université de Paris II (Panthéon-Assas)

Diplôme en droit des médias, février-mars 2002

Ysolde GENDREAU

Université Paris I (Panthéon-Sorbonne)

Cours sur l'analyse économique du droit dans le cadre du DEA en droit des affaires anglo-américain, novembre-décembre 2001

Ejan MACKAAY

Université de Nancy

Séminaire doctoral sur l'analyse économique du droit, 30 novembre 2002

Ejan MACKAAY

Institut d'études politiques de Grenoble (I.E.P. de Grenoble)

3 décembre 2001

Pierre NOREAU

SECTION 4 FINANCEMENT

SUBVENTIONS OBTENUES ET CONFIRMÉES

(selon la liste fournie au CEDAR
pour la période du 1^{er} avril 2001 au 31 mars 2002
et reproduite en annexe à la fin du présent rapport)

SUBVENTIONS, DONNS ET CONTRATS DE RECHERCHE	
1)	INFRASTRUCTURE
	CÉDAR 650 000
	Regroupements stratégiques des Fonds québécois 155 000
	Sous total 805 000
2)	SUBVENTIONS INDIVIDUELLES ET D'ÉQUIPE
	CRSH 259 440
	IRSC 24 154
	Fonds Nature et technologie 84 000
	FRSQ 87 000
	VRQ 290 881
	Autres 1 762 397
	Contrats 571 325
	Dons 120 388
	Sous total 3 199 585
3)	ÉQUIPEMENT ---
TOTAL 4 004 585	

SECTION 5 RÉALISATIONS DU CRDP EN 2001-2002

1. Publications et réalisations

	<i>Quantité</i>
> Livres	3
> Chapitres de livres	12
> Articles	28
> Rapports	5
> Autres	3
> À paraître	14
> Conférences	92

> Livres

LAJOIE, Andrée, *Quand les minorités font la loi*, Presses universitaires de France, Paris, 2002, 179 p.

MACKAAY, Ejan et Ysolde GENDREAU, *Législation canadienne en propriété intellectuelle/Canadian Legislation on Intellectual Property 2002*, Toronto, Carswell, 2001, 867 p.

TRUDEL, Pierre, Daniel POULIN et France ABRAN, (avec la collaboration de Maxime CHEVALIER, Lucie HOUDE, Ivan MOKANOV, Sébastien PIGEON, Bertrand SALVAS et Frédéric PELLETIER, *Texte annoté et glossaire de la Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information (L.Q. 2001, c. 32)*, CRDP, septembre 2001. Disponible en ligne à <http://www.autoroute.gouv.qc.ca/loi-en-ligne/>

> Chapitres de livres / Ouvrages collectifs / Actes de colloque

GENDREAU, Caroline, «Les relations privées dans le contexte du divorce et le rapport au droit une affaire de justice? Réflexion sur les processus de résolution des conflits dans une perspective webérienne», dans Nicholas KASIRER et Pierre NOREAU (dir.), *Sources et instruments de justice en droit privé*, Montréal, Thémis, 2002, p. 103.

KNOPPERS, Bartha Maria et Geneviève CARDINAL, «Genetics and the Law», dans Jocelyn DOWNIE et Timothy CAULFIELD (dir.), *Canadian Health Law and Policy*, Butterworths, 2^e éd., mai 2002.

LABBÉ, Éric, Daniel POULIN, François JACQUOT et Jean-François BOURQUE, «Guide juridique du commerçant électronique», Actes de la conférence internationale sur le commerce électronique de Gammarth, Gammarth, Tunisie, avril 2001, 277 p.

LAJOIE, Andrée, «Droit autochtone en contexte canadien un pluralisme complexe et évolutif», dans *La méthodologie de l'étude des sources du droit*, Actes du 6^e Congrès de l'Association Internationale de Méthodologie Juridique (AIMJ), Pise, septembre 1999.

LAJOIE, Andrée, «L'intégration des valeurs et des intérêts autochtones dans le discours judiciaire et normatif canadien», dans Norbert ROULAND (dir.), *Droit à la différence*, Presses d'Aix-Marseille, 2001. (Co-auteurs: Éric Gélinau, Isabelle Duplessis et Guy Rocher).

LAJOIE, Andrée, «Les cheminements sous-textuels et surdéterminés du raisonnement judiciaire les valeurs des femmes dans le discours des juges de la Cour suprême du Canada», dans G. TIMSIT (dir.), *Le raisonnement juridique*, Paris, Presses de l'Université de Paris I, 2001, pp. 127-164. (Co-auteurs: M-C. Gervais, Éric Gélinau, R. Janda).

LAJOIE, Andrée, «With Friends like this... A Double Perspective On Fiduciary Relationships», (Actes de colloque), London, Ontario, juin 2001, Commission du droit du Canada; «Avec des amis comme ceux-là...», dans *In Whom we Trust*, Commission du droit du Canada, Ottawa, 2001.

LEGAULT, G.A., Thérèse LEROUX et M. A. SIRARD, (dir.), *Le défi transgénique* une démarche réflexive, Les Presses de l'Université Laval, L'Harmattan, 2001, 138 p.

LEROUX, Thérèse et Marc-André SIRARD, *Avant-propos*, dans G.A. LEGAULT, Thérèse LEROUX, M.A. SIRARD (dir.), *Le défi transgénique* une démarche réflexive, Les Presses de l'Université Laval, L'Harmattan, 2001, pp. xiii-xvii.

TRUDEL Pierre, «La Lex Electronica», dans Charles-Albert MORAND (dir.), *Le droit saisi par la mondialisation*, Bruxelles, Éditions Bruylant, collection Droit international, 2001, pp. 221-268.

TRUDEL Pierre, «Le droit de l'Internet au Canada», dans *L'internet et le droit- Droit français, européen et comparé de l'Internet*, Paris, Victoire Éditions, PUF, 2001, pp. 157-178.

TRUDEL, Pierre, «L'accès aux documents publics des ajustements pour assurer la transparence de l'État en réseau», dans SERVICE DE LA FORMATION PERMANENTE, Barreau du Québec, *Développements récents en droit de l'accès à l'information*, no 173, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2002, pp. 43-64.

> Articles

AVARD, Denise, Bartha Maria KNOPPERS, «Ethical Dimensions in Paediatric Neurology A Look into the Future», (2002) 9 (1) *Seminars in Pediatric Neurology* 53-61.

FILIPPI, Isabelle et Claudine FECTEAU, «Les rapports entre le secret professionnel en France et au Québec», Séminaire d'actualité de droit médical – Le secret professionnel, Bordeaux-Centre, Les Études Hospitalières, 2002, pp. 219-232.

GAUTRAIS, Vincent et Ejan MACKAAY, «Les contrats informatiques», dans Denys-Claude LAMONTAGNE (dir.), *Droit de l'entreprise*, Cowansville, Éd. Yvon Blais, 2001, pp. 279-315.

HOULE, France, «La zone fictive de l'infra-droit l'intégration des règles administratives dans la catégorie des textes réglementaires», (2001) 47 *R. D. McGill* 161-194.

KNOPPERS, Bartha Maria, «DNA Banking A Retrospective-Prospective», dans Justine BURLEY et John HARRIS (dir.), *A Companion to Genethics*, Blackwell Publishers, 2002, pp. 379-386.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Genetic Information and the Family Are We our Brother's Keeper?», (2002) 20(2), *TRENDS in Biotechnology* 85-86.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Genetic Information Use and Abuse», dans John BRYANT, Linda BAGGOT-La VELLE et John F. SEARLE (dir.), *Bioethics for Scientists*, John Wiley & Sons, Ltd, 2002, pp. 233-239.

KNOPPERS, Bartha Maria., Denise AVARD, Geneviève CARDINAL, Kathleen CRANLEY GLASS, «Children and Incompetent Adults in Genetic Research Consent and Safeguards», (2002) 3 *Nature Reviews Genetics* 221-225.

LABBÉ, Éric, «L'accès aux dispositifs de neutralisation des oeuvres verrouillées une condition nécessaire à l'exercice d'exceptions au droit d'auteur», (2002) 14 (3) *C.P. I.* 741.

LAJOIE, Andrée, «Flirting with the Devil while Doing God's Work», in Jom PHILIPS et al., *Between State and Market Essays on Christies Law and Policy in Canada*, (coauteurs R. Janda, C. Cameron, C.-M. Panaccio), (2001) *McGill-Queen's University Press*, pp. 511-545.

LEMIEUX, Pierre et Ejan MACKAAY, «Les droits de propriété», dans Claude JESSUA, Christian LABROUSSE et Daniel VITRY (dir.), *Dictionnaire des Sciences Économiques*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001, pp. 316-319.

LEROUX, Thérèse, «La xénotransplantation tour de force ou tour de cochon?», dans *Science and Ethics, Transactions of the Royal Society of Canada*, 2000, University of Toronto press, 2001.

MACKAAY, Ejan, «Law and economics — What’s in it for us civilian lawyers», dans Bruno DEFFAINS et Thierry KIRAT (dir.), *Law and Economics in Civil Law Countries*, Amsterdam, Elsevier Science, 2001, pp. 33-41.

MACKAAY, Ejan, «Les enjeux économiques de la reconnaissance du titre exécutoire conventionnel», dans Nicholas KASIRER et Pierre NOREAU (dir.), *Sources et instruments de justice en droit privé*, Montréal, Les Éditions Thémis, 2002, pp. 533-547.

MACKAAY, Ejan, Wat de rechtseconomie wel en niet vermag, dans *It ain’t necessarily so – Opstellen aangeboden aan Prof. Mr. H. Franken*, R.B. Cliteur, H.J. van den Herik, N.J.H. Huls and A.H.J. Schmidt (eds), La Haye, Kluwer, 2001, pp. 172-182 (en neerlandais).

MOLINARI, Patrick A., «De l’État et des normes» libre réflexion sur la confusion des genres», dans *Présentations à la Société royale du Canada*, volume 54, Ottawa, 2002, pp. 5-16.

MOLINARI, Patrick A., «Droit de la santé» Notes de cours», Faculté de droit, Coop Droit, Montréal, 2001, 99 pages, réédition 2001, 110 pages et annexes.

MOLINARI, Patrick A., «L’euthanasie» tout se passe comme si l’on attendait des tribunaux une rupture du silence», dans *Le Courrier de l’Éthique médicale*, Juillet-décembre 2001, Paris, pp. 34-35.

MOLINARI, Patrick A., «La promotion de la liberté de l’Homme», dans *Visions éthiques de la personne*, Christian Hervé et al., éd, Paris, Éditions l’Harmattan, 2001, pp. 165-174.

MOLINARI, Patrick A., «Un tribunal peut-il condamner l’État à allouer les ressources requises par la prise en charge des droits fondamentaux», dans *Le Courrier de l’Éthique médicale*, Juillet-décembre 2001, Paris, p. 19.

POULIN, Daniel, «La démocratisation de l’accès au droit», *20 Cahier du CRID* (2001), 27-44.

ROCHER Guy, «L’université du XXIe siècle», *Revue Possibles*, vol. 26, n° 1-2, hiver-printemps, 2002, pp. 194-208.

ROCHER Guy, «Les représentations sociales» perspectives dialectiques», *Information sur les sciences sociales*, vol. 41, n° 1, mars 2002, pp. 83-99.

ROCHER Guy, «Préface», *La foi dans les idées*, Maurice Bouchard, Entretiens, Montréal, Fides, 2002.

ROCHER Guy, «Relations sociales, institutions et droit privé» Perspectives sociologiques», dans *Sources et instruments de droit privé*, sous la dir. de Nicholas Kasirer et Pierre Noreau, Montréal, Les Éditions Thémis, 2002, pp. 3-11.

SALVAS, Bertrand et Cynthia CHASSIGNEUX, «Tut! Votre honneur!», (2001) *10-5 National* 10.

TRUDEL, Pierre, «Canada» l’autoréglementation de la radio-TV, (2002) *1 Media Lex* 11.

WERTZ, Dorothy C., Bartha Maria KNOPPERS, «Serious Genetic Disorders» Can or Should They Be Defined?, (2002) *American Journal of Medical Genetics* 1-8.

> Rapports

CHASSIGNEUX, Cynthia, Claudine FECTEAU, Bartha Maria KNOPPERS et Pierre TRUDEL, *L’encadrement juridique de la protection des renseignements personnels dans le secteur de la santé et des services sociaux*, Rapport remis au Ministère de la Santé et des Services sociaux, Juin 2001.

CHASSIGNEUX, Cynthia, Claudine FECTEAU, Élodie PETIT, Bartha Maria KNOPPERS et Pierre TRUDEL, *L’encadrement juridique de la protection des renseignements personnels dans le secteur de la santé et des services sociaux - Annexes*, Rapport remis au Ministère de la Santé et des Services sociaux, Août 2001.

LEROUX, Thérèse, Comité de pilotage du Conseil de la science et de la technologie, Document de travail *Les organismes génétiquement modifiés à des fins de consommation alimentaire, état de la situation et enjeux au Québec*, présenté au Conseil de la science et de la technologie, décembre 2001.

LEROUX, Thérèse, *La transplantation de l'animal à l'humain* – le Canada doit-il donner son feu vert?, Consultation publique sur la xénotransplantation, Rapport présenté à Santé Canada, décembre 2001, par l'Association canadienne de santé publique, 51 pages. (Aussi disponible en anglais – *Animal-to-human transplantation* – *Should Canada proceed?*)

POULIN, Daniel, «La mise en place de ressources de communication interactive au ministère de la Justice du Canada», Rapport préparé pour le ministère de la Justice du Canada, 69 p.

> **Autres**

CARDINAL, Geneviève, Mylène DESCHENES, Alexandra OBADIA et Bartha Maria KNOPPERS, «Le projet [Cart@gène](#) : l'encadrement juridique et éthique», Document de discussion, Montréal, (juin 2001), 59 p.

CRÉPEAU, François, Patricia FOXEN, France HOULE et Cécile ROUSSEAU, «Analyse multidisciplinaire du processus décisionnel de la CISR», (2001) 4 *Refuge* 62-75.

TRUDEL, Pierre et Jacques FRÉMONT, «Mise à jour de l'étude intitulée *Une constitution pour fonder l'État du Québec*», dans SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES, *Mise à jour des études originalement préparées pour la Commission parlementaire d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté (1991-1992)*, volume 1, pp. 581 à 595. <http://www.mce.gouv.qc.ca/e/objets/16-TrudeletFremont.pdf>

> **À paraître**

BENYEKHFLEF, Karim, «Réflexions pour une approche pragmatique des conflits de juridiction dans le cyberspace», dans Vincent GAUTRAIS (dir.), *Le commerce électronique*, Montréal, Les Éditions Thémis, 21 p. (À paraître)

CHASSIGNEUX, Cynthia, «Commerce électronique dans le domaine de la santé – l'exemple des pharmacies en ligne», dans Vincent GAUTRAIS (dir.), *Droit du commerce électronique*, Montréal, Les Éditions Thémis. (À paraître)

GENDREAU, Ysolde, «Canada», in P.E. GELLER, (éd.), *International Copyright Law and Practice*, New York, 'Matthew Bender (mise à jour d'une encyclopédie à feuilles mobiles). (À paraître).

HOULE, France, «Indépendance et impartialité des organismes de régulation économique – droit positif et droit prospectif. Étude sur la Commission du droit d'auteur». (À paraître aux éditions Carswell)

HOULE, France, «L'arrêt Baker – Le rôle des règles administratives dans la réception du droit international des droits de la personne en droit interne», *Queen's Law Journal* 50 pages. (À paraître)

HOULE, France, «La portée des compétences législatives – entre remplir les espaces blancs et se donner carte blanche par la création de règles administratives», dans Ysolde GENDREAU (dir.), *Le lisible et l'illisible*, Montréal, Les Éditions Thémis, 80 pages.

KNOPPERS, Bartha Maria et Denise AVARD, «Informed Consent», dans *Encyclopedia of the Human Genome*, MacMillan Reference Ltd, Nature Publishing Group London, 2001. (Sous presse)

LAJOIE, Andrée, «La loi sur la clarté dans son contexte», dans Alain-G. GAGNON (dir.), *Québec – États et société*, McGill University Press, Montréal. (À paraître)

LAJOIE, Andrée, «Possible Means for an Impossible Task. Accommodating Regional Differences through Judicial Design – the Canadian Experience», Séminaire Londres-Edinburg (U.K.) sur *Reforming UK'S Top Courts – Lessons from Comparative Policy*, Londres, U.K., 2002. (À paraître)

LEROUX, Thérèse (dir.), *Xénogreffe et société – L'éthique à l'heure des chimères*, Actes des colloques présentés lors du 66^e et 67^e Congrès de l'Acfas. (En préparation)

LEROUX, Thérèse, «Les défis de la xénotransplantation», dans Thérèse LEROUX (dir.), *Xénotreffe et société* L'éthique à l'heure des chimères, Actes des colloques présentés lors du 66^e et 67^e Congrès de l'Acfas. (En préparation)

MACKAAY, Ejan, «Intellectual Property and the Internet: The Share of Sharing», dans Elkin KOREN et Neil NETANEL (dir.), *The Commodification of Information*, The Hague, Kluwer, 2002, 133-146. (À paraître)

ROUSSEAU, Cécile, François CRÉPEAU, Patricia FOXEN et France HOULE, «The Complexity of Determining Refugeehood», *Journal of Refugee Studies* no 15. (À paraître)

TRUDEL Pierre et Bartha Maria KNOPPERS, Inventaire des lois visant à protéger au Québec les renseignements personnels dans le secteur de la santé et des services sociaux ainsi qu'une analyse du cadre juridique québécois découlant de ces lois afin de vérifier comment se situe le droit québécois eu égard à la législation fédérale et aux règles internationales en la matière. (À paraître)

➤ Conférences

BENYEKHEF, Karim, «Les systèmes intégrés d'information de justice au Canada et aux États-Unis», Conférence *L'administration électronique au services des citoyens*, organisée par le Conseil d'État et l'Université Paris I, Paris, 21-22 janvier 2002.

BENYEKHEF, Karim, «Présentation de la plate-forme ECODIR», Conférence *Online Dispute Resolution*, organisée par l'Université de Namur et la Commission européenne, Bruxelles, 26 octobre 2001.

BENYEKHEF, Karim, «L'arbitrage en ligne: questions juridiques et techniques», Assemblée de la Chambre arbitrale de Paris, Paris, 13 juin 2001.

* * *

CARDINAL, Geneviève, «Banque d'ADN: entre libertés et responsabilités», Journée de la recherche, Faculté de médecine, Université Laval, Québec, 28 mai 2002.

CARDINAL, Geneviève et Jean-Marie THERRIEN, «L'évaluation éthique et la démocratisation de la recherche», Cours donné dans le cadre du DEA Éthique médicale et biologique, directeur: prof. Christian Hervé, Faculté de médecine de Necker-Enfants-Malades, Paris, 17 janvier 2002.

CARDINAL, Geneviève, «L'encadrement normatif d'une nouvelle biotechnologie: la thérapie génique donne-t-elle l'exemple?», Cours donné dans le cadre du DEA Éthique médicale et biologique, directeur: prof. Christian Hervé, Faculté de médecine de Necker-Enfants-Malades, Paris, 17 janvier 2002.

CARDINAL, Geneviève et Mylène DESCHENES, «Encadrement éthique, juridique et social du projet de génomique des populations au Québec», Atelier d'information pour le projet [Cart@gène](#), Montréal, 20 juin 2001.

* * *

DUCLOS, Isabelle, «Les aspects éthiques et légaux des tests génétiques», Congrès de l'Association des biochimistes cliniques du Québec, Manoir des sables, Orford, 10 mai 2002.

* * *

PECTEAU Claudine, «La confidentialité des résultats de tests génétiques à l'égard de la famille», 70^e Congrès de l'Acfas – *Science et Savoir*, Québec, 15 mai 2002.

* * *

GENDREAU, Ysolde, *Autour de la figure de l'auteur* «Quel est le statut de l'auteur anonyme et/ou pseudonyme?», Séminaire interdisciplinaire d'études juridiques et Centre interdisciplinaire de recherche en droit de la culture des Facultés universitaires Saint-Louis, Bruxelles, 24-25 mai 2002.

GENDREAU, Ysolde, «Copyright and Freedom of Expression», Colloque de la British Association of Canadian Studies, *Rights in Information*, Londres, 6 mars 2002.

GENDREAU, Ysolde, «L'ironie de l'exportation des modèles juridiques – le cas iCraveTV et JumpTV», *Les Mardis du CRDP*, CRDP, 5 février 2002.

GENDREAU, Ysolde, «The Exportation of Copyright Models – the Re-transmission Right and the Internet», 8th Katz-Kiley Lecture, Houston, Texas, 30 janvier 2002.

GENDREAU, Ysolde, (Présidente de séance), 5^e Conférence Albert-Mayrand «Incertitudes du contrat, incertitudes judiciaires», par l'honorable Louis LeBel, juge à la Cour suprême du Canada, Montréal, 15 novembre 2001.

GENDREAU, Ysolde, (Organisatrice), Colloque du CRDP, *Institutions administratives du droit d'auteur*, Montréal, 11-12 octobre 2001.

GENDREAU, Ysolde, (Présidente de séance), Colloque du CRDP, *Institutions administratives du droit d'auteur* «Comparaison des institutions», Montréal, 11-12 octobre 2001.

GENDREAU, Ysolde, «La révision de la loi canadienne sur le droit d'auteur continue», Conférence EVA 2001 Montreal – Helping Improve Canadian – European Union Cooperation in 'Culture & Technology' in the Next Decade, Montréal, 4 octobre 2001.

GENDREAU, Ysolde, «Droit d'auteur et copyright à l'heure des nouvelles techniques de communications», Stage de formation continue de l'Institut de recherche en propriété intellectuelle Henri-Desbois, Paris, 18 septembre 2001.

* * *

GODARD, Béatrice, «Social-Ethical Aspects of Cancer Genetics», Canadian Oncology Societies Scientific Symposium, Montréal, 13 avril 2002.

GODARD, Béatrice, «Divulgence professionnelle de l'information génétique aux familles», *Les Mardis du CRDP*, CRDP, 5 avril 2002.

GODARD, Béatrice, «Communication Strategy and Social Representation Aspects of CARTaGENE», Biobanks and CARTaGENE, the Wellcome Trust, London, The United Kingdom, 23 janvier 2002.

GODARD, Béatrice, «Canadian GELS Work – Current Initiative – Genome Quebec», Genome Canada GELS Workshop, *Ethical, Environmental, Legal and Social Issues in Genomics Research*, Vancouver, Canada, 21 janvier 2002.

* * *

HOULE, France, (Organisatrice), Table ronde – Dialogue entre les tribunaux administratifs et les cours de justice, «La structure des tribunaux administratifs, leur indépendance et leur impartialité», Institut canadien d'administration de la justice, Ottawa, 31 mai 2002.

HOULE, France, «Les études supérieures en droit au Canada au 21^e siècle – rapports sur les réalités», Congrès annuel de l'Association canadienne des professeurs de droit, Toronto, 26 mai 2002.

HOULE, France, (Organisatrice), Séance plénière «La Zone de sécurité des Amériques», Association des professeurs de droit, Université de Toronto, 24-26 mai 2002.

HOULE, France, «Les connaissances et habiletés des décideurs de la CIRSI», Congrès annuel de l'Association canadienne des professeurs de droit, Toronto, 24 mai 2002.

HOULE, France, «Incorporating Human Rights Law into Domestic Law – Is this a Task for Administrative Tribunals?», IV^e Forum des membres de tribunaux administratifs, Ottawa, 30 avril 2002.

HOULE, France, «La légitimité de la réception directe du droit international des droits de la personne en droit interne par l'Administration publique», Colloque *Légitimité et Constitution* organisé par le Groupe d'études sur Max Weber et sa postérité *Entre faits, normes et valeur*, en collaboration avec le CRDP et le Centre canadien d'études allemandes et européennes de l'Université de Montréal, Montréal, 26 avril 2002.

HOULE, France, «La réception du modèle de la démocratie délibérative dans l'Administration publique», Groupe *Théories et Émergence du droit*, CRDP, Montréal, 18 mars 2002.

HOULE, France, «Blanks in the Law Between the Administration Filling in the Boid and Giving itself Carte blanche», Conférence scientifique de la Faculté de droit de l'Université Queen's, 7 mars 2002.

HOULE, France, «Statut de la Commission du droit d'auteur – classification, indépendance, impartialité et financement», Colloque du CRDP, *Institutions administratives du droit d'auteur*, Montréal, 11 octobre 2001.

* * *

KNOPPERS, Bartha Maria, «IIREB un instrument de promotion de la recherche en éthique biomédicale», allocution prononcée lors de l'inauguration de l'Institut international de recherche en éthique biomédicale (IREB), Université Laval, Québec, 16 mai 2002.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Genome Databases Socio-Ethical and Legal Issues», Annual Meeting Human Genome Organization (Séance plénière), Shanghai, Chine, 14 avril 2002.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Genomics and Society-the East meets the west», Fudan University, Shanghai, Chine, 13 avril 2002.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Privacy, Medical Information and the New Genetics», Université du Michigan, Ann Arbor, Michigan, 26-27 mars 2002.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Tissue Banking and Access for Research», Stem Cells and Diabetes Workshop, Montréal, 21-22 mars 2002.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Medical, Ethical & Legal Perspective», World Anti-Doping Agency (WADA), Workshop on Genetic Enhancement & Athletic Performance, Cold Spring Harbor, New York, 17-20 mars 2002.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Models of Ethics Participation in Pharmacogenetic Studies», Euro Meeting Drug Information Association (Europe) 2002, *The Patient is Waiting*, Basel, Suisse, 5-8 mars 2002.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Public Policy and Emerging Socio-Ethical Issues in Biotechnology», Conférence sur la biotechnologie - 2002, Ministère de la Justice, Ottawa, 21 février 2002.

KNOPPERS, Bartha Maria, «The Human Genome, Human Dignity and Benefit Sharing», Université de Waterloo, The Pascal Lectures on Christianity and the University, Waterloo, 7 février 2002.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Biotechnology and Policy Making», Université de Waterloo, The Pascal Lectures on Christianity and the University, Waterloo, 7 février 2002.

KNOPPERS, Bartha Maria, «The Public Perils of Genetic Predestination», Université de Waterloo, The Pascal Lectures on Christianity and the University, Waterloo, 6 février 2002.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Populations and Genetic Epidemiology», Post Genome Respiratory Epidemiology, European Respiratory Society Research Seminar, Near Paris, France, 25-26 janvier 2002.

KNOPPERS, Bartha Maria, Canada Foundation for Innovation (CFI) — Innovation Fund Review Meeting, Ottawa, Ontario, 5-7 décembre 2001.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Genetics and Society Prediction and Discrimination», 6th European Conference of National Ethics Committees, Conseil de l'Europe, Chypre, 12 novembre 2001.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Bio-technology, Ethics and Public Policy», 15^e Keenan Lecture, Saskatchewan, 5 novembre 2001.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Changing Medical Ethics in Medicine and Law», Faculties of Law and Medicine Seminar, Saskatchewan, 5 novembre 2001.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Human Genetics Emerging Ethical and Legal Issues», Hôpital Général Juif, Montréal, 24 octobre 2001.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Biotechnology Ethical Legal and Social Issues», Salzberg, Autriche, 12-18 octobre 2001.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Of Populations SNPs and Banks», 4^e Congrès international, Karolinska Institute, Stockholm, Suisse, 10 octobre 2001.

KNOPPERS, Bartha Maria, «**A** Balanced Approach to Public Policy & Ethics», Bio Future 2001, Toronto, 5 septembre 2001.

KNOPPERS, Bartha Maria, «**E**thical Conduct of Research in Human Genetics», New York State Genetics Task Force, New York, 29 juin 2001.

KNOPPERS, Bartha Maria, «**L**es individus, la famille et la communauté» (éducation) (atelier simultané), 4^e Congrès international organisé par le Conseil International pour un progrès global de la santé, UNESCO, Paris, 26 juin 2001.

KNOPPERS, Bartha Maria, «**P**harmacogenomics, Ethics and Law», Canadian Association of Professional Regulatory Affairs (CAPRA), Montréal, 21 juin 2001.

KNOPPERS, Bartha Maria, «**P**harmacogenetics 2001» Drug Development in a Genetically Informed Environment», Triangle Research Park (PPD), Caroline du Nord, États-Unis, 15 juin 2001.

KNOPPERS, Bartha Maria, «**G**enetics, Ethics and the Law» A Working Conversation», National Judicial Institute, Montréal, 4 juin 2001.

KNOPPERS, Bartha Maria, «**Q**uel est l'avenir de l'identité du moi à l'ère du génie génétique?», Neurosciences, expérience religieuse et le moi, Université de Montréal, Montréal, 4 juin 2001.

* * *

LABERGE, Claude, Bartha Maria KNOPPERS et Claudine FECTEAU, (Membres du comité organisateur), Quatrièmes Journées Génétiques, Montréal, 22-24 mai 2002.

* * *

LAJOIE, Andrée, «**T**heory of Law, Law and Democratic Institution», Conférence de la Regional Sociolegal Studies»Comparative Sociolegal Cultures, University of Toronto, mai 2002.

LAJOIE, Andrée, «**P**ossible Means for an Impossible Task, Accommodating Regional Differences through Judicial Design» the Canadian Experience», Séminaires Londres-Edinburg sur *Reforming 'Top Courts' Lessons from Comparative Policy*, University of Edinburgh & British Academy of London, Londres-Edinburg, UK, juillet 2001.

LAJOIE, Andrée, «**A**vec des amis comme ceux-là», Commission du droit du Canada, London, Ontario, juin 2001

* * *

LEROUX, Thérèse, «**L**es lignes directrices adoptées par IRSC», Panel *L'encadrement normatif visant les cellules souches*, organisé par le ministère des Affaires extérieures et du Commerce international à l'intention des Conseillers scientifiques, Ottawa, 17 mai 2002.

LEROUX, Thérèse, , «**L'**Énoncé de politique des trois Conseils» des règles à intégrer dans son quotidien», Atelier de formation à l'intention des membres des CER organisé par le CNERH, Montréal, 27 avril 2002.

LEROUX, Thérèse, «**S**urvol de l'initiative en vue de proposer une norme commune», Conférence nationale sur l'usage approprié du placebo, Ottawa, 22-23 mars 2002.

LEROUX, Thérèse, «**L'**Énoncé de politique des trois Conseils» des règles à intégrer dans son quotidien», Atelier de formation à l'intention des membres des CER organisé par le Conseil national d'éthique en recherche chez l'humain (CNERH), Ottawa, 16 novembre 2001.

LEROUX, Thérèse, «**B**ioéthique» aspects pratiques et philosophiques», Ministère fédéral de la Justice, *Le droit civil et sa place en droit fédéral*, Hôtel du Lac Carling, 9 novembre 2001.

LEROUX, Thérèse, «**B**io-pharmaceuticals» post-genomic strategies – Ethical issues and challenges», Le Carrefour de la biotechnologie 2001, CNRC, Montréal, 9 octobre 2001.

LEROUX, Thérèse, «**L**a vision proposée par l'Énoncé de politique des trois conseils», Atelier sur l'usage approprié du placebo, Université Dalhousie, Hôpital Princess Margaret, Halifax, 22-24 septembre 2001. (Conférencière et paneliste)

* * *

MACKAAY Ejan, *Intellectual Property and its Limits – Can the Public Domain be Contracted by Contract*, Université d'Ottawa, Section de Common Law, 28 février 2002.

MACKAAY Ejan, *L'utilité de l'analyse économique du droit en droit civil*, présentation au groupe des civilistes de la Faculté de droit de l'Université de Montréal, 22 février 2002.

* * *

MOLINARI, Patrick A., «L'évaluation éthique des projets de recherche multi-sites : enjeux et problématique», Colloque *L'évaluation éthique des projets de recherche multi-sites*, ACFAS, Québec, mai 2002.

MOLINARI, Patrick A., «Le Projet de loi 27 : continuité, adaptation et innovation», séminaire aux cadres et gestionnaires du réseau de la santé, Association des hôpitaux du Québec, Montréal, Québec, Saguenay, avril et mai 2002.

MOLINARI, Patrick A., «L'allocation publique des ressources socio-sanitaires et les thérapies géniques», *1^{ières} Rencontres internationales André Demichel*, Université de Paris 8, Saint-Denis (France), novembre 2001.

MOLINARI, Patrick A., «Le cadre juridique de la recherche clinique dans les établissements hospitaliers», Colloque *Les aspects éthiques, juridiques et organisationnels de la recherche en milieu hospitalier*, Association des hôpitaux du Québec, Laval, septembre 2001.

* * *

POULIN, Daniel, (Organisateur) Journée d'étude sur la *Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information*, organisée par l'équipe du droit du cyberspace et du commerce électronique, CRDP, Université de Montréal, Hilton Bonaventure, Montréal, 27 septembre 2001.

POULIN, Daniel, «Les termes de la loi de l'adresse active' au 'World Wide Web'», Journée d'étude sur la *Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information*, organisée par l'équipe du droit du cyberspace et du commerce électronique, CRDP, Université de Montréal, Hilton Bonaventure, Montréal, 27 septembre 2001.

* * *

ROCHER, Guy, «Francophonie et diversité culturelle», semaine de la Francophonie, Collège Glendon, York University, mars 2002.

ROCHER, Guy, «La démocratie, notion et évolution», Les grandes conférences du CEGEP de Charlesbourg, mars 2002.

ROCHER, Guy, «Mondialisation et justice», Maison du Barreau du Québec, Montréal, janvier 2002.

ROCHER, Guy, Co-présidence avec Edgar Morin (France), du colloque *Science et société*, Québec, 2-3-4 novembre 2001.

ROCHER, Guy, «La Révolution tranquille et les réformes», grandes conférences Desjardins, Université McGill, novembre 2001.

ROCHER, Guy, Symposium pour le 25^e Anniversaire de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, Montréal, 24-25 octobre 2001.

ROCHER, Guy, «Éducation des adultes et justice sociale», Assemblée générale de l'Institut canadien d'éducation des adultes, octobre 2001.

* * *

TRUDEL, Pierre, «Le droit de l'information : un rôle en évolution», Quatrième symposium du Groupe interdisciplinaire de recherche en archivistique, Montréal, 22 mars 2002.

TRUDEL, Pierre, «La protection de la vie privée dans les systèmes d'information relatifs à la santé – ajuster les concepts aux réalités des réseaux», Séminaire de l'IREB, Paris, décembre 2001.

TRUDEL, Pierre, «Tendances internationales des réglementations d'Internet et du commerce électronique», Colloque sur les développements juridiques en matière de commerce électronique organisé par le sous secrétariat à l'information gouvernementale et aux ressources informationnelles du Conseil du trésor, 11 novembre 2001.

TRUDEL, Pierre, «L'influence d'Internet sur la production des normes juridiques», communication présentée lors de la séance inaugurale du colloque international *Droit de l'Internet 2001*, tenu à l'Assemblée Nationale, Paris, 19 et 20 novembre 2001.

TRUDEL, Pierre, «Le droit et les mesures visant à remédier au déficit d'information», Colloque *Déficit d'information - solutions canadiennes*, Calgary, 29 octobre 2001.

TRUDEL, Pierre, Conférence présentée devant les membres du personnel de la Commission des valeurs mobilières du Québec (CVMQ) sur la nouvelle loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information, 19 octobre 2001.

TRUDEL, Pierre, «Aspects juridiques des technologies de l'information», formation dispensée dans le cadre des programmes du Conseil du trésor, Montréal, 16 octobre 2001.

TRUDEL, Pierre, «Le CRTC, exposé au colloque *Institutions administratives du droit d'auteur*, Montréal, 11 octobre 2001.

TRUDEL, Pierre, «Les règles sur la responsabilité des intermédiaires», Journée d'étude sur la *Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information*, organisée par l'équipe du droit du cyberspace et du commerce électronique, CRDP, Université de Montréal, Hilton Bonaventure, Montréal, 27 septembre 2001.

2. Recherches et publications diffusées sur internet :

• HumGen • IREB • LexUM • IJCan/CanLII • Juris international • Lex Electronica

HumGen ➤ www.humgen.umontreal.ca

Le site internet de HumGen représente le résultat d'une collaboration soutenue entre l'Université, le gouvernement, l'industrie et une fondation privée. Ce site a été construit en pensant aux besoins des gens qui élaborent des politiques publiques. L'objectif premier de ce site est d'informer les professionnels et de créer des liens avec le grand public sur les intérêts communs pour les questions éthiques, juridiques et sociales concernant la génétique humaine. Le site internet est composé de quatre modules différents auxquels on peut facilement accéder via ce site internet :

GenConnect Ce module fournit un accès aux diverses entités impliquées dans la mise sur pied de politiques concernant les questions éthiques, juridiques et sociales soulevées par la recherche en génétique humaine. Des liens HTML seront fournis aux organisations lorsque disponibles. Les utilisateurs pourront accéder directement aux nombreuses organisations gouvernementales et ONG qui auront été consultées lors de la recherche. Ceci représente une ressource unique de plus de 300 organismes à travers le monde qui formulent des politiques normatives.

GenInfo Ce module fournit notre «revue de presse électronique maison». Dans cette section, nous soulignons et résumons les nouvelles politiques et autres informations pour nos visiteurs. De plus, le personnel travaillant sur le Projet Génétique et Société (PGS) y publie régulièrement un rapport concernant les recherches en cours.

GenBiblio: Ce module fournit aux utilisateurs une bibliographie de documents classés par sources internationale, régionale et nationale. Sous chacune des sources, on retrouve une liste des documents disponibles. Des liens HTML seront fournis lorsque disponibles et en cas contraire, la référence complète de la publication sera fournie. De plus, les utilisateurs pourront obtenir une liste de références bibliographiques sous des thèmes variés tels le consentement, la thérapie génique, la vie privée, l'accès aux banques d'ADN, etc.

GenCite Cet instrument interne permet un accès direct aux chercheurs travaillant sur le PGS à des citations d'organismes internationaux, régionaux et nationaux (par exemple : la législation, les recommandations et les politiques en vigueur). GenCite permet aux chercheurs de préparer des comptes rendus analytiques en utilisant ces citations. Les rapports sont disponibles sur une base contractuelle.

Directrice <i>HumGen</i>	AVARD Denise	
Directrice <i>Projet Génétique et société</i>	KNOPPERS Bartha Maria	
Chercheure	GODARD Béatrice	
Analyste-programmeur	BROUILLET François	
Consultants	GLASS Kathleen LABERGE Claude	
Collaborateurs	BERNIER Louise CARDINAL Geneviève DESCHÊNES Mylène DUCLOS Isabelle DUENAS Érika FECTEAU Claudine FORTIN Sabrina GANACHE Isabelle GIROUD Clémentine	GRÉGOIRE Dominic JOLY Yann LETENDRE Martin MOSCO Catherine PETIT Élodie PRATTE Annabelle RÉGNIER Marie-Hélène TRUONG Simone VACHON Marie-Hélène

* * *

IIREB > www.iireb.org**Institut International de Recherche en Éthique Biomédicale****Présentation**

L'Institut International de Recherche en Éthique Biomédicale (IIREB) mis sur pied en mai 2001, est un institut sans mur, qui vise, d'une part, la collaboration et la coopération internationale dans le domaine de la recherche en éthique biomédicale et d'autre part la mise sur pied d'un système de réseautage international, à la fois interdisciplinaire et inter-institutionnel. L'IIREB a une mission éducative puisque par des stages et missions, elle permettra aux jeunes chercheurs d'acquérir une expérience. L'IIREB entend aussi apporter à la société une contribution particulière dans le domaine de la recherche en éthique biomédicale en faisant bénéficier la collectivité de la réflexion menée dans le cadre de ses activités. L'Institut se veut donc un institut à vocation internationale mettant en oeuvre un partenariat multilatéral.

Trois axes d'intervention

- L'éthique de la recherche
- La génétique humaine (recherche et soins)
- Les systèmes de santé et les réseaux de soins

Mandat

- Une fonction structurante et de coordination interconnexion de réseaux, coordination de partenariats nationaux et internationaux, consolidation de l'expertise nationale et transfert au niveau international.
- Une fonction mobilisatrice mise en commun des moyens et expertises; résolution de problèmes communs et stimulation d'interactions dynamiques entre les partenaires.
- Une fonction de formation et d'enseignement promotion de programmes internationaux portant sur les problématiques de la recherche en éthique biomédicale (co-tutelle ou co-direction de mémoires de maîtrise ou de thèses de doctorats).
- Une fonction de sensibilisation favoriser la participation des citoyens et des décideurs aux débats sur les enjeux éthiques.

Partenaires (France) Ministère des Affaires étrangères de la France
Ministère de l'Éducation nationale, de la recherche et de la Technologie de la France
Université René Descartes – Paris V

Partenaires (Québec) Ministère des Relations internationales du Québec
Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie du Québec
Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec
Université de Montréal

L'Institut est parrainé par la Commission permanente Franco-québécoise.

Responsables HERVÉ Christian, Professeur, Laboratoire d'éthique médicale (France)
KNOPPERS Bartha Maria, Professeure, Titulaire de la chaire de recherche en droit et médecine, CRDP, Université de Montréal

Coordonnatrice GRIMAUD Marie Angèle, CRDP, Université de Montréal

* * *

LexUM ➤ lexum.umontreal.ca

L'équipe LexUM s'emploie depuis 1994 à développer et expérimenter de nouveaux modes d'utilisation des technologies pour le droit. Outre son propre site, l'équipe gère de nombreux serveurs pour diverses institutions juridiques du pays.

Directeur LexUM☐	POULIN Daniel
Responsables des projets☐	LEFEBVRE Chantal, chef de projets PELLETIER Frédéric, comité canadien de la référence PERPIGNAND Ernst, responsable CanLII SALVAS Bertrand, éditeur de CanLII
Conception graphique☐	LEFEBVRE Chantal VIENS François
Équipe informatique☐	PERPIGNAND Ernst, responsable CanLII PARÉ Éric, administrateur de système BLAIN Guillaume, analyste-programmeur CHARBONNEAU Karl, analyste-programmeur MORISSETTE Marc-André, analyste-programmeur VIENS François, programmeur
Équipe éditoriale☐	SALVAS Bertrand, éditeur de CanLII ABAD Véronique, éditeur associé CanLII CAIDI Stéphane, éditeur associé CanLII GOUIN Jean-Alexandre, éditeur associé CanLII MOKANOV Ivan, éditeur associé LexUM / CanLII STAM Monique, responsable des conférences

Principales publications de LexUM☐

- Le *Code civil du Québec*, depuis☐1994
- Le site de diffusion des décisions de la *Cour suprême du Canada* (décisions de 1989 à aujourd'hui), depuis☐1994
- La *Bibliothèque virtuelle du droit canadien*, depuis☐1995
- La liste de discussion et le site *Web Jugenet* pour les magistrats francophones, (en collaboration avec M. le juge Denis Laliberté), depuis☐1996
- Traités Canado-américains
- Juris International
- Compilation des textes de l'Ohada

Autres ressources Web réalisées et gérées par l'équipe LexUM pour des institutions partenaires☐

- Site de diffusion des décisions de la Cour fédérale du Canada (décisions des recueils depuis☐1993, ensemble des décisions depuis décembre☐1996)
- Site du ministère de la Justice du Canada pour la diffusion des lois et règlements codifiés (depuis☐1995)
- Site de la Commission du droit du Canada
- Site de diffusion des lois des Territoires du Nord-Ouest, Yukon et Nunavut (dans le cadre du contrat relatif à la réalisation du site Web du réseau ACJNet) (depuis☐1995)
- Site de la Cour canadienne de l'impôt (depuis 2000)
- Site IJCan/CanLII pour le compte de la Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada (2000)

* * *

IJCan/CanLII > www.ijcan.org

Le projet IJCan/CanLII, est le plus ambitieux projet de diffusion publique et gratuite des sources primaires du droit canadien sur Internet. Il est réalisé par l'équipe LexUM (<http://lexum.umontreal.ca>) pour le compte de l'Institut Canadien d'information juridique, organisme fondé et financé par la Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada. Son but est de regrouper sous un format et des mécanismes de consultation communs, l'ensemble de la jurisprudence des tribunaux canadiens ainsi que la totalité des lois et règlements des juridictions canadiennes. Le tout pour le bénéfice de tous les canadiens, qu'ils soient ou non professionnels du droit.

En à peine plus de deux ans IJCan a vu quintupler le nombre de ses collections et de ses fichiers, tant en législation qu'en jurisprudence. Aujourd'hui plus de quarante-cinq tribunaux y font paraître leurs nouveautés sur une base régulière, alors que près de la moitié des juridictions canadiennes y affichent leurs lois et leurs règlements. IJCan accueille désormais plus de 200 000 visiteurs par mois sur un site contenant plus de 100 000 fichiers dans ses collections de jurisprudence seulement.

En permettant l'accès aux documents juridiques de base, IJCan alimente le caractère public de notre système juridique et stimule la publication de ses productions. La présence d'un service comme IJCan, né de l'alliance de la profession juridique et du milieu universitaire, favorise l'émergence de normes communes dans le domaine de la diffusion du droit et l'accès au droit. Pour la première fois, la possibilité de voir s'implanter une puissante ressource de diffusion gratuite de notre droit ne relève plus de l'utopie.

Directeur LexUM☐	POULIN Daniel
Responsable de projet☐	SALVAS Bertrand
Responsable informatique☐	PERPIGNAND Ernst
Équipe informatique☐	PARÉ Éric, administrateur de système BLAIN Guillaume, analyste-programmeur CHARBONNEAU Karl, analyste-programmeur MORISSETTE Marc-André, analyste programmeur
Équipe éditoriale☐	ABAD Véronique CAIDI Stéphane GOUIN Jean-Alexandre MOKANOV Ivan

* * *

JURIS INTERNATIONAL > www.jurisint.org

Juris international est une collection multilingue (anglais, espagnol et français) d'informations juridiques pertinentes sur le commerce international. *Juris international* vise à faciliter et économiser le travail de recherche et d'information des juristes d'affaires - avocats, conseils et juristes d'entreprises - et des organismes étatiques des économies en développement et en transition, en donnant accès à des textes dont l'obtention était auparavant souvent difficile. L'objectif est de réunir en un seul site un grand nombre d'informations de base (en privilégiant les textes juridiques complets), sans nécessité de renvois, et par conséquent sans frais de communication excessifs pour les utilisateurs ne bénéficiant pas d'un réseau de télécommunication performant.

En 2001, Juris International s'est associé au Centre de conciliation et d'arbitrage de Tunis aux fins de préparer et de tenir une conférence internationale sur le thème du développement du commerce électronique dans les pays du Sud. Plus de 700 participants d'une vingtaine de pays ont assisté à l'événement. Les Actes ont été publiés sous le titre «Guide juridique du commerçant électronique».

Direction et gestion du projet □ BOURQUE Jean-François, Centre du commerce international
POULIN Daniel, LexUM, CRDP, Université de Montréal
JACQUOT François, Juripôle Pôle universitaire Nancy-Metz
LABBÉ, Éric (LexUM, 1998-2001)
ROURE, Jean-Sébastien (CCI, 2000-2002)

* * *

LEX ELECTRONICA > www.lex-electronica.org**Revue en droit des technologies de l'information**

Lex Electronica est l'une des premières revues universitaires à avoir fait son apparition sur Internet. Apparue en 1995 sous le nom de Cyber news, la revue prend officiellement le nom de Lex Electronica en 1999. Après 7 années d'existence et plus de douze numéros comprenant une cinquantaine d'articles scientifiques rédigés pour la plupart en langue française par des professeurs, des professionnels du droit ainsi que des étudiants des cycles supérieurs, la revue bénéficie aujourd'hui d'une grande réputation et du soutien d'une quarantaine de correspondants établis au sein d'universités d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Australie. La revue peut également compter sur un Conseil scientifique de onze éminents experts dans le droit des technologies de l'information. Les articles publiés par Lex Electronica font l'objet d'un examen par des membres du Conseil scientifique.

Direction éditoriale☐	BENYEKHFLEF Karim, Fondateur, Directeur de publication VERMEYS Nicholas, Rédacteur en chef, Éditeur
Conseil scientifique☐	CAPRIOLI Éric A., Université de Nice-Sophia Antipolis COUTU Michel, Université de Montréal GAUTRAIS Vincent, Université de Montréal LAMBERTERIE Isabelle de, CECOJI-CNRS, France MACKAAY Ejan, Université de Montréal MAISL Herbert, Conseil d'État, Paris, France MOYSE Pierre-Emmanuel, Léger Robic Richard POULLET Yves, CRID, Belgique REIDENBERG Joel, Fordham University SORIEUL Renaud, Commission des Nations Unies TRUDEL Pierre, Université de Montréal

Édition de juillet 2001:

- Bernard BRUN, «[Nature et impacts juridiques de la certification dans le commerce électronique sur Internet](#)».
- Anastassia CHTANEVA, «[Investing Online: Concerns about the Evolving Use of the Internet as an Investment Tool in the Secondary Market Context](#)».
- Stéphane DESROCHERS, «[Music, Padlocks and the Commons](#)».
- Jérôme DUPRÉ, «[Espionnage économique et droit : l'inutile création d'un bien informationnel](#)».
- A. Serge KABLAN, "Réglementation des technologies de l'information au Québec : la philosophie du projet de loi 161 en regard du droit canadien».
- Richard Paul SALIS, «[A Summary of the American Bar Association's \(ABA\) Jurisdiction in Cyberspace Project: "Achieving Legal and Business Order in Cyberspace: A Report on Global Jurisdiction Issues Created by the Internet"](#)».
- Mathias ZADRAZIL, «[Rôle et travaux au sein de l'Union européenne et de l'Allemagne en matière de la protection des consommateurs en Commerce Électronique](#)».

Édition d'avril 2002:

- Alexandre CRUQUENAIRE et Fabrice de PATOUL, «[Le développement des modes alternatifs de règlement des litiges de consommation : Quelques réflexions inspirées par l'expérience ECODIR](#)».
- Ethan KATSH, «[Online Dispute Resolution: The Next Phase](#)».
- David LAMETTI, «[The Form and Substance of Domain Name Arbitration](#)».
- Magali LEGRAS, «[Les technologies de l'information et de la communication, la justice et le droit : Contribution à la réflexion sur l'incidence de la technique sur le droit](#)».
- Emile Lambert OWENGA ODINGA, «[Vers l'émergence d'une justice on-line](#)».
- Karim BENYEKHFLEF et Viktor TRESVANT, «[Copyright is an Impediment to the Free Flow of Ideas](#)».
- Bertrand du MARAIS, «[Analyses et propositions pour une régulation de l'Internet](#)».
- Éloïse GRATTON, «[The legality of online Privacy-Enhancing Technologies](#)».
- René PÉPIN, «[Piratage, musique et internet : la solution se trouve-t-elle dans le modèle américain ?](#)».

* * *

3. Thèses et mémoires d'étudiants dirigés par les chercheurs du CRDP

(Les directeurs et codirecteurs sont indiqués entre parenthèses)

➤ Doctorats obtenus	3
➤ Doctorats en cours	35
➤ Maîtrises obtenues	11
➤ Maîtrises en cours	47

➤ DOCTORATS

Doctorats obtenus 3

DUCHARME Daniel, *Les projets de réglementation dans les représentations et les imaginaires sociaux de la génétique humaine au Québec*, (G. Rocher) – 2002.01.

HOUDE Lise, *L'éthique et l'expérimentation animale*, (Dumas, C.; Leroux, T.) 1996.09 – 2001.09.

NAKSEU NGUEFANG Georges, *La nécessaire complémentarité du principe de précaution et d'un régime juridique de responsabilité dans le domaine des biotechnologies. L'exemple de la réglementation internationale du mouvement transfrontière des organismes génétiquement modifiés.*, (Trudeau, H.; Leroux, T.) 1996.09 – 2002.02.

Doctorats en cours 35

AZZARIA Georges, *Les éléments normatifs des politiques culturelles québécoises depuis 1961*, (Rocher, G.) 1999.01 – .

BÉLANGER Véronique, *Les squatters de Trinidad* ☐ *phénomènes de pluralisme juridique et d'internormativité*, (Lajoie, A.) 1998.09 – .

BERGADA, Cécile, -Titre à venir- , (LAJOIE A./Québec); Rousseau D./France.) 2001.09 – .

BERNARDI Marie-Josée, *Commerce international des tissus du corps humain*, (Knoppers, B.M.) 1994.00 – .

CARDINAL Éric, *Le concept de couronne en droit constitutionnel autochtone canadien*, (Lajoie, A.) 2000.01 ☐ .

CHASSIGNEUX Cynthia, *La normativité protectrice de la vie privée sur l'internet*, (Trudel, P.; Huet, ☐) 1998.01 – .

DE GIRARD, Marie-Amélie, *La réception des documents informatiques dans les systèmes probatoires français et québécois*, (F. Jacquot (U. de Nancy), D. Poulin) 09.2001 – .

DUCHARME Daniel, *Les projets de réglementation dans les imaginaires sociaux de la génétique humaine*, (Rocher, G.) 1991.01 – .

GALLIÉ, Martin, *Les accords de partenariats – Mise en place d'une grille d'analyse comparative entre l'accord euro-ACP et l'accord ZCEA*, (Lajoie, A.; Dormey, M., Paris XI) 2001.01 – .

GÉLINEAU Éric, *Le poids des valeurs et des intérêts dans les jugements de la Cour suprême relatifs aux droits ancestraux*, (Lajoie, A.) 1997.01 – .

GENDREAU Caroline, *L'influence du droit sur les sujets de droit. Étude socio-juridique comparée des processus de résolution des conflits dans le contexte du divorce*, (Rocher, G.; Noreau, P.) 1995.09 – .

- GERVAIS Marie-Claude, *Conjoncture et historicité de l'accession de la norme à sa juridicité - bijuridisme et droits linguistiques au Canada*, (Lajoie, A.; Timsit, G.) 1997.06 – .
- GOLA Romain, *La régulation de l'Internet: noms de domaine et droit des marques*, (Trudel, P./Québec; Putman, E./France) 1999.06 – .
- GOYARD Solange, -Titre à venir - , (Rocher, G.) 1999-01 – .
- KEZA-ZALAMO Bonaventure, -Titre à venir - , (Trudel, P.) 2000.09 – .
- LABBÉ, Éric, *L'encadrement juridique de la contrainte technique de l'exclusivité de fait à l'exclusivité de droit*, (P. Trudel; de Lamberterie, I.) 2000,01 – .
- LANGELIER Richard Émile, *La dialectique des rapports de la liberté d'expression et de l'administration de la justice*, (Trudel, P.) 1996.09 – .
- LECLERC Normand, -Titre à venir- , (Mackaay, E.) 1999.01 – .
- LEMAY Violaine, *Le contrat pédagogique dans les rapports d'autorité*, (Rocher, G.) 1997.09 – .
- LEMMENS Trudo, *Genetics and Equality*, (Knoppers, B.M.) 1995.00 – .
- MEUNIER Caroline, *L'impasse du modèle québécois de médecine génétique Acteurs et imaginaires*, (Rocher, G. (co-tutelle)) 1992.09 – .
- MORA GUERRA Mario Ivan, *La normativité applicable aux contrats commerciaux sur l'internet*, (Trudel, P.) 1997.09 – .
- MOYSE Pierre-Emmanuel, Titre à venir, (Y. Gendreau) 2002.01 – .
- NADEAU Yves, *La dérive judiciaire en matière de contrôle de la légalité*, (Lajoie, A.; Bertrand, M.A.) 2000.09 – .
- O'DOHERTY Christine, -Titre à venir- , (Leroux, T.) 2000.01 – .
- PAQUETTE Jean, *Les comités d'entreprise état du droit et opportunité de légiférer*, (Rocher, G.; Veilleux, D.) 1994.09 – .
- RUSCITO Paola, *L'impact des facteurs socioculturels sur le droit de l'enfant à l'éducation élémentaire*, (Lajoie, A.; Rocher, G.) 1999.09 – .
- SLYKHUIS Grace, *The Concept of Democracy in the Reference Re Secession of Quebec as Applied to the Six Nations' Status Case*, (Lajoie, A.) 2000.01 – .
- STEHLY Céline, *La fonction intégrative de la cour de justice des communautés européennes dans le domaine de la libre circulation des marchandises*, (Loungrath, V.; Lajoie, A.) 1996.01 – .
- TREMBLAY Geneviève, *Les aspects juridiques de l'implantation des réseaux de télémédecine*, (Molinari, P. A.) 1999.01 – .
- VAILLANT Jeanne-D'arc, -Titre à venir- , (Rocher, G.) 1998 – .
- VALOIS Martine, -Titre à venir- , (Frémont, J.) 2000.09 – .
- VIALE Cédric, *La France face au système international de reconnaissance des peuples autochtones*, (Lajoie, A.) 2000 – .
- WOO Grace, *Decolonisation Canadian Democracy the Status of the Haudenosaunee (Iroquois Confederacy and the Constitutional Principles*, (Lajoie, A.) 1999.09 – .
- ZELLAGUI Sihem, -Titre à venir- , (Trudel, P.) 2000.06 – .

➤ MAÎTRISES

Maîtrises obtenues 11

BERNIER Louise, *Les règles éthico-juridiques régissant la pharmacogénomique: vers une réforme?*, (Knoppers, B.M.) 1999.09 – 2002.01.

CARDINAL Geneviève, *L'encadrement de la thérapie génétique: étude comparative de différents modèles normatifs*, (Le Bris, S.) 1997.09 – 2002.01.

HABERER Julie, *L'opportunité d'un système d'indemnisation des accidents médicaux perspectives de droit comparé*, (Knoppers, B.M.) 1997.09 – .

NOISEUX-LESCOP Louis-Raphael, *Le contrat administratif normatif ou comment délier l'administration de ses noeuds*, (Frémont, J.) 1999.09 – 2001.08.

NOLLET Luce, *Vue comparative sur l'analyse économique en droit de la concurrence état du droit en Amérique du Nord et en Europe*, (Mackaay, E.) 2000.02 – 2001.12.

OUELLET Caroline, *Nouveau paradigme dans les droits connexes au droit d'auteur De l'investissement à l'originalité*, (Gendreau, Y.) 2000.09 – 2002.02.

PETIT Élodie, *Les cellules souches embryonnaires l'acquisition de nouvelles connaissances et l'encadrement juridique de la recherche sur l'embryon*, (Knoppers, B.M.) 2000.09 – 2002.01.

RÉGNIER, Marie-Hélène, *L'avenir des embryons surnuméraires: un sort "privé"?*, (Knoppers B.M.) 2000 – 04.2002.

ST-GERMAIN Christian, *La notion de limite dans l'œuvre de Pierre Legendre. Le cas des xénogreffes*, (Leroux, T.) 1997.09 – 2001.08.

THURBER Stéphanie, *L'emploi de la marque de commerce dans le cyberspace – Étude au regard du principe de territorialité*, (Trudel, P.) 1997.09 – 2001.10.

ZADRAZIL Mathias, *La régulation dans l'union européenne; Le futur cadre juridique européen de la télécommunication*, (Trudel, P.; Soldatos, P.) 2000.09 – 2001.08.

Maîtrises en cours 47

AUER Corinne, -Titre à venir- , (Noreau, P.) 1996.09 – .

BARBE Richard, *La notion d'expertise en droit administratif canadien*, (Houle, F.) 2002.01 – .

BLANCHETTE François, *L'expectative raisonnable de vie privée et les principaux contextes de communication sur internet*, (Trudel, P.) 1999.09 – .

CAIDI Stéphane, *Preuve de l'écrit dans la société de l'information*, (Trudel, P.) 2000.09 – .

CHEAIB Wassim, -Titre à venir- , (Benyekhlef, K.) 2000.09 – .

CHEN Shui, *Trademark Enforcement a Comparative Study with Reference to China*, (Gendreau, Y.) 2001 – .

CLAPROOD Sonia, *Xénotransplantation: sécurité et innocuité des xénogreffons et la responsabilité civile des entreprises impliquées dans la fabrication des xénogreffons*, (Leroux, T.) 2000.01 – .

DELBECK Clothilde, *La brevetabilité des méthodes d'affaires*, (Gendreau, Y.) 2001 – .

DELISLE Marie-Louise, *Le rôle du logiciel dans l'œuvre multimédia*, (Gendreau, Y.) 2001 – .

DELVA Lorraine, *Problèmes éthiques et juridiques posés par le diagnostic préimplantatoire, dans une optique de droit comparé*, (Knoppers, B.M.) 2000.09 – .

- DESCHÈNES Mylène, *Tests génétiques prédictifs: commercialisation et protection du consommateur*, (Leroux, T.) 1998.09 – .
- DROUIN Véronique, *Clonage d'embryons humains à des fins de recherches thérapeutiques à l'exclusion des problèmes de fertilité (utilisation des cellules souches)*, (Leroux, T.) 2000.01 – .
- DUENAS Erika, *Le système international de propriété intellectuelle comme support aux objectifs de santé publique* □ *l'Accord sur les ADPIC* , (Gendreau, Y.) 2001.09 – .
- EL JAMAÏ Yasmine, *La régulation de la propagande haineuse sur l'Internet*, (Raboy, M.; Trudel, P.) 1997.09 – .
- FECTEAU, Claudine, *La responsabilité médicale en matière de diagnostic génétique*, (Knoppers, B.M.) 2000-09 – .
- FORTIN Louis-Nicolas, *Étude de la notion de soins innovateurs dans le cadre de l'application de l'article 21 C.C.Q. portant sur l'expérimentation chez les personnes inaptes*, (Leroux, T.) 1996.09 – .
- FRANÇOIS Jean-Arnod, *Les radiodiffuseurs et le droit d'auteur à l'ère numérique* (Gendreau, Y.) 1998 – □
- GAGNON Charles, *Les moyens techniques de protection des oeuvres dans l'inforoute*, (Gendreau, Y.) 1997.09 – .
- GAUTHIER André, *Les droits de la personnalité en regard des nouvelles technologies de l'information et de la communication* □ *efficacité des articles 35 et 36 C.C.Q.*, (Gendreau, Y.; Popovici, A.) 1999 – .
- GIROUX Valéry, *L'animal peut-il devenir un sujet de droit?*, (Leroux, T.; Tappolet, C.) 1998.09 – .
- GOUPIL Josée-Anne, *L'acharnement thérapeutique et le nouveau-né*, (Knoppers, B.M.) 1997.09 – .
- HALLER Julie, *Comparative Study of European & North American Responses to Parallel Importation*, (Gendreau, Y.) 2001 – .
- HOUDE Jean-Christophe, *Le médecin et l'obligation de soulager la douleur*, (Rocher, G.) 1997.09 – .
- HOUDE Lucie, *L'aptitude du droit à solutionner les problèmes de juridiction reliés au commerce électronique grand public*, (Benyekhlef, K.) 1999.09 – .
- IZABACHENE Hayat, *L'aide juridique* □ *promoteur d'une justice concurrente?*, (Houle F.) 2000.09 – .
- LAROSE François, *La protection de la musique de film*, (Gendreau, Y.) 2001 – .
- LE BEL Anne, *La pluralité juridique des critères d'évaluation des projets de développement minier*, (Rocher, G.) 1997.01 – .
- LEFEBVRE Karine, *La gestion collective des droits d'auteur dans l'univers du cyberspace*, (Gendreau, Y.) 2000.01. – .
- LEMYRE Pierre-Paul, *La responsabilité des logiciels libres*, (Poulin, D.; Benyekhlef, K.) 1999.09 – .
- LENFANT Juliette, *Les droits voisins des radiodiffuseurs*, (Gendreau, Y.) 1999.09 – .
- LETENDRE, Martin, *Population DNA Banking for Health Purposes* □ *An International Comparative Study of Regulations in Genetic Research*, (Cranley Glass, K.) 2000 – .
- LI Xianghai, -Titre à venir- , (Knoppers, B.M.) 2000.09 – .
- MALEK Sammy, *Le sort de l'usage raisonnable avec l'avènement des systèmes de gestion de droits d'auteur*, (Trudel, P.) 2000-09 – .
- MARTEL Marie-Ève, *Une banque de données génétiques en droit criminel* □ *les enjeux éthico-juridiques dans une perspective comparatiste*, (Knoppers, B.M.; Boisvert, A.M.) 2000-09 – .
- MASSE Christophe, *Les conflits entre le droit de la concurrence et la propriété intellectuelle dans le domaine des nouvelles technologies*, (Gendreau, Y.) 2000-01 – .
- MC SWEEN Anne-Marie, *Droit d'auteur et internet* □ *la gestion des droits économiques*, (Gendreau, Y.) 1998.09 – .

MONTPETIT Brigitte, -Titre à venir- , (Trudel, P.) 2000.09 – .

PERSICO Nancy, *L'incidence de la réglementation actuelle et future des aliments génétiquement modifiés sur leur exploitation*, (Leroux, T.) 1998.09 – .

PIGEON Sébastien, *La protection des droits d'auteur dans les environnements numériques*, (Poulin, D.) 2000.09 – 2002.04.

ROUSSOS Alexia, *Regulating Cyberspace through arthitecture: the Case of the Ultima Online Virtual Community* , (Poulin, D.) 1999.09 – .

SALVAS Bertrand, *Les aspects légaux de la technologie P3P dans le domaine de la protection de la confidentialité sur internet*, (Poulin, D.) 1998.09 – .

STAM Monique, *Pacer, les enjeux de la diffusion des dossiers judiciaires sur Internet*, (Poulin, D.) 2000.09☐☐

ST-SAUVEUR Benoît, -Titre à venir- , (Gendreau, Y.) 2001.01 – .

SURPRENANT Hugues, *L'éducation à la citoyenneté comme forme de socialisation juridique*, (Coutu, M.; Rocher, G.) 1998.09 – .

THERRIEN Johanne, *Les enjeux normatifs et sociaux de la relation mentor-protégé*, (Rocher, G.) 1997.09☐ .

VENIÈRE Yann, *Le droit à l'image sur internet en France et au Québec*, (Gendreau, Y.) 2000.01 – .

VOICU Calin, *Considérations sur l'imposition du test VIH obligatoire pour tous les requérants à l'immigration au Canada*, (Houle, F.) 2000.09 – .

4. Animation scientifique

➤ Colloques, séminaires, présentations spéciales	4
➤ Conférences scientifiques du CRDP	12
➤ Conférences et séminaires de l'IIREB	7
➤ Réunions des <i>Premier mardi du mois</i>	7
➤ Séminaires <i>Théories et émergence du droit</i>	8

a) Colloques, séminaires, présentations spéciales

Journée d'étude portant sur la Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information, organisée par l'équipe de droit du cyberspace et du commerce électronique du Centre de recherche en droit public, Hilton Bonaventure, Montréal, 27 septembre 2001. (D. Poulin et P. Trudel)

Colloque du CRDP, Institution administratives du droit d'auteur, Hôtel Omni, Montréal, 11-12 octobre 2001. (Y. Gendreau)

Conférence CYBERESPACE 2001, présentée par le programme de droit des technologies de l'information, en collaboration avec le Centre de recherche informatique de Montréal (CRIM), le Centre francophone d'informatisation des organisations (CEFRIO) et le Secrétariat du Conseil du trésor du Gouvernement du Québec ☐ **Renaud SORIEUL**, Secrétariat de la Commission des Nations Unies pour le commerce international, *Les travaux des Nations Unies en droit du commerce électronique*, CRDP, Université de Montréal, 13 novembre 2001. (P. Trudel)

Colloque présenté par le Groupe d'étude Max Weber et sa postérité ☐ *Légitimité et Constitution*, organisé en collaboration avec le Centre de recherche en droit public (CRDP), le Centre canadien d'études allemandes et européennes (CCEAE) de l'Université de Montréal et la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (Québec), vendredi 26 avril 2002. (G. Rocher)

b) Conférences scientifiques du CRDP
(Resp. Ysolde Gendreau)

Conférences série *Communautés de droits/Droits de communautés*

- 27 septembre 2001 **L'hon. Franck IACOBUCCI**, Cour suprême du Canada
La notion de droits et de responsabilités dans une communauté.
- 17 octobre 2001 **Daniel WEINSTOCK**, Professeur, Département de philosophie, Université de Montréal; Chaire de recherche du Canada en éthique et philosophie politique
Repenser les droits collectifs
- 17 janvier 2002 **Patrick GLENN**, Professeur, Faculté de droit, Université McGill
Systèmes juridiques et traditions juridiques □ communautés formelles et épistémiques
- 21 février 2002 **Andreas AUER**, Doyen, Faculté de droit, Université de Genève
La démocratie directe
- 21 mars 2002 **Brian SLATTERY**, Professeur, Osgoode Hall Law School, York University
Who are We? Identity, Community and the State

Conférences série régulière 2001-2002

- 13 septembre 2001 **Philippe ROBERT**, Directeur de recherche au CNRS, Paris □
L'État et la sécurité
- 16 octobre 2001 **Bernard-Frank MACERA et Yolanda FERNANDEZ GARCIA**,
Professeurs, Université de Valladolid, Espagne
Le régime des services publics en réseaux dans le droit communautaire européen et dans le droit espagnol
- 17 octobre 2001 **Damien THIERRY**, Vice-doyen, Faculté de droit, Université de Poitiers
Évolution récente des droits des minorités en Europe
- 23 octobre **Mary CROCK**, Professeur, Faculté de droit, Université de Sydney
La protection des réfugiés en Australie
- 8 novembre 2001 **Raul ROJO**, Professeur, Université fédérale du Rio Grande do Sul,
Porto Alegre, Brésil
Problèmes liés aux institutions communautaires du MERCOSUR
- 16 janvier 2002 **Mitchel LASSER**, Professeur, Faculté de droit, Université de l'Utah
L'américanisation du droit français
- 6 février 2002 **Manuel GONZALEZ Oropeza**, Professeur, Faculté de droit; Chercheur,
Instituto de Investigaciones Jurídicas, UNAM
The Supremacy of Treaties over Domestic Law in Mexico

c) Conférences et séminaires de l'IIREB
(Resp. Marie-Angèle Grimaud)

- 2 octobre 2001 Conférence-débat, Université de Montréal ☐
Élodie PETIT et Grégoire MOUTEL
La recherche sur les cellules souches ☐ entre l'audace et la prudence – une étude comparative.
- 1^{er} novembre 2001 Conférence, Université de Montréal ☐
Anne-Marie DUGUET
Secret professionnel et confidentialité dans les recherches biomédicales ☐ les impératifs de la législation française
- 12-13 décembre 2001 Séminaire d'experts de l'IIREB, Centre biomédical des Saints-Pères, Paris.
- 6 février 2002 Conférence, Hôpital Ste-Justine, Montréal ☐
Dr Olivier COHEN
Le Hc-Forum ☐ Plate-forme informatique dédiée à la génétique médicale
- 12 février 2002 Conférence, Université de Montréal ☐
Dorothy WERTZ
Genetic choices ☐ Attitudes of Patients and Professionals
- 17 mai 2002 1^{er} colloque de l'IIREB, dans le cadre du 70^e congrès de l'ACFAS, Université Laval ☐
L'évaluation éthique des projets de recherche multi-sites ☐ défis, débats et perspectives
- 24 mai 2002 Table-ronde du RMGA et de l'IIREB, dans le cadre des 4^e Journées génétiques du RMGA qui se sont déroulées à l'hôtel Omni les 23 et 24 mai ☐
Brevetabilité des gènes humains ☐ recherche, droit, systèmes de santé et éthique

d) Réunions des Premier mardi du mois

- 2 octobre 2001 **Denise AVARD**
Le dépistage génétique chez les enfants ☐ enjeux de politique publique
- 6 novembre 2001 **Pierre TRUDEL**
L'identification des personnes dans les transactions électroniques
- 4 décembre 2001 **Pierre NOREAU**
Communautés culturelles et droit
- 8 janvier 2002 **Daniel POULIN**
IJCan/CanLII (Bibliothèque virtuelle de l'ensemble des sources primaires du droit canadien)
- 5 février 2002 **Ysolde GENDREAU**
L'ironie de l'exportation des modèles juridiques – le cas iCraveTV et JumpTV
- 12 mars 2002 **Guy ROCHER**
La juridicisation des conflits sociaux – Comparaison Brésil/Québec
- 2 avril 2002 **Béatrice GODARD**
La divulgation des informations génétiques par les professionnels de la santé

e) **Séminaires *Théories et émergence du droit*** (Resp. Andrée Lajoie)

Automne 2001

- 10 septembre 2001
(Université de Montréal) **Patrick FORGET, répondant** □ **Roderick MACDONALD**
Fondation-Fiducie/Fondation-personne morale □ *distinction sans différence?*
- 15 octobre 2001
(Université McGill) **Alain ROY, répondant** □ **Ann SARIS**
Pluralisme et droit de la famille
- 19 novembre 2001
(Université de Montréal) **Richard JANDA, répondant** □ **Pierre NOREAU**
Pathologies of Pluralism
- 10 décembre 2001
(Université McGill) **Yvan PERRIER, répondant** □ **Michel COUTU**
*Lois du travail et mesures exceptionnelles au Canada
au Québec de 1800 à 2001*

Hiver 2002

- 28 janvier 2002
(Université de Montréal) **Sébastien LEBEL-GRENIER, répondant** **ROI KONG**
Le pluralisme juridique radical
- 4 mars 2002
(Université McGill) **Martin GALLIÉ, répondant** □ **Georges LEBEL**
De l'Association au partenariat □ *mise en oeuvre des accords de libéralisation*
- 18 mars 2002
(Université de Montréal) **France HOULE, répondant** □ **Guy ROCHER**
*La réception du modèle de la démocratie délibérative dans l'administration
publique* □ *une analyse d'effectivité du Programme fédéral d'analyse des effets
socio-économiques de la réglementation*
- 15 avril 2002
(Université McGill) **Louise LALONDE, répondant** □ **Roderick MACDONALD**
*La médiation, une approche «internormative» des différends? Analyse
comparative des approches de G.A. Legault et de R.A. Macdonald*

5. Prix, distinctions et nominations obtenus par les chercheurs

BENYEKHLIF, Karim

Président et co-fondateur de eResolution.

Directeur de la Revue Lex Electronica depuis 1995

Membre

- Conseil d'administration de Médecin du Monde Canada;
- Commission de médiation et d'arbitrage du Centre de médiation et d'arbitrage de Paris, affilié à la Chambre de commerce et d'industrie de Paris.
- Advisory Board, ADR World (www.adrworld.com)

COUTU, Michel

Membre du Comité de gestion du Centre canadien d'études allemandes et européennes, Université de Montréal.

GENDREAU Ysolde

Membre des comités de rédaction *Revue de droit de l'informatique et des télécoms* (Paris); *Revue de la propriété intellectuelle* (Paris); *Computer Recht International* (Cologne); *Propriétés intellectuelles* (Paris).

Membre

- Comité de législation sur le droit d'auteur de l'Institut de la propriété intellectuelle du Canada;
- Comité exécutif de l'Association internationale *Association for the Advancement of Teaching and Research in Intellectual Property*;
- Coprésidente de la section de propriété intellectuelle de l'Association canadienne des professeurs de droit.

HOULE France

Vice présidente de l'Association canadienne des professeurs en droit (2001-2002); responsable des sections (2000-2001).

KNOPPERS Bartha Maria

Titulaire, dans le cadre du programme fédéral des chaires d'excellence, d'une chaire de recherche en droit et médecine portant sur «*Le droit et l'éthique dans le domaine de la génétique humaine*».

Docteur en droit *honoris causa*, Université de Waterloo.

Membre d'un groupe restreint de chercheurs de réputation mondiale reçu en audience privée par le

pape Jean-Paul II à Rome, dans le cadre d'un colloque sur le génome humain à Naples en Italie.

Membre

- Genome Advisory Board;
- Canadian Biotechnology Advisory Committee;
- International Genetic Epidemiology Society (Ethics, Law & Social Issues Committee).

LAJOIE André

Directeur de la Collection «*Le droit aussi*», Éditions Yvon Blais.

Membre du Conseil consultatif de la Commission du droit du Canada.

LEROUX Thérèse

Membre

- Groupe d'experts sur l'avenir de la biotechnologie dans le secteur alimentaire, Société royale du Canada (2000);
- Jury du Prix Jacques Rousseau (interdisciplinarité), prix de la recherche scientifique de l'ACFAS (1999) (2000);
- Groupe de consultation publique sur la xénotransplantation, Santé Canada (2000-2001);
- Conseil consultatif en sciences et technologies, Environnement Canada (2000-2003);
- Comité de pilotage du Conseil de la science et de la technologie sur les OGM et l'alimentation humaine;
- Conseil national d'éthique en recherche chez l'humain (1996-);
- Comité aviseur d'éthique et d'intégrité scientifique du FRSQ (1997-).

MACKAAY Ejan

Titulaire par intérim de la Chaire Jean-Monnet en intégration européenne (janvier à septembre 2001).

MOLINARI Patrick A.

Président du comité de direction scientifique de l'Institut international de recherche en éthique biomédicale (IIREB).

Vice-président et membre du Bureau de direction de la Société française et francophone d'éthique médicale (SFFEM).

Vice-président et membre du Bureau de direction de la Conférence internationale des facultés de droit ayant en commun l'usage du français (CIFDUF – Agence universaire de la francophonie), 1999-2002, 2^e mandat.

Membre

- Société Royale du Canada, Académie des lettres et des sciences humaines, pour son apport au développement du droit de la santé (2000);
- Comité exécutif et secrétaire du conseil d'administration du CHUM, 1999-2002, 2^e mandat;
- Comité des finances du conseil d'administration du CHUM;
- Comité de révision (médecins spécialistes), membre-avocat nommé par le gouvernement du Québec.

NOREAU Pierre

Membre

- Comité scientifique du Colloque *Minorité, société politique et droit*, colloque international prévu pour mai 2002.
- Comité d'évaluation du Programme Grands projets de recherche concertés du CRSH (1999 et 2000).

POULIN Daniel

Président du *Comité canadien de la référence*.

ROCHER Guy

Membre du Comité interdisciplinaire du Fonds FCAR pour les Centres de recherche et groupes de recherche.

Médaille Sir John William Dawson accordée par la Société royale du Canada (1999).

Directeur des collections «Sociologie» et «L'homme dans la société» aux Éditions Hurtubise HMH.

Membre du Conseil d'évaluation des technologies de la santé du Québec.

TRUDEL Pierre

Président du Conseil consultatif Société eResolution.

Membre

- Collège des examinateurs du programme des Chaires du Canada;
- Comité scientifique, Revue *UBIQUITÉ*, Namur, Belgique;
- Chaire UNESCO-ORBICOM en communications;
- Comité directeur du Réseau droit des entreprises culturelles AUPELF-UREF;
- Conseil d'administration de ALAI-Canada.

6. Prix, bourses et nominations obtenus par les étudiants chercheurs

BIRON, Julie

Bourse à l'admission à la maîtrise en droit des affaires 2500\$ (septembre 2001); Bourse Aubrey Vincent-Senez 5000\$ (mai 2002); Bourse André Savoie 2500\$ (mai 2002).

GENDREAU Caroline

Nommée par le Gouvernement du Québec Assesseure au du Tribunal des droits de la personne du Québec (2^e mandat - 2001-2006).

GOLA Romain

Agent de recherche auprès du ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, France.

LABBÉ Éric

Soutien aux cotutelles de thèse de doctorat Québec/France (2002) 3 000 /année, renouvelable trois ans.

Bourse de doctorat du CRSHC, 17 700\$ au total (de mai 2001 à mai 2002).

Bourse de doctorat en recherche du FCAR, 15 333\$ au total (de septembre 2001 à décembre 2002).

ANNEXE

CRDP

SUBVENTIONS OBTENUES ET CONFIRMÉES
(selon la liste fournie au CEDAR pour la période
du 1^{er} avril 2001 au 31 mars 2002)

SUBVENTIONS INDIVIDUELLES ET D'ÉQUIPE OBTENUES ET CONFIRMÉES
 (selon la liste fournie au CEDAR pour la période du 1^{er} avril 2001 au 31 mars 2002)

CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

Noms et prénoms	Titre du projet de recherche	Organisme subventionnaire ou commanditaire	Année d'obtention	Subvention/ montant annuel		Contrat
				reçu	demandé	
2001-2002 (versements)						
AVARD, Denise	Research & Development for Canadian Biotechnology Strategy on Human Genetic Privacy.	Industry Canada Canadian Biotechnology Secretariat	2001-2002			17 60
AVARD, Denise	International Bibliography on Genetic Privacy.	Industry Canada Life Sciences Branch	2001-2002			13 81
BENYEKHLEF, Karim TRUDEL, Pierre POULLET, Yves (CRID, Fac. Univ. Notre-Dame de la Paix, Namur) et équipe (CECOJI, CITA, CMAP, Global sign, ITM, CEDIB)	ECODIR – Study and Implementation of an Extra-judicial Body for the Settlement of Consumer Disputes in the Field of Electronic Commerce.	Commission des communautés européennes	2000-2002 (2 ^e de 2 ans)	36 621 (27 977 EUR) (part C.R.D.P.)	36 621 (27 977 EUR) (part C.R.D.P.)	
BENYEKHLEF, Karim	Le règlement en ligne des conflits.	Fondation du Barreau du Québec	2001-2002	14 829	14 829	

SUBVENTIONS INDIVIDUELLES ET D'ÉQUIPE OBTENUES ET CONFIRMÉES
 (selon la liste fournie au CEDAR pour la période du 1^{er} avril 2001 au 31 mars 2002)

CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

Noms et prénoms	Titre du projet de recherche	Organisme subventionnaire ou commanditaire	Année d'obtention	Subvention/ montant annuel		Contrat
				reçu	demandé	
COUTU, Michel ROCHER, Guy LEYDET, Dominique (UQAM)	La légitimité du droit : Weber – Stammler – Habermas.	C.R.S.H.C. (Subv. ordinaires)	2000-2003 (2 ^e de 3 ans)	20 000	39 196	
GENDREAU, Ysolde	Un code de droit d'auteur pour la zone de libre-échange des Amériques.	C.R.S.H.C. (Subv. ordinaires)	2000-2003 (2 ^e de 3 ans)	16 000	51 790	
GENDREAU, Ysolde	L'exportation du Canada du modèle américain de retransmission des œuvres – l'effet "boomerang" de l'Internet.	C.R.S.H.C. (Petites subv. – U. e Mtl)	2001-2002	5 000	5 272	

SUBVENTIONS INDIVIDUELLES ET D'ÉQUIPE OBTENUES ET CONFIRMÉES
 (selon la liste fournie au CEDAR pour la période du 1^{er} avril 2001 au 31 mars 2002)

CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

Noms et prénoms	Titre du projet de recherche	Organisme subventionnaire ou commanditaire	Année d'obtention	Subvention/ montant annuel		Contrat
				reçu	demandé	
GENDREAU, Ysolde	Colloque sur les "Institutions administratives du droit d'auteur", Montréal, Hôtel Omni, 11-12 octobre 2001. (Revenus – inscriptions 56 346 \$)	Commission du droit d'auteur CRSHC (Aide aux conférences et congrès)	2001-2002	40 000	40 000	
		Copyright Collective of Canada		10 000	10 000	
		Société de développement des entreprises culturelles (SODEC)		5 000	5 000	
		Société canadienne de percep- tion de la copie privée		5 000	5 000	
		Gowlings		7 500	7 500	
		Société canadienne des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SOCAN)		7 500	7 500	
		Tribunal canadien des rela- tions professionnelles artistes-producteurs		14 500	14 500	
		Industrie Canada		7 500	7 500	
		Patrimoine Canadien		4 650	4 650	
		Conseil des Arts et des Lettres du Québec (CALQ)		2 500	2 500	
GENDREAU, Ysolde	Étude sur les tribunaux administratifs.	Industrie Canada	2001-2002			25 00
GODARD, Béatrice	Génomique et société – droits et responsabilités (GEDS)	Genome Québec	2001-2005 (1 ^{ère} de 4 ans)	43 526	31 308	

SUBVENTIONS INDIVIDUELLES ET D'ÉQUIPE OBTENUES ET CONFIRMÉES
(selon la liste fournie au CEDAR pour la période du 1^{er} avril 2001 au 31 mars 2002

CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

Noms et prénoms	Titre du projet de recherche	Organisme subventionnaire ou commanditaire	Année d'obtention	Subvention/ montant annuel		Contrat
				reçu	demandé	
KNOPPERS, Bartha M. GLASS, Kathleen DOUCET, Hubert	Évaluation éthique de la recherche génomique.	Conseil de recherches médicales du Canada (C.R.M.)	1999-2001 (3 ^e de 3 ans)	24 154	24 154	
KNOPPERS, Bartha M.	Human Genetics and Social Policy Project (PGS).	Fondation Auxilium (don)	1997-2002 (5 ^e de 5 ans)	96 000	96 000	
KNOPPERS, Bartha M.	Réseau de médecine génétique appliquée.	Fonds de la recherche en santé du Québec (FRSQ) (Subventions aux réseaux provinciaux thématiques)	2000-2004 (2 ^e de 4 ans)	50 000	50 000	
KNOPPERS, Bartha M.	Chaire de recherche "L'éthique dans le domaine de la génétique".	Gouvernement du Canada (Chaires de recherche du Canada)	2000-2007 (2 ^e de 7 ans)	200 000	200 000	
		Volet FCI	2001-2002	133 910	167 387	
KNOPPERS, Bartha M.	Génomique et société : droits et responsabilités (GEDS).	Genome Québec	2001-2005 (1 ^{ère} de 4 ans)	66 682	42 508	
KNOPPERS, Bartha AVARD, Denise et équipe (Daniel GAUDET - CHUM)	Ecogene 21 from DNA to the Community an Alliance for Research in Community Genetics.	C.R.S.H.C.	2001-2006 (1 ^{ère} de 5 ans)	55 034 (part CRDP)	73 087 (part CRDP)	

SUBVENTIONS INDIVIDUELLES ET D'ÉQUIPE OBTENUES ET CONFIRMÉES
 (selon la liste fournie au CEDAR pour la période du 1^{er} avril 2001 au 31 mars 2002)

CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

Noms et prénoms	Titre du projet de recherche	Organisme subventionnaire ou commanditaire	Année d'obtention	Subvention/ montant annuel		Contrat
				reçu	demandé	
KNOPPERS, Bartha M. AVARD, Denise et équipe (Jacques SIMARD – U. Laval)	Équipes interdisciplinaires internationales de recherche en santé sur la prédisposition au cancer du sein (INHERIT BRCA).s).	Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC)	2001-2006 (1 ^{ère} de 5 ans)	174 310 (comptabilisé en 2000-2001) (part CRDP)	178 42 (part CRDP)	
KNOPPERS, Bartha M. AVARD, Denise et équipe (Dr Pavel HAMET – CHUM)	Stratégie intégrée de médecine moléculaire cardiovasculaire.	Valorisation Recherche Québec (VRQ)	2001-2006 (1 ^{ère} de 4 ans)	20 000 (part CRDP)	20 000 (part CRDP)	
KNOPPERS, Bartha M. LEROUX, Thérèse et équipe	Stem Cell Genomics and Therapeutics Network (StemNET). StemGEN Policy-Making	Networks Centres of Excellence	2001-2007 (1 ^{ère} de 5 ans)	52 542 197 927		
KNOPPERS, Bartha M.	Regulation of Biobanks – Banking Without Checks or Insured Deposits?	Department of Energy (DOE) (U. of Louisville, Kentucky)	2001-2004 (1 ^{ère} de 3 ans)	172 534 \$ CAN. 108 375 \$ U.S.	172 534 \$ CAN. 108 375 \$ U.S.	
KNOPPERS, Bartha M.	GSP / HUGO / Website.	Roche Genetic GlaxoSmithKline Gene Codes (Michigan) (Don)	2000-2003 (2 ^e de 3 ans)	35 568 30 920 22 288		

SUBVENTIONS INDIVIDUELLES ET D'ÉQUIPE OBTENUES ET CONFIRMÉES
 (selon la liste fournie au CEDAR pour la période du 1^{er} avril 2001 au 31 mars 2002)

CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

Noms et prénoms	Titre du projet de recherche	Organisme subventionnaire ou commanditaire	Année d'obtention	Subvention/ montant annuel		Contrat
				reçu	demandé	
KNOPPERS, Bartha M. AVARD, Denise	Genetic Information and Life Insurance Underwriting.	Department of Energy (DOE) (U. of Louisville, Kentucky)	2001-2002	1 592 \$ CAN 1 000 \$ U.S.		
KNOPPERS, Bartha M. GRIMAUD, Marie-Angèle	Institut international de recherche en éthique biomédicale (IREB)	Ministère des Relations Internationales (Qc) Ministère de la recherche, de la Science et de la Technologie (Qc) Ministère de la Santé et des Services sociaux (Qc)	2001-2007 (1 ^{ère} de 5 ans)	150 000 100 000 50 000	150 000 100 000 50 000	
KNOPPERS, Bartha M. GRIMAUD, Marie-Angèle	Développement de www.iireb.org .	Laboratoire d'Éthique Médicale et de Santé publique (France)	2001-2002	9 695 \$ CAN 46 000 F.F.		
KNOPPERS, Bartha M. AVARD, Denise	HumGen- Portail français.	Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie (Qc)	2001-2004 (1 ^{ère} de 3 ans)	63 229	188 843	
KNOPPERS, Bartha M.	Projet Génétique et Société et projet GEDS.	Université de Montréal (Vice-rectorat à la recherche) (Installation locaux)	2001-2002	17 355	17 355	

SUBVENTIONS INDIVIDUELLES ET D'ÉQUIPE OBTENUES ET CONFIRMÉES
 (selon la liste fournie au CEDAR pour la période du 1^{er} avril 2001 au 31 mars 2002)

CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

Noms et prénoms	Titre du projet de recherche	Organisme subventionnaire ou commanditaire	Année d'obtention	Subvention/ montant annuel		Contrat
				reçu	demandé	
KNOPPERS, Bartha M.	3 rd International Conference on DNA Sampling, Montréal, Hôtel Omni, 5-8 septembre 2002.	Health Law Institute (U. of Alberta) RMGA (CHUL) Department of Energy (DOE) Justice Canada Pfizer	2001-2002	8 252	10 000	
				15 000	15 000	
				39 800 \$ CAN	39 800 \$ CAN	
				25 000 \$US	25 000 \$US	
				25 000	25 000	
20 000	20 000					
KNOPPERS, Bartha M. AVARD, Denise	Discussion Paper on the Clinical Application of New Genetic Knowledge.	Canadian Medical Association (Association médicale canadienne)	2001-2002			10 636
KNOPPERS, Bartha M.	HumGen Project.	Borden, Ladner, Gervais (Don)	2001-2002	2 100	2 100	
KNOPPERS, Bartha M.	Coordination "Carte génétique".	CHUL	2001-2002	1 600	1 600	
LABERGE, Claude	Réseau de médecine génétique appliquée.	Fonds de la recherche en santé du Québec (FRSQ) (Subventions aux réseaux provinciaux thématiques)	2000-2004 (2 ^e de 4 ans)	22 000	22 000	
LAJOIE, Andrée ROCHER, Guy	Théories et émergence du droit.	C.R.S.H.C. (Subvention ordinaire)	1999-2002 (3 ^e de 3 ans)	35 906	35 906	

SUBVENTIONS INDIVIDUELLES ET D'ÉQUIPE OBTENUES ET CONFIRMÉES
 (selon la liste fournie au CEDAR pour la période du 1^{er} avril 2001 au 31 mars 2002)

CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

Noms et prénoms	Titre du projet de recherche	Organisme subventionnaire ou commanditaire	Année d'obtention	Subvention/ montant annuel		Contrat
				reçu	demandé	
LAJOIE, Andrée ROCHER, Guy NOREAU, Pierre JANDA, Richard (U. McGill) MACDONALD, Rod. (U. McGill)	Théories et émergence du droit.	F.C.A.R. (Équipes)	2000-2003 (2 ^e de 3 ans)	84 000	109 817	
LAJOIE, Andrée	Étude comparative du pouvoir de dépenser dans certains pays fédéraux.	Ministère des Finances (Qc) (Commission Séguin)	2002-2005			42 41
LAJOIE, Andrée et équipe (14 personnes) Université de Montréal Université McGill Université Laval Université du Québec à Chicoutimi Institut National de la Recherche Scientifique (INRS)	Autochtonie et Gouvernance.	Valorisation – Recherche Québec (VRQ)	2001-2004	533 316 (équipe) 270 881 (part CRDP)	560 512 (équipe)	
LAJOIE, Andrée	Défi 01.	Développement des ressources humaines du Canada	2001-2002	1 103	2 940	

SUBVENTIONS INDIVIDUELLES ET D'ÉQUIPE OBTENUES ET CONFIRMÉES
 (selon la liste fournie au CEDAR pour la période du 1^{er} avril 2001 au 31 mars 2002)

CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

Noms et prénoms	Titre du projet de recherche	Organisme subventionnaire ou commanditaire	Année d'obtention	Subvention/ montant annuel		Contrat
				reçu	demandé	
LEROUX, Thérèse KNOPPERS, Bartha M. SAINT-GERMAIN, Christian (UQAM) JOLY, Jean R. MOLINARI, Patrick A.	La prise en compte de la collectivité dans l'acceptabilité d'une percée technologique : le cas de la xénotransplantation.	C.R.S.H.C. (Subv. ordinaires)	2000-2003 (2 ^e de 3 ans)	34 000	64 520	
LEROUX, Thérèse	Subventions pour la création d'emplois à temps partiel sur le campus.	Université de Montréal (Programme études-travail – employeur)	2001-2002	650	650	
LEROUX, Thérèse	Défi 01.	Développement des ressources humaines du Canada	2001-2002	1 103	2 940	
LEROUX, Thérèse	Génomique et société : droits et responsabilités (GEDS).	Genome Québec	2001-2005 (1 ^{ère} de 4 ans)	12 750	12 750	
MACKAAY, Ejan et membres du C.R.D.P.	Subvention - infrastructure du C.R.D.P.	F.C.A.R. (Centres de recherche)	2000-2003 (2 ^e de 3 ans)	155 000	291 604	
		CÉDAR (Université de Montréal)	2001-2002	650 000	826 566	
MACKAAY, Ejan	Fonds de recherche personnel.	Faculté des Études Supérieures U. de Mtl	2001-2002	8 000 4 000	8 000 4 000	

SUBVENTIONS INDIVIDUELLES ET D'ÉQUIPE OBTENUES ET CONFIRMÉES
 (selon la liste fournie au CEDAR pour la période du 1^{er} avril 2001 au 31 mars 2002)

CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

Noms et prénoms	Titre du projet de recherche	Organisme subventionnaire ou commanditaire	Année d'obtention	Subvention/ montant annuel		Contrat
				reçu	demandé	
MACKAAY, Ejan LEFEBVRE, Guy ROUSSEAU, Stéphane	Étude sur le rôle des usages dans le droit des transactions commerciales internationales.	C.R.S.H.C. (Subv. ordinaires)	2001-2003 (1 ^{ère} de 3 ans)	54 000	74 238	
MACKAAY, Ejan DARANKOUM, Emmanuel Sibidi	Étude sur la notion de bonne foi dans les transactions commerciales internationales.	Fonds Georg Stellari (Faculté de droit, U. de Mtl)	2001-2002	11 294	11 294	
NOREAU, Pierre	Analyse sur l'évaluation de la médiation familiale dans le contexte de la Loi 65.	Ministère de la Justice (Qc)	2001-2002	5 000	5 000	
NOREAU, Pierre	Sources et instruments de justice en droit privé.	Commission du droit du Canada	2001-2002	6 000	6 000	
NOREAU, Pierre GAGNON, Alain-G. (U. McGill)	Analyse théorique et comparée du Canada, de la Belgique, de l'Espagne et du Royaume-Uni.	CRSHC (Subv. ordinaires)	2000-2003 (2 ^e sur 3 ans)	5 000	5 000	
NOREAU, Pierre	Travaux sur les valeurs et normativités sociales comme espace de construction de la citoyenneté.	Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration	2001-2002			12 00

SUBVENTIONS INDIVIDUELLES ET D'ÉQUIPE OBTENUES ET CONFIRMÉES
(selon la liste fournie au CEDAR pour la période du 1^{er} avril 2001 au 31 mars 2002)

CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

Noms et prénoms	Titre du projet de recherche	Organisme subventionnaire ou commanditaire	Année d'obtention	Subvention/ montant annuel		Contrat
				reçu	demandé	
POULIN, Daniel	Development and Implementation of a Web System.	Tax Court of Canada	2001-2002			18 00 30 50
POULIN, Daniel RB000886	Gestion du site Web pour les législations du Yukon, du Nunanut et Territoires du Nord-Ouest.	Ministère de la Justice (Canada) (Innovations, analyses & intégration)	2001-2002			18 00
POULIN, Daniel RB000901	LLC2000.	Commission du droit du Canada	2001-2002			9 95
POULIN, Daniel RB000911	Cédérom des lois. Nouvelle génération.	Ministère de la Justice (Canada)	2001-2002			13 20 1 20
POULIN, Daniel RB000966	Diffusion des décisions de la Cour fédérale (phase III).	Bureau du Commissaire à la Magistrature fédérale	2001-2002			8 41 16 82
POULIN, Daniel RB001024	Publication des jugements de la Cour fédérale 2001-2002.	Cour fédérale du Canada	2001-2002			65 00
POULIN, Daniel RB001028	Site Web – Phase III.	Commission du droit du Canada	2001-2002			22 50

SUBVENTIONS INDIVIDUELLES ET D'ÉQUIPE OBTENUES ET CONFIRMÉES
 (selon la liste fournie au CEDAR pour la période du 1^{er} avril 2001 au 31 mars 2002)

CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

Noms et prénoms	Titre du projet de recherche	Organisme subventionnaire ou commanditaire	Année d'obtention	Subvention/ montant annuel		Contrat
				reçu	demandé	
POULIN, Daniel RB001049	Gestion Site Web Législation fédérale.	National Capital Region (Canada)	2001-2002			53 10
POULIN, Daniel RB001049	Preparation and Posting of 2001's Supreme Court of Canada Judgments.	Carswell	2001-2002			3 17
POULIN, Daniel RB001091	Modification to Justice Canada Law Site.	Ministère de la Justice (Canada)	2001-2002			17 00
POULIN, Daniel RB001104	MLA-3.	Ministère de la Justice (Canada) (Criminal Law Policy Section)	2001-2002			23 00
POULIN, Daniel RI000107	Conférence "Commerce électronique", Carthage (Tunisie), 26-28 avril 2001.	Institut francophone des nouvelles technologies de l'informations et de la formation (INTIF)	2001-2002	52 835	52 835	
ROCHER, Guy VALLÉE, Guylaine COUTU, Michel	Mise en œuvre de la norme d'égalité en milieu de travail, droits de la personne et rapports collectifs de travail.	C.R.S.H.C. (Subv. ordinaire)	2000-2003 (2 ^e de 3 ans)	17 500 (part CRDP)	17 500	

SUBVENTIONS INDIVIDUELLES ET D'ÉQUIPE OBTENUES ET CONFIRMÉES
 (selon la liste fournie au CEDAR pour la période du 1^{er} avril 2001 au 31 mars 2002)

CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

Noms et prénoms	Titre du projet de recherche	Organisme subventionnaire ou commanditaire	Année d'obtention	Subvention/ montant annuel		Contrat
				reçu	demandé	
ROCHER, Guy VALLÉE, Guylaine COUTU, Michel GILES, Anthony J. (Laval) MURRAY, Gregor (Laval)	Citoyenneté, rapports de gouvernance et globalisation – étude de la mise en œuvre des codes de conduite des entreprises multinationales canadiennes.	C.R.S.H.C. (Stratégiques et initiatives conjointes) (Programme sur les rapports en évolution)	2001-2002	7 000 (part CRDP)	7 000	
TRUDEL, Pierre KNOPPERS, Bartha M.	Inventaire et analyse des lois ayant un impact sur la protection des renseignements personnels dans le secteur de la santé et des services sociaux.	Ministère de la Santé et des Services Sociaux (Qc)	2001-2002	27 683	27 683	
TRUDEL, Pierre	Internet – Droit, normativité et technologies.	Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie (Qc)	2001-2004 (1 ^{ère} de 3 ans)	44 247	52 216	
TRUDEL, Pierre POULIN, Daniel	Journée d'étude sur "La Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information", Montréal, Hôtel Bonaventure, 27 septembre 2001. (Revenus – inscriptions – 21 164 \$)	Ministère de la Culture et des Communications (Qc) Ministère de la Justice (Qc)	2001-2002	12 000 5 000	12 000 5 000	
TRUDEL, Pierre RB001100	Guide des usagers des environnements de télécollaboration dans le milieu de l'éducation et des environnements dans Internet, accessibles au public.	Ministère de l'Éducation (Qc)	2001-2003 (1 ^{ère} de 2 ans)			50 00

SUBVENTIONS INDIVIDUELLES ET D'ÉQUIPE OBTENUES ET CONFIRMÉES
(selon la liste fournie au CEDAR pour la période du 1^{er} avril 2001 au 31 mars 2002)

CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

Noms et prénoms	Titre du projet de recherche	Organisme subventionnaire ou commanditaire	Année d'obtention	Subvention/ montant annuel		Contrat
				reçu	demandé	
TRUDEL, Pierre RB001108	Élaboration d'un guide grand public des environnements de télécollaboration.	Ministère d'État à la Culture et aux Communications (Qc)	2001-2003 (1 ^{ère} de 2 ans)			100 00

02.03.25